

NATURA 2000

La Lauter

DOCUMENT D'OBJECTIF

Zone Spéciale de Conservation
« La Lauter » n° FR4201796

VOLUME 1



Réalisation :

Office National des Forêts
Direction Territoriale d'Alsace
Décembre 2008



NATURA 2000

La Lauter

DOCUMENT D'OBJECTIF

ZSC « La Lauter » – FR4201796

Ce document a pu être réalisé grâce aux résultats d'expertises financées en partie dans le cadre du Programme LIFE Nature « Lauter – Donon ».

L'élaboration du DOCOB a été financée par la Direction Régionale de l'Environnement d'Alsace et l'Agence de l'eau Rhin Meuse.

Opérateur du site : Frédérique DE LA GORCE - Office National des Forêts
ONF - Direction Territoriale Alsace – Direction Forêt

Cartographie réalisée par Michel WOLFF

Sommaire

A INTRODUCTION **9**

A.1 RAPPELS GENERAUX, CONTEXTE	9
A.1.1 LE RESEAU NATURA 2000	9
A.1.2 OBJET ET CONTENU D'UN DOCUMENT D'OBJECTIFS	9
A.1.3 ORGANIGRAMME ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE	11
A.1.4 MODALITES D'ELABORATION	11
A.2 PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DU SITE LAUTER.....	11
A.2.1 PRESENTATION, LOCALISATION DU SITE.....	11
A.2.1.1 Communes et intercommunalité.....	11
A.2.1.2 Aménagement du territoire	12
A.2.2 DONNEES GEOGRAPHIQUES ET ECOLOGIQUES.....	12
A.2.2.1 Quelques données écologiques.....	13
A.2.2.2 Végétation et occupation du sol	13
A.2.3 INTERET ECOLOGIQUE DU SECTEUR.....	14
A.2.4 DONNEES HISTORIQUES.....	14

B DIAGNOSTIC ECOLOGIQUE ET SOCIO-ECONOMIQUE **15**

B.1 DIAGNOSTIC ECOLOGIQUE	15
B.1.1 HABITATS D'INTERET COMMUNAUTAIRE.....	15
B.1.1.1 Habitats forestiers	15
B.1.1.2 Habitats ouverts	17
B.1.1.3 Habitats aquatiques	19
B.1.2 ESPECES D'INTERET COMMUNAUTAIRE	21
B.1.2.1 Espèces d'intérêt communautaire présentes.....	21
B.1.2.2 Les Mammifères	21
B.1.2.3 Les Amphibiens.....	22
B.1.2.4 Les Poissons	23
B.1.2.5 Les Insectes	23
B.1.2.6 Les Végétaux.....	24
B.2 DIAGNOSTIC SOCIO-ECONOMIQUE	25
B.2.1 ACTIVITES SOCIO-PROFESSIONNELLES.....	25
B.2.1.1 Activité agricole	25
B.2.1.2 Activité sylvicole	27
B.2.1.3 Autres activités de gestion et statuts de protection des milieux naturels.....	30
B.2.1.4 Activités industrielles et artisanales.....	33
B.2.1.5 Gestion de la ressource en eau	34
B.2.1.6 Infrastructures routières	36
B.2.1.7 Tourisme	36
B.2.1.8 Patrimoine culturel.....	37
B.2.1.9 Accueil des gens du voyage	37
B.2.2 ACTIVITES DE LOISIRS	38
B.2.2.1 La chasse	38
B.2.2.2 La pêche	42

B.2.2.3	Autres loisirs.....	43
B.2.3	PROGRAMMES ET PROJETS EN COURS SUR LE SITE DE LA LAUTER	45
B.2.3.1	Programme LIFE "Lauter Donon".....	45
B.2.3.2	Programmes territoriaux	46

C ENJEUX ET OBJECTIFS DE CONSERVATION DU SITE **50**

C.1	DEFINITIONS ET DEMARCHE METHODOLOGIQUE.....	50
C.1.1.1	Définitions et méthode.....	50
C.1.1.2	Hierarchisation des enjeux	50
C.2	LES ENJEUX FONDAMENTAUX ET LES OBJECTIFS GENERAUX	51
C.3	LES ENJEUX ET OBJECTIFS THEMATIQUES.....	52
C.3.1	THEME : MILIEUX FORESTIERS.....	52
C.3.1.1	Constat global.....	52
C.3.1.2	Principaux enjeux liés aux habitats et aux espèces des milieux forestiers présents sur le site	52
C.3.1.3	Principaux objectifs correspondant à ces enjeux.....	52
C.3.2	THEME : MILIEUX OUVERTS.....	55
C.3.2.1	Constat global.....	55
C.3.2.2	Principaux enjeux liés aux habitats et aux espèces des milieux ouverts présents sur le site	55
C.3.3	THEME : MILIEUX AQUATIQUES	57
C.3.3.1	Constat global.....	57
C.3.3.2	Principaux enjeux liés aux habitats et aux espèces des milieux aquatiques présents sur le site	58
C.3.4	THEME : ACTIVITES DE LOISIRS ET TOURISME.....	59
C.3.4.1	Constat global.....	59
C.3.4.2	Principaux enjeux liés aux activités de loisirs et au tourisme	60
C.3.4.3	Propositions d'objectifs liés aux activités de loisirs et de tourisme sur le site.....	60

D PROGRAMME D' ACTIONS **61**

D.1	ACTIONS TRANSVERSALES	61
D.1.1	PROPOSER UNE EVOLUTION A LA MARGE DU PERIMETRE DU SITE :	61
D.1.2	RETABLIR L'EQUILIBRE AGRO-SYLVO-CYNEGETIQUE.....	61
D.2	ACTIONS CONCERNANT LES HABITATS FORESTIERS.....	62
D.2.1	CREER DES ILOTS DE VIEILLISSEMENT ET/OU DE SENESCENCE, PRIORITAIREMENT EN FORET PUBLIQUE	62
D.2.2	RENOUVELER LES PEUPLEMENTS ARTIFICIALISES	63
D.2.3	REDUIRE L'IMPACT DES DESSERTES FORESTIERES EN FORET ALLUVIALE, PAR LA MISE EN PLACE D'OUVRAGES DE FRANCHISSEMENT TEMPORAIRES OU PAR LA RECHERCHE DE SOLUTIONS ALTERNATIVES DE DEBARDAGE.....	63
D.2.4	AMELIORER LA CONNAISSANCE DES MODES DE GESTION APPLIQUES DANS LES FORETS PRIVEES	64
D.3	ACTIONS CONCERNANT LES HABITATS OUVERTS	65
D.3.1	RESTAURATION ET ENTRETIEN DES PELOUSES SECHES	65
D.3.1.1	Entretien des pelouses sèches siliceuses de l'Hippodrome de Wissembourg	65
D.3.1.2	Entretien des pelouses sèches	65
D.3.2	RESTAURATION ET ENTRETIEN DES PRAIRIES HUMIDES	66

D.3.2.1	Entretien des prairies humides à vocation agricole.....	66
D.3.2.2	Restaurer et entretenir les prairies humides à vocation conservatoire	66
D.3.3	RESTAURATION ET ENTRETIEN DES PRAIRIES MAIGRES DE FAUCHE.....	67
D.3.3.1	Restaurer les prairies de fauche d'intérêt communautaire dégradées par les populations excédentaires de Sangliers.....	67
D.3.3.2	Restaurer et entretenir les prairies de fauche d'intérêt communautaire	67
D.3.4	METTRE EN ŒUVRE UNE GESTION FAVORABLE AUX PAPILLONS D'INTERET COMMUNAUTAIRE	68
D.3.5	AUTRES MILIEUX OUVERTS.....	69
D.4	ACTIONS CONCERNANT LES HABITATS AQUATIQUES.....	69
D.4.1	RESTAURER L'INONDABILITE DU SITE	69
D.4.2	ASSURER UNE GESTION RAISONNEE DES EMBACLES SUR LE COURS DE LA LAUTER.....	69
D.4.3	ENTRETIEN ET RESTAURER LES RIPISYLVES DE LA LAUTER	71
D.4.3.1	Favoriser les formations d'aulnaies frênaies ripicoles le long de la Lauter.....	71
D.4.3.2	Entretien et restaurer les ripisylves	71
D.4.4	RESTAURER ET CREER DES MARES ET DES MILIEUX STAGNANTS	72
D.4.5	ASSURER LA CONTINUITE ECOLOGIQUE SUR LA LAUTER	73
D.4.6	ASSURER LA COORDINATION ENTRE LES ACTEURS.....	73
D.5	ACTIONS COMPLEMENTAIRES CONCERNANT LES ESPECES D'INTERET COMMUNAUTAIRE	74
D.5.1	COMPLETER LES DONNEES SUR LES ESPECES D'INTERET COMMUNAUTAIRE PEU CONNUES : CHAUVES-SOURIS ET PAPILLONS	74
D.6	ACTIONS LIEES AUX ACTIVITES DE LOISIRS.....	74
D.6.1	INSTALLER UN PLAN DE CIRCULATION.....	74
D.6.2	METTRE EN PLACE UN SENTIER DE DECOUVERTE	75
D.6.3	BALISER LE SITE.....	75
D.6.4	ASSURER LA COORDINATION ENTRE LES ACTEURS	75
D.7	TABLEAU RECAPITULATIF :.....	76

E LA CHARTE NATURA 2000 80

E.1	LA CHARTE NATURA 2000 : DEFINITION ET CONDITIONS D'APPLICATION	80
E.1.1	DEFINITION	80
E.1.2	CONDITIONS D'APPLICATION.....	80
E.1.3	CONTROLES	80
E.2	LES ENGAGEMENTS DE LA CHARTE NATURA 2000.....	82
E.2.1	LA GESTION FORESTIERE.....	82
E.2.2	LA GESTION DES MILIEUX OUVERTS.....	83
E.2.3	LA GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES	85
E.2.4	LES ACTIVITES DE SPORTS ET DE LOISIRS	87

F LES CONTRATS ET LEURS CAHIERS DES CHARGES 89

F.1	LES CONDITIONS GENERALES APPLICABLES AUX CONTRATS NATURA 2000	89
F.1.1	L'OBJECTIF GENERAL.....	89
F.1.2	LE FINANCEMENT DES CONTRATS NATURA 2000	89
F.1.3	LES CONDITIONS GENERALES	89
F.1.4	DONNEES INDICATIVES DES CAHIERS DES CHARGES	90
F.2	CAHIERS DES CHARGES DES CONTRATS NATURA 2000 FORESTIERS.....	91

F.3	CAHIERS DES CHARGES DES CONTRATS NATURA 2000 CONCERNANT LES HABITATS OUVERTS.....	94
F.4	CAHIERS DES CHARGES DES CONTRATS NATURA 2000 CONCERNANT LES HABITATS AQUATIQUES.....	99
F.5	CAHIERS DES CHARGES DES CONTRATS NATURA 2000 CONCERNANT LA SENSIBILISATION DES USAGERS	103
<u>G</u>	<u>LA DEMARCHE D'EVALUATION</u>	<u>104</u>
G.1	CADRE REGLEMENTAIRE DE LA DEMARCHE D'EVALUATION.....	104
G.2	L'EVALUATION DU DOCOB	105
<u>H</u>	<u>BIBLIOGRAPHIE</u>	<u>107</u>
<u>I</u>	<u>LISTE DES ABREVIATIONS</u>	<u>108</u>
<u>J</u>	<u>GLOSSAIRE</u>	<u>110</u>

A INTRODUCTION

A.1 RAPPELS GENERAUX, CONTEXTE

A.1.1 Le réseau Natura 2000

Natura 2000 est un réseau d'espaces naturels qui s'étend à travers toute l'Europe, et qui vise la préservation de la diversité biologique autrement dit à protéger les milieux sensibles, les plantes et les animaux les plus menacés ou qui représentent un intérêt patrimonial fort, et leurs habitats naturels.

Il est basé sur deux directives européennes :

- la **directive « HABITATS »** n° 92/43/CEE du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels, ainsi que de la faune et de la flore sauvage ; cette directive "Habitats" est aussi dénommée "Natura 2000"
- la **directive « OISEAUX »** n° 79/409/CEE du 2 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages ainsi que les espèces migratrices non visées à cette annexe et dont la venue sur le territoire est régulière.

Le réseau Natura 2000 comprend ainsi deux types de zones, désignées sous l'appellation commune de « sites Natura 2000 » :

- des Zones Spéciales de Conservation (ZSC) désignées pour la conservation des types d'habitats naturels et des habitats d'espèces figurant respectivement aux annexes I et II de la directive Habitats.

- des Zones de Protection Spéciale (ZPS) classées pour la conservation des habitats des espèces d'oiseaux figurant à l'annexe I de la directive "Oiseaux", ainsi que les espèces migratrices non visées à cette annexe et dont la venue sur le territoire est régulière.

Son but est de favoriser le maintien de la biodiversité, en assurant le maintien ou le rétablissement dans un état de conservation favorable, des habitats naturels et des habitats d'espèces d'intérêt communautaire, tout en tenant compte des exigences économiques, sociales et culturelles à l'échelon local ou régional. Ce réseau contribue donc à l'objectif général d'un **développement durable**.

La France a choisi d'élaborer pour chaque site Natura 2000 un **document d'objectifs**. L'article L. 414-2 du code de l'environnement prévoit ainsi que l'autorité administrative établisse pour chaque site, en concertation notamment avec les collectivités territoriales intéressées et leurs groupements et les représentants des propriétaires et exploitants des terrains inclus dans le site, un document d'objectifs qui définit les orientations de gestion et de conservation, les modalités de leur mise en œuvre et les dispositions financières d'accompagnement, s'appuyant sur un diagnostic écologique et socio-économique initial.

A.1.2 Objet et contenu d'un document d'objectifs

Le document d'objectifs (DOCOB) correspond à une conception déconcentrée de l'application des directives Habitats et Oiseaux. Il a pour objet de faire des propositions quant à la définition des objectifs et des orientations de gestion et quant aux moyens à utiliser pour le maintien ou le rétablissement des habitats naturels et des espèces dans un état de conservation favorable. L'Etat, responsable de l'application des directives européennes, est chargé de mettre en œuvre ces propositions. Le document d'objectifs est l'aboutissement

d'une concertation menée avec l'ensemble des acteurs du territoire dans le cadre d'un comité de pilotage.

Il s'agit d'un document d'orientation, de référence pour les acteurs ayant compétence sur le site. Il contribue également à la mise en cohérence des actions publiques ayant une incidence directe ou indirecte sur le site et les habitats ou espèces pour lesquels ce dernier a été désigné.

Il est mis à disposition du public dans le cadre d'une communication visant à faciliter la compréhension des politiques publiques, des zonages de protection du patrimoine naturel et des compétences des différents partenaires de la gestion des espaces naturels.

Il doit donc permettre d'identifier les enjeux, de définir des objectifs, d'anticiper et de résoudre d'éventuelles difficultés avec les propriétaires ou les utilisateurs du site, de définir les moyens d'actions et de planifier à long terme la conservation du site. Cette démarche s'appuie sur une approche locale, contractuelle, librement consentie et négociée avec les acteurs locaux.

C'est un document établi à l'initiative et sous la responsabilité de l'Etat. Il est arrêté par le Préfet.

Le document d'objectifs est établi pour une période indéfinie, habituellement estimée à une durée de 6 ans, à l'issue de laquelle sa mise en œuvre est évaluée. Il peut faire l'objet d'une transmission pour information à la Commission européenne. Le document d'objectifs arrêté pour un site Natura 2000 est tenu à la disposition du public dans les mairies des communes concernées par le site.

Le document d'objectifs contient (article R. 414-11 du code de l'environnement) :

« 1° Un rapport de présentation décrivant l'état de conservation et les exigences écologiques des habitats naturels et des espèces qui justifient la désignation du site, la localisation cartographique de ces habitats naturels et des habitats de ces espèces, les mesures et actions de protection de toute nature qui, le cas échéant, s'appliquent au site et les activités humaines qui s'y exercent au regard, notamment, de leurs effets sur l'état de conservation de ces habitats et espèces ;

2° Les objectifs de développement durable du site permettant d'assurer la conservation et, s'il y a lieu, la restauration des habitats naturels et des espèces qui justifient la désignation du site, en tenant compte des activités économiques, sociales, culturelles et de défense qui s'y exercent ainsi que des particularités locales ;

3° Des propositions de mesures de toute nature permettant d'atteindre ces objectifs indiquant les priorités retenues dans leur mise en œuvre en tenant compte, notamment, de l'état de conservation des habitats et des espèces au niveau national, des priorités mentionnées au second alinéa de l'article R. 414-1 et de l'état de conservation des habitats et des espèces au niveau du site

4° Un ou plusieurs cahiers des charges types applicables aux contrats Natura 2000 prévus aux articles R. 414-13 et suivants précisant, pour chaque mesure contractuelle, l'objectif poursuivi, le périmètre d'application ainsi que les habitats et espèces intéressés, la nature, le mode de calcul et le montant de la contrepartie financière ;

5° La liste des engagements faisant l'objet de la charte Natura 2000 du site, telle que définie à l'article R. 414-12 ;

6° Les modalités de suivi des mesures projetées et les méthodes de surveillance des habitats et des espèces en vue de l'évaluation de leur état de conservation. »

A.1.3 Organigramme administratif et technique

L'Etat est le garant de la préservation des sites Natura 2000 vis-à-vis de la Commission Européenne. Le préfet de département met en place le comité de pilotage qui est chargé d'élaborer le DOCOB et d'assurer le suivi de décide de la mise en œuvre. d'un document d'objectifs, désigne l'Un opérateur technique chargé d'élaborer le document d'objectifs est désigné par la collectivité qui est désignée par le comité de pilotage pour élaborer ou mettre en œuvre le DOCOB, ou par l'Etat à défaut. Les comité de pilotage soumet le document d'objectifs au préfet qui l'approuve avant de et valide officiellement ses résultats convoquer à nouveau le comité de pilotage pour lancer la phase d'animation du site qui correspond à la mise en œuvre de ce que préconise le DOCOB..

Dans le cas du site « La Lauter », la maîtrise d'œuvre de la réalisation du document d'objectifs a été assuré par un « opérateur », mandaté par l'Etat : l'Office National des Forêts.

L'opérateur est responsable de la production du document d'objectifs. Il est en charge de tous les aspects administratifs, techniques et de communication autour du projet conformément au cahier des charges « DOCOB type » élaboré par la DIREN Alsace.

A.1.4 Modalités d'élaboration

Le site Natura 2000 Lauter s'étend sur 1 993,55 hectares sur les bans communaux de Lauterbourg, Scheibenhard, Niederlauterbach, Salmbach, Riedseltz et Wissembourg.

L'élaboration du Document d'Objectif est réalisée par l'opérateur, qui assure la démarche de concertation avec les acteurs du territoire. Le comité de pilotage, présidé par le Préfet pour « La Lauter », suit les travaux et les valide étape par étape.

Le Comité de Pilotage (ou COPIL) se réunit ainsi à l'issue de chaque grande étape d'élaboration du DOCOB, afin d'en assurer la validation.

A l'issue de son élaboration, il est validé par le comité de pilotage et approuvé par le Préfet. Cette étape validée, conformément aux dispositions transitoires de la loi pour le Développement des Territoires Ruraux de février 2005, les représentants des collectivités territoriales et de leurs groupements siégeant au comité de pilotage pourront désigner parmi eux le Président du comité de pilotage. Ce dernier, accompagné d'une structure animatrice, porte la maîtrise d'ouvrage de l'élaboration du document d'objectifs, de sa mise en œuvre et de son suivi. A défaut, la présidence restera assurée par l'autorité administrative.

A.2 PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DU SITE LAUTER

A.2.1 Présentation, localisation du site

Cf. carte de localisation.

A.2.1.1 Communes et intercommunalité

Le site Lauter concerne 6 communes :

WISSEMBOURG, SALMBACH et NIEDERLAUTERBACH, sont majoritairement concernées par la ZSC et dans une moindre mesure, RIEDELTZ, SCHEIBENHARD et LAUTERBOURG sont également concernées.

Celles-ci se sont regroupées au sein de deux communautés de communes :

Communauté de communes de Wissembourg : 12 communes dont Wissembourg-Altenstadt, Riedseltz ;
Communauté de communes de Lauterbourg : 6 communes dont Lauterbourg, Salmbach, Niederlauterbach et Scheibenhard.

Ces deux communautés de communes sont intégrées depuis 2004 au périmètre du Pays d'Alsace du Nord qui regroupe 144 communes autour de Haguenau.

Elles sont également incluses dans le groupement local de coopération transfrontalière REGIO PAMINA créé en 2003 et qui s'étend sur un périmètre incluant les secteurs allant de Landau et Bruchsal au nord jusqu'à ceux de Bühl, Haguenau, Saverne et Sarre-Union au sud, en incluant Karlsruhe, Baden-Baden, Rastatt et Gaggenau.

A.2.1.2 Aménagement du territoire

□ Documents d'urbanisme

Toutes les communes concernées par la ZSC disposent d'une carte communale, d'un Plan d'Occupation des Sols (POS) ou d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé ou en cours d'élaboration.

Les PLU des communes de Wissembourg et de Salmbach sont en cours d'élaboration.

□ Remembrements

Toutes les communes de la ZSC ont fait l'objet d'un remembrement entre 1960 et 1994. Des réaménagements fonciers liés à des échanges forestiers, à la mise en place d'une trame verte, et au développement d'infrastructures routières ou urbaines sont envisagés.

□ Boisements

La réglementation permet l'instauration d'un régime d'autorisation pour les boisements, notamment en terme de zonages, essences et distance de plantation par rapport aux fonds voisins, essentiellement pour les terrains concernés par des zones humides ou à vocation agricole.

Aucun règlement n'est en vigueur sur la ZSC.

□ Densité de population

Les secteurs de Wissembourg et de la Lauter sont relativement faiblement peuplés (respectivement 126 et 111 habitants/km², par rapport aux 215 habitants/km² en moyenne pour le Bas-Rhin).

L'augmentation de la population est modérée sur ces deux territoires (environ 7 % entre 1990 et 1999).

A.2.2 Données géographiques et écologiques

La zone d'étude est constituée de la basse forêt du Mundat et de la forêt du Bruchwald, qui correspondent à la partie française de l'immense forêt du Bienwald qui chevauche la rivière Lauter compris sur les 26 km entre Wissembourg et Lauterbourg. La Lauter joue le rôle de frontière naturelle entre la France et l'Allemagne. Deux sites Natura 2000 côté allemand sont contigus au site « La Lauter » : une ZPS (DE6914401 « Bienwald und Viehstrichwiesen ») et une ZSC (DE6914301 « Bienwaldschwemmmfächer »), qui couvre un territoire plus vaste que celui du cours de la Lauter et de ses abords mais dont les enjeux de conservation sont très proches de ceux du site français, notamment ceux liés aux prairies humides.

A.2.2.1 Quelques données écologiques

□ Altitude

Sur ce site, l'altitude varie entre 165 mètres au sud du Marais d'Altenstadt (à l'est du site) et 113 mètres à Lauterbourg.

□ Climat

La station météorologique de référence permettant de caractériser le climat du site est localisée à Lauterbourg.

Le climat est considéré comme continental à influence océanique.

La pluviométrie moyenne annuelle est comprise entre 800 et 900 mm.

La température moyenne annuelle est de l'ordre de 9,9°C avec possibilité de gelées tardives jusqu'au mois de mai.

□ Géologie, pédologie

La zone d'étude repose essentiellement sur des alluvions postglaciaires datées de l'Holocène et du Quaternaire supérieur et moyen. Elles forment le cône de déjection de la Lauter, dont le lit majeur actuel, ou basse terrasse, principalement prairial, repose sur des alluvions récentes sablo-limoneuses.

Le lit majeur de la Lauter a été fortement influencé par l'édification des lignes de fortification exécutées sous Louis XIV. Ces talus de 5 m de haut séparaient la basse terrasse et la terrasse supérieure de la Lauter et permettaient d'envoyer la basse vallée de la Lauter en cas d'attaques ennemies.

Les alluvions constituent la plus importante surface. Elles sont composées de sables et graviers « rouges » d'origine vosgienne (*rissiens-wurmiens*), distribués en nappes peu épaisses sur des sables, argiles pliocènes et marnes datant du quaternaire ancien, servant de plancher à une nappe phréatique qui affleure dans les parties les plus basses, en fonction de la microtopographie.

Le long de la Lauter le substrat est constitué d'alluvions sablo-limoneuses des cours d'eau secondaires et colluvions des terrasses rhénanes.

A l'ouest de la ZSC, le pliocène sableux surplombe la dépression marécageuse, voire tourbeuse d'Altenstadt.

□ Hydrologie

La Lauter prend sa source en Allemagne, dans le Palatinat, dans le massif gréseux du Pfälzerwald aux environs de Pirmasens. Elle se jette dans le Rhin à hauteur de Lauterbourg, après un parcours de 96 km, drainant un bassin versant de 395 km².

Après son entrée dans la plaine rhénane, les confluences sont rares et à faible débit. Le principal affluent présent sur le site est le Hardtbach en forêt communale de Wissembourg.

Cependant, le réseau hydrographique « naturel » est complété par un dense réseau de fossés, drainant la basse forêt du Mundat.

A.2.2.2 Végétation et occupation du sol

La surface globale du site est de 1 994 ha. Elle comprend essentiellement de la forêt : 1 774 ha, dont 1 568 ha de forêts communales gérées par l'Office National des Forêts et 206 ha de petites parcelles de forêts privées essentiellement réparties sur la terrasse inférieure bordant la Lauter. Les milieux ouverts représentent 130 ha et sont majoritairement des propriétés privées. Les milieux aquatiques se partagent entre le cours de la Lauter (13 ha) et les plans d'eau (2,5 ha). Enfin, la surface englobe 27 ha de routes et 6 ha de zones bâties. 70 ha correspondraient à un défaut de calage de la zone puisque situés en Allemagne.

A.2.3 Intérêt écologique du secteur

La Lauter est l'une des rares rivières de plaine à avoir conservé des eaux propres et un lit naturel. Elle abrite des espèces aquatiques que l'on ne trouve plus guère à basse altitude et qui ont fortement régressé en Europe comme la Lamproie de Planer et le Gomphe serpentini qui trouve ici l'une de ses 3 stations alsaciennes.

De plus, sur le site Natura 2000, la rivière s'écoule dans un environnement préservé de prairies, de marais et de forêts. On y trouve des forêts de type alluviales, particulièrement remarquables. La faune qui habite ces milieux est riche notamment en papillons d'intérêt communautaire.

A.2.4 Données historiques

La médiocrité des sols qui ne se prêtait guère à l'exploitation agricole et la situation éloignée des habitations ont préservé la basse vallée de la Lauter de l'influence humaine jusqu'à l'orée des temps modernes.

Des interventions radicales ne sont survenues qu'au début du XVIII^e siècle avec la construction des fortifications de la « ligne de Wissembourg » le long de la rivière, côté français. Les fortifications dont les « redoutes » ont été préservées, comportaient des remparts, forts, fossés et barrages en bois. Par des déviations et des rétentions de l'eau de la Lauter, toute la vallée pouvait être inondée. Avec le délabrement de la « ligne de Wissembourg », un retour à l'état naturel de la Lauter s'est opéré.

Pour dégager un champ de tir, une grande partie des forêts fût coupée. Par temps de paix ces prairies étaient exploitées. L'accroissement rapide de la population impliquait un besoin croissant en prairies. La répartition de forêts et de prairies que l'on trouve encore dans la vallée de la Lauter en est le résultat. L'exploitation de ces surfaces à faible rendement est restée extensive.

B DIAGNOSTIC ECOLOGIQUE ET SOCIO-ECONOMIQUE

B.1 DIAGNOSTIC ECOLOGIQUE

B.1.1 Habitats d'intérêt communautaire

Quelle que soit leur nature, on distingue les habitats prioritaires et les habitats non prioritaires, tels que définis par la directive. Les habitats prioritaires sont ceux pour lesquels une attention particulière doit être portée car ils correspondent, pour l'Europe, à un très fort enjeu de préservation.

B.1.1.1 Habitats forestiers

□ Méthodologie de cartographie des habitats forestiers

Les habitats forestiers d'intérêt communautaire ont été cartographiés d'après la description des groupements végétaux. Celle-ci s'est appuyée sur la réalisation de relevés de terrain (principalement en forêt privée) et sur l'interprétation des cartographies de stations existant dans les documents d'aménagement des forêts publiques.

Parallèlement, une recherche spécifique de la mousse « Dicrane vert » (*Dicranum viride*) a été effectuée car il s'agit d'une espèce reconnue d'intérêt communautaire, dont le statut était peu connu sur le site.

□ Habitats forestiers d'intérêt communautaire présents :

(Cf. cartographie des habitats)

Le travail de cartographie des habitats forestiers a permis d'identifier 5 habitats d'intérêt communautaire, dont un habitat prioritaire au titre de la directive habitats.

Les habitats d'intérêt communautaire sont répartis sur la forêt publique et privée et représentent 56 % des habitats forestiers.

▪ Les saulaies blanches ripicoles (code habitat : 91E0*) :

Il s'agit de saulaies arborescentes qui ont été identifiées très ponctuellement, dans les zones forestières privées présentes le long de la Lauter. Elles appartiennent à une catégorie d'habitats reconnus d'intérêt communautaire d'intérêt prioritaire. Leur état de conservation peut être plus ou moins dégradé lorsqu'elles sont envahies par la Balsamine de l'Himalaya (*Impatiens glandulifera*).

▪ Les aulnaies frênaies alluviales (code habitat : 91E0*) :

Ces formations végétales appartiennent à la même catégorie d'habitats que la précédente. Elles caractérisent les zones de dépression, ainsi que les ripisylves bordant la Lauter et forment le « joyau forestier » du site. Toutefois, la présence importante d'espèces invasives (Balsamine de l'Himalaya et Solidage), ainsi que les plantations d'essences allochtones (Peupliers de culture, Epicéa, Robinier), contribuent localement à amoindrir leur état de conservation (26% de surface en état de conservation médiocre à mauvais). On y trouve des espèces patrimoniales telles que la Nivéole et l'Aconit-tue-loup. Notons que la présence de Gagée jaune a été mentionnée dans ces formations riveraines de la Lauter.

▪ Les chênaies pédonculées charmaies frênaies (code habitat : 9160) :

On trouve cet habitat sur les terrasses surplombant les dépressions plus humides caractéristiques des aulnaies frênaies. C'est l'habitat forestier d'intérêt communautaire le plus largement représenté sur le site de la Lauter (près de 70% des habitats forestiers d'intérêt communautaire). Ce sont des forêts très diversifiées offrant jusqu'à neuf essences forestières indigènes différentes. L'état de conservation de cet habitat est jugé globalement bon puisque 85 % de la surface se trouve en état de conservation bon à très bon.

▪ Les chênaies pédonculées à Molinie (code habitat : 9190) :

Ce type de formation occupe les alluvions sableuses engorgées, principalement situées à la périphérie de l'hippodrome d'Altenstadt. Il est caractérisé notamment par la présence d'un important tapis de Molinie qui constitue l'essentiel de la strate herbacée.

▪ Les hêtraies chênaies charmaies (code habitat : 9130) :

Cet habitat est caractéristique des terrasses les plus hautes de la zone alluviale, qui présentent des conditions plus favorables au hêtre.

▪ Les ormaies frênaies (code habitat : 91F0) :

Cet habitat n'est présent qu'à l'est de la ZSC (parcelle 23 de la FC de Niederlauterbach). Il s'agit d'un habitat typiquement rhénan qui témoigne d'une ancienne zone de contact entre les eaux de la Lauter et celles du Rhin qui arrivait aux portes de Scheibenhart.

Les habitats « non d'intérêt communautaire » se répartissent principalement entre la « Chênaie sessiliflore – Hêtraie mésophile et acidiphile à canche flexueuse », majoritaire dans les zones les plus élevées (terrasses sableuses), et quelques formations plus hydromorphes (Aulnaies glutineuses méso-eutrophes dans lesquelles on trouve des espèces patrimoniales telles que la Fougère des marais, l'Osmonde royale et les saulaies arbustives sur sol hydromorphe, présentes surtout dans le marais d'Altenstadt et correspondant à d'anciennes parcelles agricoles en déprise).

Il convient également de préciser que la Hêtraie à Luzule (9110), habitat également d'intérêt communautaire, n'a pas été identifiée lors de la réalisation de la cartographie. Toutefois, il semblerait que cet habitat puisse être ponctuellement présent dans la partie identifiée comme étant « non d'intérêt communautaire », qui pourrait résulter, au moins pour partie, de faciès de dégradation de cet habitat.

□ **Etat de conservation des habitats forestiers d'intérêt communautaire**

Pour les habitats forestiers d'intérêt communautaire, 4 états de conservation ont été définis sur la base de critères écologiques.

On qualifie de **Représentatif [R]**, un habitat forestier en bon état de conservation, c'est-à-dire ayant conservé sa fonctionnalité et ses essences caractéristiques (5% maximum, d'essences allochtones ou inadaptées ou d'espèces invasives).

Les habitats dits **Non Représentatifs [NR]**, présentent un état de conservation partiellement dégradé du fait de l'un des facteurs suivants :

- présence d'essences allochtones ou inadaptées ou d'espèces invasives, comprise entre 5 et 20 %.
- réalisation récente de « grandes coupes » ou trouées de chablis liées à la tempête de 1999.

Les habitats **Transformés [T]**, se caractérisent par un pourcentage d'essences allochtones, inadaptées ou d'invasives en proportion supérieure à 20% du couvert absolu. [Exemples

d'une plantation de peupliers de culture avec maintien des essences locales en accompagnement, ou d'une Saulaie blanche envahie par la Balsamine de l'Himalaya].

Enfin, les habitats dits **Très Transformés [TT]**, correspondent à un état où les essences locales ont été éliminées au profit de plantations d'essences allochtones (présentes en proportion supérieure à 40% du couvert). Il s'agit le plus souvent de résineux (Epicéa, Pins) qui peuvent dégrader la station. Les essences locales d'accompagnement ne peuvent prendre le relais et doivent être plantées. Pour circonscrire les zones d'essences allochtones l'utilisation de la carte des peuplements et des photos infra rouge IFN ont été d'un grand profit.

Surface des habitats forestiers d'intérêt communautaire cartographiées dans la ZSC de la Lauter

Habitats-forestiers - Codes Habitats	Etat de conservation (ha)					Total	%
	Non déterminé	R	NR	T	TT		
<i>Saulaies blanches ripicoles et Aulnaies frênaies alluviales – 91E0*</i>	0,0	117,2	61,95	24,48	38,91	242,54	24,3%
<i>Chênaies pédonculées – charmaies – frênaies – 9160</i>	8,97	469,8	119,31	83,85	20,88	702,81	70,5%
<i>Chênaie pédonculée à Molinie - 9190</i>	0,0	18,73	5,35	0,01	2,52	26,61	2,7%
<i>Hêtraie – chênaie – charmaie - 9130</i>	0,47	10,99	7,7	5,07	0,0	24,23	2,4%
<i>Ormaie – frênaie alluviale – 91F0</i>	0,89	0,0	0,0	0,0	0,0	0,89	0,1%
Total	10,33	616,72	194,31	113,41	62,31	997,08	100,0%
%	1,0%	61,9%	19,5%	11,4%	6,2%	100,0%	

% = Pourcentage par rapport à surfaces d'habitats forestiers d'intérêt communautaire

R = Représentatif

NR = Non représentatif

T = Transformé

TT = Très Transformé

On constate à la lecture de ce tableau que l'état de conservation des habitats forestiers est majoritairement bon à très bon (80%).

La proportion d'état médiocre à mauvais est relativement modérée puisque 20% des habitats forestiers d'intérêt communautaire sont caractérisés par un état de conservation « Transformé » ou « Très Transformé ». Ceux-ci résultent des plantations en essences allochtones ou inadéquates qui ont été pratiquées au cours des décennies précédentes. Les principales essences concernées sont des résineux (Pin, Epicéa). On note également la présence importante de Chêne rouge.

Il est à noter que le passage de l'ouragan LOTHAR en décembre 1999 a provoqué des dégâts importants sur les forêts du site de la Lauter. Les zones de chablis de 1999 sont caractérisées par un état de conservation « Non Représentatif ».

B.1.1.2 Habitats ouverts

□ Méthodologie de cartographie des habitats ouverts

Les habitats ouverts d'intérêt communautaires ont été cartographiés d'après la description phytosociologique des groupements végétaux. Celle-ci s'est appuyée sur la réalisation de relevés de terrain et de données bibliographiques.

□ Habitats ouverts d'intérêt communautaire présents

Les milieux ouverts sont peu représentés sur le site de la Lauter puisqu'ils ne concernent que 120 ha dont 69 ha concernés par des habitats d'intérêt communautaire. Ils ont toutefois

une importance cruciale au sein de ce site majoritairement forestier car ils contribuent à l'existence d'une mosaïque de milieu, notamment le long de la Lauter, très propice à l'accueil de nombreuses espèces animales (Insectes, Oiseaux, Amphibiens,...) et à la biodiversité du site.

Les habitats ouverts d'intérêt communautaire identifiés sur le site sont :

▪ Pelouses sèches semi-naturelles embuissonnées (code habitat : 6210)

Ce groupement appartient à un type de pelouses caractéristique des levées anciennes les plus hautes et les plus sableuses de la Lauter. Il s'agit de formations végétales régulièrement fauchées.

▪ Pelouses sèches siliceuses à Fétuque filiforme (code habitat : 6230*)

Ces pelouses appartiennent à un type d'habitat d'intérêt communautaire « prioritaire ».

Cet habitat, très rare en plaine en Alsace (connu seulement sur les sables de Haguenau-Oberhoffen) est présent sur le site de la Lauter, principalement au niveau de l'Hippodrome de Wissembourg, dont une grande partie est située en dehors de la ZSC. Ainsi, seuls 3,6 ha de cet habitat sont localisés à l'intérieur de la ZSC, alors que l'Hippodrome en totalise 13,5 ha en tout.

▪ Praires maigres de fauche de basse altitude (code habitat : 6510)

Cet habitat est caractérisé par 8 groupements végétaux qui se répartissent en fonction de l'inondabilité des sols : des sols non inondables à texture sableuse, jusqu'aux sols inondables et/ou peu drainés.

Il s'agit de prairies assez communes et bien représentées dans le site. Cependant, leur état de conservation est souvent assez médiocre (Non Représentatif à Appauvri), du fait notamment d'une gestion intensive (fertilisation et fauches nombreuses).

▪ Prairies humides (code habitat : 6410)

Cet habitat regroupe deux types de groupements végétaux :

- Des reliquats de bas-marais à Jonc et à Molinie, localisés principalement à l'intérieur du marais d'Altenstadt. Cette jonchaie-molinaie se présente parfois sous la forme de grands tourradons de Molinie dont la base est asséchée. Certaines parties sont encore fauchées, d'autres le sont plus rarement, c'est pourquoi elle se trouve envahie par la roselière. Sur les 5 relevés effectués sur ces formations, 2 ont mis en évidence deux carex rarissimes en Alsace : *Carex appropinquata* et *C. hartmanii*. Toutefois, l'assèchement progressif du marais d'Altenstadt a entraîné la disparition d'espèces prestigieuses emblématiques, aujourd'hui considérées comme disparues comme le Liparis de Loesel (espèce inscrite à l'annexe II de la Directive habitats) ou le Carex dioica. Ces espèces étaient présentes à l'époque où le marais faisait l'objet de fauches extensives tout en restant marécageux.
- Des prairies de fauche mésohygrophiles à Jonc qui occupent les parties les plus basses au sein des prairies de fauches (6510). On les trouve principalement le long de la Lauter et au centre du marais d'Altenstadt. on y trouve certaines espèces patrimoniales telles que la Stellaire des marais.

▪ Mégaphorbiaies (code habitat : 6430)

Ce sont des formations prairiales à grandes herbes mésohygrophiles à hygrophiles, préférentiellement localisées sur les basses terrasses de la Lauter.

□ **Etat de conservation des habitats ouverts d'intérêt communautaire**

Chaque relevé a fait l'objet d'une évaluation de son état de conservation selon une méthodologie mise au point dans le cadre de la cartographie des habitats ouverts du Ried Centre Alsace et du Bruch de l'Andlau (JAGER et al., 2005 et BŒUF et al., 2005). Cette

méthode prend en compte la composition du cortège floristique (richesse spécifique, présence d'espèces rares), la présence d'espèces eutrophes et/ou d'espèces invasives.

4 niveaux de caractérisation ont été retenus :

- Représentatif [R]
- Non Représentatif [NR]
- Appauvri [A]
- Très Transformé [TT]

Etat de conservation (par relevé) des habitats ouverts d'intérêt communautaire cartographiés dans la ZSC de la Lauter

Habitats	Code Habitat	Etats de conservation (ha)				Total	%
		R	NR	A	TT		
<i>Pelouses sèches</i>	6210	0,6	0,1	0,0	0,0	0,7	1,0%
<i>Pelouses sèches siliceuses</i>	6230*	3,6	0,0	0,0	0,0	3,6	5,2%
<i>Prairies à Molinie</i>	6410	1,1	2,3	0,0	0,0	3,4	4,9%
<i>Prairies de fauche à Fromental</i>	6510	15,6	38,8	0,2	0,0	54,6	79,0%
<i>Mégaphorbiaies hygrophiles</i>	6430	3,6	2,4	0,8	0,0	6,8	9,8%
	Total	24,5	43,6	1	0	69,1	100,0%
	%	35,5%	63,1%	1,4%	0,0%	100%	

% = Pourcentage par rapport à surfaces d'habitats ouverts d'intérêt communautaire

R = Représentatif
 NR = Non Représentatif
 A = Appauvri
 ND = Non Déterminé

On constate à la lecture de ce tableau que les états de conservation des habitats ouverts sont généralement plutôt bons puisque 98% des habitats sont caractérisés par un état de conservation « Représentatif » ou « Non représentatif ».

B.1.1.3 Habitats aquatiques

❑ Méthodologie de cartographie des habitats aquatiques

Les milieux aquatiques présents sur le site sont de deux types :

- des milieux stagnants (marais, mares, étangs),
- des cours d'eau (Lauter principalement).

Les fossés artificiels n'ont pas fait l'objet d'une cartographie des habitats.

Les habitats aquatiques ont été cartographiés d'après la description phytosociologique des groupements végétaux.

❑ Etat de conservation des habitats aquatiques d'intérêt communautaire

La caractérisation de l'état de conservation des habitats aquatiques s'est appuyée sur les critères suivants :

- Présence d'espèces caractéristiques,
- Présence d'espèces inscrites sur la Liste Rouge d'Alsace,
- Présence de dégâts de gibier (sanglier...) (pour le 3270 uniquement),
- Indice de Qualité Physique calculé selon la méthode d'évaluation mise au point par l'Agence de l'eau Rhin-Meuse (pour le 3260 uniquement),
- Abondance-dominance des espèces eutrophes,

- Abondance-dominance des espèces exotiques invasives.

C'est le critère le plus pénalisant qui permet de définir l'état de conservation de l'habitat :

Critères et seuils adoptés	Habitat 3260 (voir ci-dessous)	Habitat 3270 (voir ci-dessous)
Présence des espèces caractéristiques	Représentatif (R)	Représentatif (R)
Présence d'espèces inscrites sur la Liste Rouge d'Alsace	Représentatif (R)	Représentatif (R)
Dégâts de gibier	/	Non Représentatif (NR)
Qualité physique excellente à assez bonne	Représentatif (R)	/
Qualité physique moyenne à médiocre	Non Représentatif (NR)	/
Qualité physique mauvaise à très mauvaise	Transformé (T)	/
Abondance-dominance d'espèces eutrophe	Transformé (T)	Transformé (T)
Abondance-dominance d'espèces exotiques invasives	Très Transformé (TT)	Très Transformé (TT)

□ Habitats aquatiques d'intérêt communautaire présents

▪ Rivière avec berges vaseuses à Chénopode et à Bident (code habitats : 3270)

Cet habitat correspond à une formation pionnière qui se développe sur les berges vaseuses exondées en bordure des cours d'eau. Sur le site de la Lauter, il se rencontre sous forme fragmentaire dans les ornières des chemins et pistes de débardage forestier, à la faveur de tassements de sols. Seul un relevé a pu caractériser un groupement bien constitué.

▪ Rivières de plaine à renoncule et Callitriche (code habitat : 3260)

Cet habitat correspond aux cours d'eau naturels tels que la Lauter sur le site du même nom. Concernant l'évaluation de l'état de conservation, il ressort que la Lauter présente une flore représentative de cet habitat. L'état de conservation de cet habitat est donc principalement déterminé par l'état physique du cours d'eau.

Cartographie des habitats aquatiques d'intérêt communautaire dans l'emprise de la ZSC de la Lauter

Habitats	Code Habitat	Etat de conservation (linéaire en mètres pour le 3260)				Total
		R	NR	T	TT	
Rivière avec berges vaseuses à Chénopode et à Bident	3270	1 seul relevé	—	—	—	1 relevé
Rivières de plaine à Renoncule et Callitriche	3260	24 500	1 751	423	0	26 674
	%	91,8%	6,6%	1,6%	0,0%	100,00%

L'analyse des états de conservation caractérisant l'habitat « rivière de plaine à Renoncule et Callitriche » fait apparaître que la Lauter présente pratiquement sur tout son cours, un bon état de conservation que ce soit au niveau de sa flore ou de sa qualité physique.

En effet, cette rivière a conservé une dynamique fluviale naturelle : elle présente des méandres, une certaine mobilité des berges, un lit mineur et un lit majeur diversifiés. Par ailleurs ses eaux présentent une qualité physico-chimique assez bonne et offrent donc de bonnes potentialités d'accueil pour une faune et une flore diversifiées.

B.1.2 Espèces d'intérêt communautaire

B.1.2.1 Espèces d'intérêt communautaire présentes

Sur les 13 espèces animales d'intérêt communautaire identifiées par le Formulaire Standard de Données (FSD), seules 5 ont pu être confirmées par le diagnostic. Toutefois, nous avons maintenu dans la liste, les espèces pour lesquelles l'absence de données récentes ne permet pas de se prononcer sur leur statut réel.

Le Liparis de Loesel (espèce végétale d'intérêt communautaire mentionnée par le FSD) n'est plus présent sur le site et est considéré comme disparue d'Alsace.

En revanche, la mousse *Dicranum viride* (espèce d'intérêt communautaire) a été identifiée sur le site.

L'état de conservation de ces espèces a été évalué d'après les éléments disponibles.

Il est codé de la façon suivante :

(+) = état de conservation mauvais ou inconnu

(++) = état de conservation moyen

(+++) = état de conservation bon

B.1.2.2 Les Mammifères

□ Grand Murin (*Myotis myotis*) (+)

Les connaissances actuelles de l'espèce sur le site sont faibles : seule l'étude en cours dans le cadre de l'extension de la ZA Est de Wissembourg (Biotopie, novembre 2008) mentionne des indices de présence de l'espèce, aux abords d'Altenstadt, le long des lisières forestières. Des prospections complémentaires seraient donc nécessaires afin de préciser son statut réel.

Il est à noter que le site de la Lauter présente de nombreuses zones de chasse potentielles favorables à l'espèce : prairies de fauche intraforestières ou imbriquées avec des zones boisées, vieux boisements.

Remarque : le Formulaire Standard de données mentionne cette espèce comme étant « commune » et présentant un bon état de conservation.

Il est à noter que l'étude générale réalisée sur le site en 1992 (étude réalisée dans le cadre d'un programme d'action transfrontalier PAMINA) n'a pas permis d'identifier cette espèce comme étant présente sur le site.

□ Murin à oreilles échancrées (*Myotis emarginatus*) (+)

En l'absence de donnée avérée, il n'est pas possible de se prononcer quant au statut de l'espèce sur le secteur. L'étude en cours dans le cadre de l'extension de la ZA Est de Wissembourg (Biotopie, novembre 2008) mentionne des indices de présence caractéristiques des Murins de petite taille dont le Murin à oreilles échancrées fait partie. Toutefois, il n'est pas possible sur cette base, de se prononcer quant à la présence réelle de l'espèce sur le secteur. Des prospections complémentaires seraient donc nécessaires afin de préciser son statut réel.

Le site de la Lauter présente de nombreuses zones de chasse potentielles favorables à l'espèce : milieux forestiers, bordures de rivière,...

Il est à noter que l'étude générale réalisée sur le site en 1992 (étude réalisée dans le cadre d'un programme d'action transfrontalier PAMINA) n'a pas permis d'identifier cette espèce comme étant présente sur le site.

❑ **Vespertilion de Bechstein (*Myotis bechsteini*) (+)**

En l'absence de donnée, il n'est pas possible de se prononcer quant au statut de l'espèce sur le secteur. L'étude en cours dans le cadre de l'extension de la ZA Est de Wissembourg (Biotope, novembre 2008) n'a pas permis d'identifier d'indice de présence.

Des prospections complémentaires seraient donc nécessaires afin de préciser son statut réel.

Il est à noter que le site de la Lauter présente de nombreuses zones de chasse potentielles favorables à l'espèce : lisières forestières, vieux boisements,...

Cette espèce est citée dans l'étude PAMINA réalisée en 1992 pour la gestion et la mise en valeur de la vallée de la Lauter. Toutefois, en l'absence de donnée récente, il n'est pas possible de se prononcer quant à la présence de l'espèce sur le secteur. Des prospections complémentaires seraient donc nécessaires afin de préciser son statut réel.

Il est à noter que l'étude générale réalisée sur le site en 1992 (étude réalisée dans le cadre d'un programme d'action transfrontalier PAMINA) a identifié cette espèce comme étant présente sur le site.

❑ **Barbastelle d'Europe (*Barbastella barbastellus*) (++)**

Cette espèce ne figure pas dans la liste qui a permis de justifier la désignation du site Natura 2000 de la Lauter. Toutefois, l'étude en cours dans le cadre de l'extension de la ZA Est de Wissembourg (Biotope, novembre 2008) a permis de constater cette espèce à plusieurs reprises dans le secteur d'étude de la ZA Est.

Le site de la Lauter présente de nombreuses zones de chasse potentiellement favorables à l'espèce : lisières et allées forestières, vieux boisements.

B.1.2.3 Les Amphibiens

❑ **Sonneur à ventre jaune (*Bombina variegata*)(+) et Triton crêté (*Triturus cristatus*)**

Ni l'étude réalisée par le bureau d'étude Ecolor en 2005 sur Wissembourg, ni l'inventaire réalisé en 2006 par l'ONF n'ont permis de confirmer la présence de ces espèces sur le site. De plus, aucune donnée bibliographique récente n'a pu être collectée. Celles-ci ne peuvent donc pas être considérées comme présentes sur le site.

Toutefois, l'AAPPMA de Wissembourg semble avoir identifié le Sonneur à ventre jaune dans des mares situées à proximité de la Lauter. Il conviendrait de confirmer ces observations et éventuellement de réaliser des prospections complémentaires pour pouvoir préciser le statut réel de l'espèce sur le site.

Il est à noter que l'étude générale réalisée sur le site en 1992 (étude réalisée dans le cadre d'un programme d'action transfrontalier PAMINA) a identifié le Triton crêté comme étant présent mais rare sur le site et n'a pas permis d'identifier la présence du crapaud Sonneur à ventre jaune.

B.1.2.4 Les Poissons

❑ Chabot (*Cottus gobio*) (+)

Aucune donnée récente ne permet de confirmer la présence de cette espèce dans la Lauter au niveau du site Natura 2000. La dernière mention date de 1992 (étude PAMINA) au niveau de la forêt de Wissembourg.

Les AAPPMA signalent sa présence en amont de la frontière allemande, ce qui a été confirmé par une pêche électrique réalisée par l'ONEMA en juin 2008.

Le caractère sableux du fond de la Lauter sur son parcours dans le site Natura 2000 expliquerait probablement l'absence de l'espèce dans ce secteur.

Des prospections complémentaires seraient néanmoins nécessaires afin de préciser son statut réel.

Les principaux facteurs favorables au maintien de l'espèce, voire à son développement sont :

- Le maintien, voire l'amélioration de la qualité des eaux de surface,
- Le maintien, voire la restauration d'habitats favorables : eaux courantes sur fonds caillouteux et graveleux.

❑ Lamproie de Planer (*Lampetra planeri*), Agnathe cyclostome (++)

La présence de la Lamproie de planer sur la Lauter est attestée par des observations assez récentes (2004) en aval de Wissembourg et à Niederlauterbach (effectifs relativement importants).

Les principaux facteurs favorables au maintien de l'espèce, voire à son développement sont :

- Le maintien, voire l'amélioration de la qualité des eaux de surface,
- Le maintien, voire la restauration d'habitats favorables non envasés,
- Favoriser la libre circulation en équipant les seuils et barrages de passes à poissons.

❑ Saumon (*Salmo salar*)

La présence du Saumon Atlantique sur la Lauter est attestée par des observations assez récentes (2004) au niveau de Wissembourg, Salmbach, et Niederlauterbach. Toutefois, il s'agit là d'individus issus de lâchers artificiels.

En effet la remontée du cours de la Lauter par le Saumon n'est pas possible à ce jour, du fait de la présence de barrages infranchissables au niveau de Lauterbourg et Scheibhardt.

On ne peut donc pas considérer l'espèce comme étant présente sur cette rivière, même si les lâchers effectués ont démontré que le milieu était potentiellement favorable à sa survie.

B.1.2.5 Les Insectes

❑ Gomphe serpent (Ophiogomphus cecilia), Odonate (+++)

Cette espèce est très bien représentée sur le site de la Lauter. Les prospections réalisées en 2006 ont permis de l'observer très fréquemment, essentiellement sur le cours d'eau, mais également sur les prairies et les eaux closes.

Cette libellule typique des eaux courantes non polluées et à fond sableux, affiche ici une population encore satisfaisante mais vulnérable.

❑ Cuivré des marais (*Lycaena dispar*), Lépidoptère (+)

Cette espèce a été identifiée dans le cadre de l'étude Ecolor (2005), sur les prairies situées en aval de Wissembourg (5 individus). Toutefois, des prospections complémentaires seraient nécessaires pour pouvoir préciser le statut réel de l'espèce.

Une étude est en cours dans le cadre du programme LIFE Lauter Donon.

Il est à noter que l'étude générale réalisée sur le site en 1992 (étude réalisée dans le cadre d'un programme d'action transfrontalier PAMINA) a identifié cette espèce comme étant présente sur le site.

❑ **Azuré des paluds (*Maculinea nausithous*), Lépidoptère (+)**

Cette espèce a été identifiée dans le cadre de l'étude Ecolor (2005), sur les prairies situées en aval de Wissembourg (10 individus). Toutefois, des prospections complémentaires seraient nécessaires pour pouvoir préciser le statut réel de l'espèce.
Une étude est en cours dans le cadre du programme LIFE Lauter Donon.

Il est à noter que l'étude générale réalisée sur le site en 1992 (étude réalisée dans le cadre d'un programme d'action transfrontalier PAMINA) a identifié cette espèce comme étant présente sur le site.

❑ **Azuré de la Sanguisorbe (*Maculinea teleius*), Lépidoptère (+)**

En l'absence de donnée, il n'est pas possible de se prononcer quant à la présence de l'espèce sur le secteur. Des prospections complémentaires seraient donc nécessaires afin de préciser son statut réel.
Une étude est en cours dans le cadre du programme LIFE Lauter Donon.

Il est à noter que l'étude générale réalisée sur le site en 1992 (étude réalisée dans le cadre d'un programme d'action transfrontalier PAMINA) a identifié cette espèce comme étant présente sur le site.

❑ **Damier de la Succise (*Eurodryas aurinia*), Lépidoptère (+)**

En l'absence de donnée, il n'est pas possible de se prononcer quant à la présence de l'espèce sur le secteur. Des prospections complémentaires seraient donc nécessaires afin de préciser son statut réel.
Une étude est en cours dans le cadre du programme LIFE Lauter Donon.

Il est à noter que l'étude générale réalisée sur le site en 1992 (étude réalisée dans le cadre d'un programme d'action transfrontalier PAMINA) a identifié cette espèce comme étant présente sur le site.

B.1.2.6 Les Végétaux

❑ **Dicrane vert (*Dicranum viride*), Bryophyte (++)**

Un inventaire de 2006 par Alain Untereiner dans le cadre du programme LIFE Lauter Donon a permis d'identifier cette mousse au niveau de 3 localités situées en forêts de Salmbach et Niederlauterbach.

Cette espèce pousse exclusivement sur des troncs d'arbres vivants, sous couvert forestier. Elle se développe surtout à la base des troncs, particulièrement dans les vieilles forêts denses caducifoliées, dans des conditions d'humidité atmosphérique souvent élevée et constante.

L'analyse du terrain a mis en évidence le fait que la plupart des peuplements forestiers favorables à *Dicranum viride* (bois de gros diamètres) ont été malmenés par l'ouragan Lothar. Il apparaît donc important de veiller aujourd'hui à maintenir sur l'ensemble du site le maximum des gros bois restant, par exemple par l'installation d'îlots de sénescence.

B.2 DIAGNOSTIC SOCIO-ECONOMIQUE

B.2.1 Activités socio-professionnelles

B.2.1.1 Activité agricole

□ Données générales concernant les secteurs de Wissembourg et Lauterbourg

Source : Portraits de Territoire initiés par le Conseil Général

Globalement, sur les territoires incluant la ZSC, la Surface Agricole Utilisée (SAU) est en constante augmentation depuis 1980 (+ 5 à 8 %).

Le nombre d'exploitations diminue nettement (- 30 %), portant les surfaces moyennes de 13 à 20 hectares par exploitation sur le territoire du Pays de Wissembourg, et de 19 à 26 hectares sur le territoire de Lauter.

Les exploitations de plus de 50 hectares ont fortement progressé (+ 30 %).

	Territoire de Wissembourg	Territoire de Lauterbourg
Proportion d'exploitations professionnelles	46 %	37 %
Proportion d'exploitations de plus de 50 hectares	15 %	18 %

La part des exploitants âgés de moins de 40 ans a globalement progressé, passant d'environ 15 % à environ 23 % entre 1979 et 2000.

Alors que la pluri-activité diminue sur le territoire du Pays de Wissembourg, elle est en augmentation sur celui du Pays de la Lauter.

Toutes les communes de la ZSC ont fait l'objet d'un remembrement.

L'évolution est à la hausse concernant les surfaces labourées, les surfaces cultivées en céréales, les surfaces cultivées en maïs, les surfaces irriguées et les surfaces drainées.

L'élevage bovin est en nette diminution, au profit des cultures de maïs notamment : entre 1979 et 2000, la surface en maïs a été multipliée par 6 sur le territoire du Pays de Wissembourg et par 16 sur le territoire du Pays de la Lauter.

Les élevages de porcs et de volailles sont en développement.

Niederlauterbach, Scheibenhart et Lauterbourg sont concernés par l'Opération Ferti-Mieux de la Bande rhénane nord, en application de la directive « Nitrates » 91/676/CEE.

Cette directive fixe des objectifs et des moyens pour lutter contre la pollution par les nitrates, en désignant notamment des zones vulnérables sur le territoire desquelles sont mis en œuvre des programmes d'actions ciblés.

Les exploitations agricoles en activité sur les territoires communaux de Niederlauterbach, Scheibenhart et Lauterbourg sont en zone dite vulnérable. A ce titre, elles ont l'obligation de tenir un plan de fumures prévisionnel et un cahier d'épandage des engrais azotés organiques et minéraux pour chaque parcelle.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable de la CC du Pays de Wissembourg (signé en 2003) prévoit notamment le maintien du caractère rural du territoire.

❑ **L'activité agricole sur le site Natura 2000**

L'agriculture concerne environ 4 % de la surface de la ZSC (environ 78 ha). Elle concerne les espaces ouverts et se partage majoritairement entre les prairies, les pâturages et les jachères. Les zones cultivées sont très minoritaires à l'intérieur de la ZSC.

Plus de 60% des espaces agricoles inclus dans la ZSC sont concernés par des habitats d'intérêt communautaire (47,5 ha). Il s'agit principalement de prairies de fauche, mais des jachères peuvent aussi être concernées.

L'activité agricole joue ainsi un rôle important dans le maintien de la biodiversité sur le site de la Lauter puisque près de 70 % des habitats ouverts sont gérés dans un cadre agricole et rappelons que 99% des habitats ouverts sont dans un état de conservation jugé bon à très bon.

Aucune parcelle agricole incluse dans la ZSC ne fait l'objet d'épandage de boues issues de la station d'épuration de Wissembourg.

❑ **Effets de l'agriculture sur les milieux naturels et les espèces**

L'activité agricole est le principal facteur de création et de maintien des habitats de milieux ouverts.

Les 69 ha d'habitats prairiaux d'intérêt communautaire présents sur le site (parmi les 130 ha de milieux ouverts présents sur les ZSC) résultent donc bien d'une gestion essentiellement apportée par une activité agricole suffisamment extensive pour permettre l'expression de ces habitats.

Les effets des pratiques agricoles sur les espèces liées aux habitats prairiaux peuvent également être très positifs, lorsque celles-ci favorisent le maintien des habitats de ces espèces à savoir les prairies. Les principales espèces d'intérêt communautaire concernées sont les papillons : Azuré de la Sangisorbe, Azuré des paluds, Cuivré des marais, Damier de la Succise.

Certains types d'activité agricole peuvent avoir des effets sur d'autres types d'habitats que les habitats prairiaux. En effet, l'état de conservation des habitats aquatiques et notamment des cours d'eau, est très étroitement lié aux pratiques agricoles exercées en bordure de ceux-ci.

Les cultures intensives mises en œuvre en bordure directe de cours d'eau favorisent l'eutrophisation (enrichissement excessif en matières organiques) de ces milieux : ruissellement des nitrates et phosphates utilisés pour les cultures, absence de ripisylve, favorisant l'apport de lumière propice au développement d'une végétation luxuriante, traduisant un déséquilibre de l'écosystème s'accompagnant d'un appauvrissement de la biodiversité.

Sur le site de la Lauter, l'agriculture a également des effets indirects sur les habitats, notamment ceux situés dans le périmètre du biotope du marais d'Altenstadt. En effet, l'agriculture intensive pratiquée en amont du marais s'accompagne d'un drainage important des terres. Or, les eaux issues de ce drainage sont collectées par des canalisations les conduisant directement vers la Lauter. Ainsi, ces eaux ne permettent plus l'alimentation du marais et ce phénomène favorise l'assèchement progressif du marais provoquant la disparition d'espèces patrimoniales.

B.2.1.2 Activité sylvicole

Les milieux forestiers recouvrent plus de 90 % de la surface de la ZSC.

Les propriétaires forestiers sont :

- Les communes de Wissembourg (1 167 ha en ZSC sur les 2 600 ha de forêt communale), Niederlauterbach (266 ha, soit toute la forêt en ZSC), Salmbach (130 ha en ZSC, soit toute la forêt en ZSC) et Riedseltz (5 ha en ZSC sur les 11 ha du massif de forêt communale) ;
- Des propriétaires forestiers particuliers (262 ha), en très grand nombre, et qui détiennent généralement peu de surface individuellement.

□ Forêts publiques

Les forêts publiques sont soumises au régime forestier et bénéficient d'aménagements forestiers.

Ce statut implique une surveillance mise en œuvre par l'Office National des Forêts, ainsi que l'élaboration et l'application d'un document de gestion, l'aménagement forestier, qui régleme notamment les exploitations.

Forêts	Surface totale (hectares)	Surface en ZSC	Période de validité de l'aménagement
Forêt Communale de Riedseltz	11	5	1996-2015
Forêt Communale de Wissembourg 1 ^{ère} série	1 203	1 166	2002-2019
Forêt Communale de Niederlauterbach	270	266	2007-2022
Forêt Communale de Salmbach	130	130	1999-2018
TOTAL	1 614	1 567	

Directives et Schémas Régionaux d'Aménagement

Les dernières Orientations Régionales Forestières (ORF) ont été approuvées le 25/08/1999. La Loi d'Orientation Forestière (09/07/2001) a instauré les DRA (Directives Régionales d'Aménagement) et les SRA (Schémas Régionaux d'Aménagement), documents de cadrage, respectivement en forêts domaniales et communales.

Ils précisent les objectifs de gestion durable et la politique régionaux des forêts publiques.

Ils déclinent les Orientations Régionales Forestières (ORF) et cadrent l'élaboration des aménagements forestiers.

Les DRA et SRA sont actuellement en cours d'instruction. Les textes seront soumis à la Commission Régionale de la Forêt et des Produits Forestiers (CRFPF) puis approuvés par arrêté ministériel.

Production de bois

La fonction principale assignée à ces forêts est la **production de bois d'œuvre**, accessoirement de bois de chauffage. Sont associés à cet objectif des objectifs et fonctions de protection du milieu, mais aussi des paysages (Wissembourg, Salmbach), d'exercice de la chasse et d'accueil du public.

Le traitement sylvicole en usage depuis le début du 20^{ème} siècle est la **futaie régulière**, succédant à des pratiques séculaires de taillis-sous-futaie. Cependant, pour autant que l'état des peuplements le permette, des groupes de parcelles sont aménagées en futaie irrégulière ; ainsi en est-il des 11,60 hectares de site d'intérêt paysager en FC de Wissembourg, autour de l'hippodrome.

La production de bois, variée et de qualité à haute valeur ajoutée est possible grâce au mélange d'essences, à la différenciation de qualités mécaniques, d'aspect et de formes particulières.

Ainsi sont particulièrement prisés sur le massif les très gros chênes, les pins, les petits billons de frênes (récoltés par les Irlandais pour en faire des crosses de hockey), les aulnes de belle forme ayant poussé rapidement.

Les coupes dans lesquelles la proportion de gros bois est significative sont mobilisées "en régie".

Les petits bois et bois moyens de faible valeur, ne fournissant que du bois de trituration ou des billons de sciage sont de plus en plus vendus sur pied en bloc ou à l'unité de produits, notamment dans les peuplements où l'exploitation mécanisée est possible.

Tempête de 1999

Les secteurs forestiers du site ont été moyennement touchés par la tempête du 26/12/1999 ; en moyenne, 15 % de la surface forestière a été touchée, la forêt de Niederlauterbach ayant atteint 30 % de surface touchée.

Le cas échéant, la stratégie de reconstitution repose sur les principes suivants :

- gestion extensive des rémanents d'exploitation ;
- conservation des arbres restés sur pied, dans la mesure du possible ;
- priorité à la régénération naturelle et au mélange d'essences, en s'insérant dans les dynamiques naturelles de régénération ; le délai d'attente préconisé avant d'engager éventuellement des travaux de plantation est de 5 à 10 ans ;
- itinéraires dits de « succession naturelle », permettant pour certaines parcelles de laisser se développer les essences pionnières (notamment le bouleau) ;
- recours ultime à la plantation, en respectant l'adéquation stations-essences-provenances, notamment lorsqu'une substitution d'essences est requise.

La régénération de Chêne nécessite la mise en place de protections ; des plantations par placeaux protégés par des lattis sont mises en œuvre, permettant un développement satisfaisant de la régénération. Des crochetages à la dent Becker sont parfois réalisés pour la régénération naturelle et les plantations.

De nombreux peuplements sont affectés par des attaques de chenilles (Bombyx disparate et géométrides) et certains vieux peuplements de chêne pédonculé, situés sur des stations limites, sont victimes de dépérissement depuis 1992, d'où une adaptation des modalités de gestion sylvicole (orientations de régénération).

Prise en compte de la biodiversité

Depuis le début des années 1990, l'évolution des pratiques sylvicoles a permis de mieux prendre en compte la biodiversité et les exigences écologiques de l'écosystème forestier dans la gestion courante.

Sont notamment conservés davantage d'arbres morts et/ou sénescents, et arbres à cavités.

Lors des révisions d'aménagements forestiers, des îlots de vieillissement sont mis en place (FC Wissembourg : 10 îlots constitués d'essences diverses, pour une surface totale de 18 hectares, répartie sur l'ensemble du massif).

La régénération naturelle est privilégiée.

Les milieux associés à la forêt, telles les ripisylves ou les mares, font l'objet d'une gestion adaptée. Ainsi, les berges de la Lauter et du Hardtbach font l'objet d'un traitement « jardiné » au profit de la biodiversité locale.

Les lisières font également l'objet d'une attention particulière lors des coupes, afin de privilégier l'expression des différentes strates végétales.

Il est à noter que deux **sites d'intérêt écologique particulier** ont été désignés au cœur de la forêt communale de Wissembourg, pour une surface totale de 25,40 ha. Ils sont constitués de zones humides dont le peuplement est très ouvert suite au dépérissement du chêne pédonculé.

L'objectif fixé est la conservation du milieu : aucune intervention n'est programmée, hormis l'abattage d'arbres dangereux pour le public.

Prise en compte des paysages

Les forêts soumises font l'objet d'une attention particulière en terme de prise en compte des paysages : les aménagements forestiers précisent les niveaux de sensibilité paysagère éloignée et rapprochée, et préconisent des modalités de gestion adaptées.

Les lisières Est et surtout Sud du massif, perçues notamment depuis les communes de Schleithal, Salmbach, Niederlauterbach et Scheibenhard ainsi que les abords de la RD 3 constituent des points paysagers boisés importants. Le sentier balisé des lignes de la Lauter ménage également des points de vue à préserver, et certains vestiges (redoutes) sont mis en lumière lors des passages en coupe (FC Salmbach).

Un site d'intérêt paysager de 11,60 hectares a été défini en FC de Wissembourg, autour de l'hippodrome. Il est traité en futaie irrégulière par pied d'arbre.

Enfin, des bouquets de chênes âgés sont maintenus localement (FC Salmbach), et les îlots de vieillissement contribuent également à la qualité paysagère du massif.

Valeur économique de la forêt

La forêt est une source de revenus non négligeable pour les communes propriétaires.

Concernant les forêts publiques, les chiffres suivants peuvent être retenus :

- le volume commercialisé représente environ 5 m³/ha/an sur la période 2004-2006, soit environ 7 m³/ha/an d'exploitation ;
- toutes essences confondues, le prix moyen est d'environ 29 €/m³ sur ces trois années, en nette progression depuis 2005 ;
- le revenu forestier est d'environ 147 €/ha, auxquels s'ajoutent environ 20 €/ha de revenus cynégétiques et 10 €/ha de revenus divers (concessions, menus produits et subventions) ;
- les travaux sylvicoles, d'exploitation (majoritaires) et d'infrastructures représentent environ 126 €/ha ;

Le bilan est globalement positif ces dernières années, fortement tributaire du niveau de commercialisation des bois. Dans certaines forêts, la tempête de 1999 a conduit à un rajeunissement poussé des peuplements, induisant d'importants investissements plus ou moins compensés par le versement de subventions spécifiques.

Les 5 hectares de la Forêt Communale de Riedseltz inclus dans la ZSC ne comportent pas d'habitat d'intérêt communautaire. Etant situés dans le périmètre de l'Arrêté de Protection de Biotope du marais d'Altenstadt, ils font l'objet d'une réglementation spécifique, à savoir :

- interdiction de toute extension ou modification du réseau de drainage ;
- interdiction de création d'étangs, de construction, de dépôt d'ordures ;
- interdiction de mise en exploitation de carrières ;
- régime d'autorisation pour tous travaux relatifs à l'entretien des fossés existants.

□ Forêts privées

La propriété forestière privée représente 191 ha à l'intérieur de la ZSC. Elle est très morcelée et localisée majoritairement le long de la Lauter, sur des terrains de faible largeur perpendiculaires au cours d'eau. Il s'agit souvent de boisements par colonisation d'anciens prés. Les parcelles gérées sont minoritaires, avec une fonction essentiellement productive. Il

existe également des propriétés forestières sur des terrains agricoles boisés ces dernières décennies en lisière sud du massif forestier, et conduites dans une perspective de gestion durable (mélange des essences, absence de traitement phytosanitaire ...). A noter cependant la présence d'essences allochtones minoritaires telles que le Chêne rouge.

B.2.1.3 Autres activités de gestion et statuts de protection des milieux naturels

Les activités agricoles et forestières permettent à elles seules de gérer plus de 95% de la surface de la ZSC. Cependant, certains statuts particuliers permettent d'assurer la protection de milieux naturels sensibles.

❑ Sites gérés par le Conservatoire des Sites Alsaciens

Le Conservatoire des Sites Alsaciens (CSA), association de droit local, protège des milieux naturels remarquables, au moyen de la maîtrise foncière, c'est-à-dire, par l'acquisition, la location ou des accords pour la gestion d'espaces naturels.

Le CSA assure la gestion de ces milieux par des pratiques permettant d'assurer la conservation de la biodiversité naturelle.

Il gère ainsi 43,12 ha de parcelles réparties entre le secteur du marais d'Altenstadt et les bords de la Lauter. La plupart de ces sites sont la propriété du Conseil Général du Bas-Rhin (39,64 ha). 4,25 ha sont en cours d'acquisition par le Conseil Général du Bas-Rhin.

Nom du site	Propriétaire			Surface totale
	CG67	CSA	En cours d'acquisition CG67	
Bruchwiese		0,08 ha		0,08 ha
Die Wiesen hinter den Stockäckern	1,21 ha			1,21 ha
Haarmatt	4,45 ha	3,17 ha		7,62 ha
Im Woog	4,35 ha	0,17 ha	1,01 ha	5,53 ha
Lautermatten	29,63 ha	0,06 ha	3,24 ha	32,93 ha
Total	39,64 ha	3,48 ha	4,25 ha	47,37 ha

Ces sites sont concernés par 26,2 ha (soit 55 %) d'habitats d'intérêt communautaire se répartissant entre habitats forestiers (14,83 ha) et habitats prairiaux (11,36 ha).

❑ Arrêtés Préfectoraux de Protection de Biotopes (APB)

Marais d'Altenstadt (Wissembourg)

Cet APB a été créé par arrêté préfectoral du 14 avril 1987, modifié par arrêté du 21 mai 1997.

D'une superficie de 72,47 ha, ce site a été mis en protection afin de permettre le maintien de la flore des zones humides du site.

Ce site constitue le plus grand marais du Bas-Rhin en dehors de la zone rhénane. Il comportait à l'origine une quinzaine d'espèces végétales remarquables. Toutefois, l'assèchement progressif du milieu (dû à l'extension du réseau de drainage), ainsi que sa fermeture ont fortement contribué à la dégradation progressive de sa diversité floristique.

Les principales dispositions réglementaires qui ont été prises pour protéger le site, ont concerné l'interdiction de labourer, d'épandre des engrais, d'étendre le réseau de drainage, de construire, d'ouvrir des carrières ou des étangs et de boiser les prairies et les marais.

La gestion de ce site est suivie par un Comité consultatif présidé par le Préfet du Bas-Rhin.

Cours inférieur de la Lauter (Wissembourg, Salmbach, Niederlauterbach)

Cet APB a été créé par arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 1989.

D'une superficie de 146,05 ha, ce site a été mis en protection afin de préserver le cours de la Lauter entre Wissembourg et Scheibenhard, ainsi que ses abords constitués de prairies de fauches, de boisements et de zones marécageuses.

Les principales dispositions réglementaires qui ont été prises pour protéger le site, ont concerné l'interdiction de rectifier le cours de la rivière et de retourner ou de boiser les prairies.

La gestion de ce site est suivie par un Comité consultatif présidé par le Préfet du Bas-Rhin.

□ **Gestion des cours d'eau**

Le réseau hydrographique est constitué par le cours de la Lauter sur 25,5 km, complété par un réseau de drainage constitué de fossés artificiels, reliés aux rares affluents naturels de la Lauter, le principal étant le Hardtbach en forêt communale de Wissembourg.

Le SDAGE Rhin-Meuse* répertorie la Lauter dans la liste des zones humides et cours d'eau remarquables du bassin Rhin Meuse. Il fixe pour cette rivière un objectif de qualité de niveau 1b, c'est-à-dire une bonne qualité des eaux superficielles.

La Lauter, en aval de la Bienwaldmühle (incluse), est concernée par le classement au titre des poissons migrateurs suivants : saumon atlantique, ombre commun, truite fario, truite de mer et anguille (tout ouvrage doit comporter des dispositifs assurant la circulation des poissons migrateurs et l'exploitant de l'ouvrage est tenu d'assurer le fonctionnement et l'entretien de ces dispositifs).

Aucune structure intercommunale ne gère le cours de la Lauter en terme d'aménagement, de gestion et d'entretien. Toutes les communes incluses dans la ZSC ont conservé leur compétence dans ce domaine.

Entretien des berges

Il est souvent réalisé par les AAPPMA*, conformément au cahier des clauses en vigueur, et en concertation avec les propriétaires. Un état des travaux à réaliser est dressé chaque année et fait l'objet d'une programmation.

Sur le territoire de Wissembourg, l'AAPPMA, dont chaque membre doit consacrer une journée par an à des travaux d'entretien (environ 100 journées par an), agit en partenariat avec une Amicale des Riverains, constituée dans les années 1990. Le principe retenu est l'enlèvement de la plus grande partie des embâcles.

Dans le cadre de l'APB de la Basse Vallée de la Lauter, autorisation a été donnée à l'Amicale des Pêcheurs de Niederlauterbach de demander aux riverains le droit de pêche et d'occupation des berges à des fins d'entretien (Comité de l'APB de juin 2001). Cette convention a pu être mise en œuvre auprès de la grande majorité des riverains. Les interventions sont limitées au minimum, pour des questions de principe et de coût.

L'AAPPMA de Lauterbourg procède également à des dégagements d'embâcles en liaison avec les communes concernées.

Gestion des crues et des inondations

La Lauter fait l'objet de deux types de débordement : des crues généralisées d'intensité moyenne liées à des épisodes de pluie hivernaux soutenus, et des inondations localement très importantes suite à des orages, générant des dépôts de matériaux (coulées de boues). Les secondes sont les plus dommageables.

Il n'y a actuellement pas de zone réglementée pour la protection contre les inondations (plan des surfaces submersibles (PSS), PERI, art R111-3 zones à risque au titre de l'urbanisme). Toutefois, Wissembourg est soumise à un risque important d'inondation.

* SDAGE Rhin-Meuse : Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Rhin Meuse approuvé le 15/11/1996.

* AAPPMA : Association Agréée de Pêche et de Protection des Milieux Aquatiques

Trois écluses et le bassin de rétention de la ZAE Sud constituent une protection partielle d'Altenstadt contre les inondations et les coulées de boues.

Wissembourg et Schleithal sont concernées par le risque de coulées de boues, essentiellement suite à de fortes précipitations d'orages. Wissembourg a construit un bassin de rétention de 40 000 m³ (route de Schweigen), afin d'éviter les coulées de boues dans les quartiers Est de l'agglomération.

La Ville de Wissembourg a programmé une étude hydraulique de la Lauter pour 2008.

Gestion de l'eau en forêt

La création éventuelle de fossés de drainage dans les zones humides est soumise à la loi sur l'eau 92-3 du 03/01/1992.

Il est recommandé dans les aménagements forestiers (FC Wissembourg et Salmbach) de ne pas réaliser de « curage exagéré des fossés bordiers et des fossés concernant les eaux venant des terrains agricoles ».

Dans les faits, les fossés ne font plus l'objet d'un entretien courant. De même, il n'y a plus de remblai effectué en zone humide.

Un projet de régulation de l'eau (dossier d'innovation 1998) a été mis en œuvre en 1999 en parcelle 42 de la FC de Wissembourg. Il a abouti à la conclusion suivante : le débardage doit être programmé de juillet à novembre, lorsque la forêt n'est quasiment plus approvisionnée (toute l'eau qui y parviendrait par écoulement est absorbée par les cultures). Tout apport d'eau étant utile, les drainages doivent être évités.

Gestion patrimoniale

La Lauter fait occasionnellement l'objet de lâchers de Saumon atlantique (2005-2006).

❑ **Schéma Départemental de Gestion et de Protection des Espaces Naturels reconnus Sensibles**

Ce Schéma a été adopté par le Conseil Général le 21 juin 1999, après deux années de concertation avec les intervenants de la gestion des espaces naturels. Il constitue le cadre de la mise en œuvre d'une politique décennale de sauvegarde des sites sensibles à haute valeur écologique par le Conseil Général.

Il est basé sur les conclusions et la réactualisation des données issues du Schéma de Protection des Espaces Naturels du Bas-Rhin (1985).

Il comporte d'une part un ensemble de sites répertoriés par canton, pour lesquels des actions de protection et/ou de gestion ont été définies. Il fait d'autre part état des domaines d'intervention prioritaires fixés par le Département en terme de sauvegarde des espaces naturels :

- les principaux cours d'eau et leur bordures ;
- les vergers traditionnels de hautes-tiges ;
- l'amélioration de la connaissance scientifique ;
- la surveillance de l'espace rural.

Le marais et la lande d'Altenstadt ainsi que la Vallée de la Lauter sont concernés par l'Inventaire des Zones Humides de ce schéma.

❑ **Démoustication**

Depuis 1983, dans le Nord de la bande rhénane, de Lauterbourg jusqu'à Beinheim, des campagnes de démoustication sont réalisées chaque année entre les mois de mars et de septembre. L'objectif des traitements est de diminuer les populations de moustiques jusqu'à un seuil tolérable par les populations, avec le moins d'impact possible pour le milieu.

Ces campagnes sont réalisées par le SIVU (Syndicat Intercommunal à Vocation Unique) « Lutte contre les moustiques » dont le siège est à Lauterbourg. Celui-ci travaille également en partenariat avec les allemands qui utilisent la même méthode de démoustication.

Depuis le début des campagnes, le produit utilisé, le BTI, est un lysat d'une *bactérie (Bacillus turengiensis)* spécifique aux moustiques du genre *Aedes* et qui n'agit pas ou peu sur les autres espèces de Diptères. Les interventions (2 ou 3 passages par an en moyenne) se font lors de la mise en eau des gîtes en fonction du niveau du Rhin, par épandage à pied ou par hélicoptère. Le produit n'est pas soluble dans l'eau.

L'impact de cette méthode de traitement sur les chaînes alimentaires est faible, notamment en raison de la spécificité du produit, de la faible biomasse représentée par les moustiques, et de la non toxicité des larves mortes pour les autres espèces.

Un effet indirect de la démoustication peut être l'augmentation de la fréquentation des milieux par le public.

Les communes de Salmbach et de Niederlauterbach ont adhéré au SIVU Moustiques en 2007.

❑ **Autres acteurs de la protection de la nature**

Plusieurs associations de protection de la nature interviennent localement pour inventorier, promouvoir la prise en compte du milieu naturel dans les projets d'aménagement du territoire, sensibiliser le public.

Ainsi, l'Association Protection de la Forêt de Niederlauterbach et environs inscrit son action en partie sur le site de la ZSC.

Parmi d'autres associations de portée plus régionale actives sur le site de la Lauter, on peut citer :

- la Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Alsace, qui agit dans une multitude de domaines pour que les oiseaux, la faune et la flore soient respectés et protégés : cette association mène des actions de sensibilisation, d'inventaire, de suivi des espèces et de protection des oiseaux et de leurs habitats ;
- le Groupe d'Etude et de Protection des Mammifères d'Alsace (GEPMA) : association régionale œuvrant en faveur de la protection des mammifères protégés ou menacés et de leurs habitats ;
- l'association pour l'étude et la protection des amphibiens et reptiles d'Alsace (BUFO) qui mène notamment une action d'amélioration de la connaissance du statut et de la répartition des espèces dans la région, en vue de l'élaboration d'un atlas régional.
- Alsace Nature : association régionale, affiliée à France Nature Environnement, œuvrant en faveur de la défense de l'environnement en Alsace.

B.2.1.4 Activités industrielles et artisanales

❑ **Zones industrielles et artisanales à proximité des zones Natura 2000**

La ZSC jouxte la Zone Industrielle Est et la future Zone d'Activités Economiques Est de Wissembourg.

La Zone Industrielle Est de Wissembourg s'étend actuellement sur 40 ha et comporte les établissements mentionnés dans le tableau suivant.

Sont également présentes les entreprises BETON FEHR (Constructions, béton), Scierie DREISO (Scierie, paletterie), FURNIERE (Placages) et BURSTNER (Stockage de caravanes).

Une installation classée est également répertoriée à proximité du site, sur le ban de Niederlauterbach (GEOPETROL, Extraction de pétrole et gaz naturel, 6 puits). Elles font l'objet de contrôles particuliers de la part de la DRIRE.

La Zone d'Activités Kiesweg de Niederlauterbach (2,4 hectares) se trouve à 500 mètres du site.

Entreprise	Nombre d'emplois	Année de création	Activité	Installations classées
WIMETAL SA	353	1974	Constructions métallurgiques	oui
THERMAL CERAMICS	200	1966	Produits isolants	oui
PARKER HANNIFIN SA Division POLYFLEX	52	1979	Fabrication de tuyaux thermoplastiques haute pression	
SOWISTRA	25	1979	Entreprise de travaux publics Réalisation de réseaux	

❑ Les activités d'extraction

Bien que la ZSC repose en partie sur des gisements de sables fins et d'argiles (FC Wissembourg), ainsi que sur des argiles pour céramique (Salmbach et Niederlauterbach), il n'y a pas de sites d'extraction en activité sur le site même. Une ancienne carrière d'argiles a été remblayée en parcelle 3 de la FC de Salmbach.

La seule activité d'extraction répertoriée à proximité de la ZSC est l'exploitation d'hydrocarbures sur le ban de Niederlauterbach (mise en production récente du puits NDL 201), site parmi les 4 que compte l'Alsace, pour une production d'hydrocarbures qui représente moins de 0,6 % du total national.

❑ Projets

Un projet d'extension de la ZAE Est Intercommunale est prévu. Le projet initialement prévoyait initialement une emprise de 25 ha empiétant sur la ZSC.

Afin de minimiser les impacts prévisibles sur le site Natura 2000, le bureau d'étude en charge du dossier (ECOLOR) a travaillé sur une variante ne nécessitant qu'une emprise de 16 ha.

Ce projet, mené en parallèle avec celui de la station d'épuration (voir § B.2.1.5.1.) occasionnerait des défrichements qui devront être compensés par des reboisements réalisés par le maître d'ouvrage (la Ville de Wissembourg).

B.2.1.5 Gestion de la ressource en eau

❑ Gestion de l'assainissement

Situation actuelle

Les principaux effluents impactant la Lauter sur le tronçon concerné par la ZSC consistent en rejets de stations d'épuration.

Type d'ouvrage	Commune	Date de création	Capacité	Maître d'ouvrage
Station d'épuration	Wissembourg	1972	14 600 Eh	Wissembourg
Station d'épuration	Niederlauterbach	1981	4 400 Eh	CC de la Lauter

Les boues produites par la STEP de Wissembourg (242 tonnes de matière sèche) sont pour partie épandues, avec selon le cas, un chaulage préalable, sur 146 hectares de parcelles agricoles en dehors de la ZSC.

L'efficacité, par ailleurs satisfaisante, de ces stations d'épuration est limitée par l'apport d'un volume important d'eaux claires parasites. Le réseau d'assainissement est en effet majoritairement de type unitaire (eaux usées et eaux claires). La présence de déversoirs d'orage reste insuffisante pour la bonne gestion des eaux collectées en cas de fortes pluies. Les charges en pollution de la station d'épuration de Wissembourg sont proches de la valeur nominale (90 %) et argumentent en faveur de la création de la nouvelle unité d'épuration dont l'étude de zonage est en cours la réalisation ; des expertises d'incidence ont été effectuées en 2005.

Les effluents de Salmbach et de Niederlauterbach sont traités par la station d'épuration de Niederlauterbach.

Projets

Des schémas d'assainissement ont été élaborés et programmés sur le territoire du Pays de Wissembourg.

Dans le cadre du contrat pluri-annuel de la commune de Wissembourg est prévue la construction d'une nouvelle station d'épuration de 35 000 équivalents-habitants, avec raccordement de communes allemandes. Ce projet a fait l'objet d'une étude d'impact réalisée par le bureau d'étude ECOLOR en 2005. Il occasionnera le défrichement de terrains boisés privés très morcelés, issus de la déprise agricole, sur une emprise de 3 ha au lieu des 4,16 ha initialement prévus. L'incidence sur les habitats et espèces d'intérêt communautaire a été jugée comme faible par le bureau d'étude. Des reboisements pourraient devoir être réalisés en compensation.

De nombreux travaux d'amélioration et d'entretien des réseaux sont projetés sur les deux territoires (nouvelles stations d'épuration, renforcement et renouvellement du réseau, élimination des eaux claires, gestion des boues, création de bassins de dépollution ...). La CC de la Lauter projette la mise en place d'un Observatoire de l'eau et des déchets.

❑ Gestion de l'eau potable

Les infrastructures d'alimentation en eau potable sont situées en dehors du périmètre de la ZSC (douze sources et trois forages alimentant Weiler et Wissembourg, deux captages sur Mothern pour Salmbach et Niederlauterbach).

Le Syndicat des Eaux de Lauterbourg et environs et celui de Wissembourg sont interconnectés.

Un Schéma Directeur d'alimentation en eau potable au niveau du Syndicat des Eaux de Lauterbourg et environs prévoit de nombreux travaux de renouvellement et renforcement des réseaux.

❑ Ouvrages hydrauliques

Un certain nombre d'ouvrages hydrauliques est implanté sur le cours de la Lauter.

Le projet LIFE « La protection des forêts de la Basse Lauter » (2006-2011) devrait permettre de préciser les ouvrages à conserver et éventuellement à restaurer ou modifier dans le cadre de la gestion intégrée de la Lauter.

Type	Dénomination	Territoire communal	Source de données
Pont	Voie ferrée	Altenstadt	QUALPHY (tronçon LA 4)
Pont	Pont Saint-Rémi	Altenstadt	QUALPHY (tronçon LA 4)
Prise d'eau	Etang	Altenstadt	QUALPHY (tronçon LA 6a)
Pont	(face Bienwaldziegelhütte)	Wissembourg	IGN
Prise d'eau / Barrage et Pont	Moulin Bienwaldmühle	Allemagne	QUALPHY (tronçon LA 6a)
Barrage	Barrage	Salmbach	Tronçon QUALPHY LA 6b
Pont	Pont Lauterwiesen (Salmbacher Passage)	Salmbach	QUALPHY (tronçon LA 6c)
Pont	Pont Piste cyclable	Niederlauterbach	QUALPHY (tronçon LA 7)
Prise d'eau	Canal usinier	Scheibenhard	QUALPHY (tronçon LA 8a)
Pont	N 363	Scheibenhard	IGN

B.2.1.6 Infrastructures routières

□ Infrastructures

La ZSC est traversée longitudinalement par la Route Départementale 3 qui relie Wissembourg et Lauterbourg. Cet axe est considéré dans le réseau départemental principal comme itinéraire structurant. 10 700 véhicules/jour ont été comptés en 2001 à Altenstadt, 5 300 à Scheibenhard-Est et 4 600 à Lauterbourg.

La RD 244 longe en partie le site à sa limite Sud. Elle relie Wissembourg, Schleithal, Salmbach, Niederlauterbach et Scheibenhard avant de rejoindre la RD 3 vers Lauterbourg. D'autres routes au trafic moindre coupent la ZSC transversalement : il s'agit de RD liant respectivement Schleithal, Salmbach, et Niederlauterbach à la RD 3.

Plus à l'Est, l'autoroute enjambe la Lauter au niveau de Scheibenhard : 8 100 véhicules ont été dénombrés par jour en 2002, avec une augmentation constante liée au transfert de trafic depuis le réseau allemand.

Une piste cyclable reliant Wissembourg et Lauterbourg traverse le sud de la ZSC sur quelques kilomètres.

B.2.1.7 Tourisme

□ Activités touristiques

Les Offices du Tourisme de Wissembourg et de Lauterbourg animent les activités touristiques sur le territoire concerné par la ZSC de la Lauter.

Les principaux atouts valorisés sur le secteur sont liés à la richesse architecturale et historique des deux villes frontalières.

Les itinéraires de découverte existant le long de la Lauter (sentier des lignes de la Lauter, piste cyclable de Lauterbourg à Wissembourg) sont des éléments qui contribuent positivement à développer la fréquentation touristique du secteur.

La proximité du Parc Naturel Régional des Vosges du Nord est également un élément favorable.

Lors de ses trois grandes manifestations annuelles (1^{er} mai, lundi de pentecôte et dernier dimanche de juin), l'Hippodrome de Wissembourg, constitue un facteur d'attraction touristique localement important (voir § B.2.2.3.4.).

Toutefois, probablement en raison de son isolement géographique par rapport aux grands pôles d'attractivité touristiques alsaciens, ce secteur ne fait pas l'objet d'un tourisme « de masse ».

A noter que l'offre de places de camping paraît insuffisante par rapport à une demande assez importante, notamment pour le stationnement des camping-cars (un seul camping à Lauterbourg).

❑ **Projets**

La volonté locale de promouvoir les potentialités touristiques est forte.

Plusieurs projets ont été retenus dans le cadre de la Charte intercommunale du Pays de Wissembourg, notamment :

- développement de sentiers touristiques, pédagogiques et historiques ;
- aménagement de routes touristiques ;
- valorisation du patrimoine ;
- développement d'itinéraires de randonnées et d'itinéraires cyclables ...

La Charte de Développement et d'Aménagement de la CC de la Lauter (2003) envisage le développement :

- d'un bipôle touristique avec le Bienwald ;
- d'un réseau transfrontalier de pistes cyclables ;
- de l'office de tourisme intercommunal ;
- de l'offre en activités et produits touristiques ;
- de l'offre en hébergement touristique ;
- de la programmation d'événements festifs et culturels.

La Ville de Wissembourg a confié à l'Agence Départementale du Tourisme la réalisation d'une étude de prospection touristique.

A noter la participation financière possible du Conseil Général *via* des aides aux sentiers pédagogiques pédestres, des soutiens pour la réalisation d'études préalables à la réalisation de parcours touristiques ...

❑ **Tourisme : effets sur les milieux et les espèces**

Les effets du tourisme sur les milieux et les espèces sont très faibles, du fait d'une fréquentation touristique peu abondante.

B.2.1.8 Patrimoine culturel

Ligne des Crêtes (levée de terre) : ce sentier suit les lignes de la Lauter, ouvrage militaire du début du 18^{ème} siècle destiné à faciliter la défense de cette frontière. Il fait l'objet d'animations culturelles dans le cadre des journées du patrimoine.

Il existe également un ancien lavoir sur le ban de Niederlauterbach, dont une demande de restauration est en cours.

B.2.1.9 Accueil des gens du voyage

Une aire de grand passage des gens du voyage est en cours d'achèvement en parcelle forestière 66 de la Forêt Communale de Wissembourg.

- L'alimentation en eau potable provient du réseau, le long de la RD,
- Les eaux usées sont stockées dans une fosse à vidange périodique.

B.2.2 Activités de loisirs

B.2.2.1 La chasse

La loi reconnaît aujourd'hui la pluri-fonctionnalité de la chasse en lui conférant un rôle important dans le domaine de l'environnement. Citons à ce titre les modifications introduites à l'article L. 420-1 du code de l'environnement, par la loi du 23-02-2005 n°2005-157 relative au développement des territoires ruraux : « Par leurs actions de gestion et de régulation des espèces dont la chasse est autorisée ainsi que par leurs réalisations en faveur des biotopes, les chasseurs contribuent à la gestion équilibrée des écosystèmes. Ils participent de ce fait au développement des activités économiques et écologiques dans les milieux naturels, notamment dans les territoires à caractère rural ».

Le chasseur doit donc être considéré comme faisant partie des acteurs participant aux objectifs et enjeux environnementaux assignés aux territoires et aux milieux naturels et donc à ceux assignés par la démarche Natura 2000 en faveur des habitats et des espèces d'intérêt communautaire.

Les chasseurs et les gardes chasse sont des acteurs locaux exerçant leur loisir au cœur des milieux naturels. Très présents sur les territoires ruraux, ils possèdent une bonne connaissance des territoires qu'ils fréquentent assidûment tout au long de l'année.

□ Location du droit de chasse

De manière générale et selon le droit local de chasse applicable aux départements d'Alsace-Moselle, le droit de chasse est loué par les communes sur l'ensemble des propriétés situées sur leur ban communal à l'exception :

- des forêts domaniales et indivises ;
- des chasses réservées : les propriétaires possédant plus de 25 ha d'un seul tenant ou une surface d'étang de plus de 5 ha peuvent se réserver le droit de chasse sur leur propriété ;
- des terrains militaires ;
- des emprises SNCF ;
- des terrains clos et urbanisés ;
- des enclaves réservées ;
- des réserves naturelles où la chasse est réglementée par le décret de création de la réserve
- des parties agglomérées des communes avec leurs voies et places, des jardins publics, des ouvrages de navigation, des bassins et des plans d'eau utilisés de façon constante.

Le territoire communal est subdivisé en lots de chasse mis en adjudication lors des relocations du droit de chasse qui interviennent tous les 9 ans. Les dernières adjudications de chasse ont eu lieu en février 2006. Les baux de chasse sont contractualisés sur la base d'un cahier des charges type départemental.

La Zone Spéciale de Conservation est concernée essentiellement par des chasses communales. Les lots de chasse sont généralement de grande superficie et situés en majorité en milieu forestier.

Le Groupement de Gestion Cynégétique (GGC) de l'Outre-Forêt fédère localement les associations de chasse sur une surface de 33 686 ha dont 9 021 ha de surface boisée; avec 58 détenteurs de droit de chasse sur 88 lots et 48 communes concernées.

Commune	Lot	Surface	Surface boisée	Observations	
Niederlauterbach	1	292 ha	271 ha	Participation aux frais de protection des plants, à raison de 500 € par opération annuellement.	
Salmbach	1	840 ha	137 ha		
Wissembourg	1	694 ha	554 ha	Participation aux frais de protection des plants, à raison de 5 800 € maximum annuellement.	Charte PEFC, interdiction d'utiliser des produits agro-pharmaceutiques.
	2	824 ha	621 ha		

❑ Exercice de la chasse

Un Cahier des Charges type des Chasses Communales approuvé par le préfet détermine les modes de gestion de la chasse.

Les dates d'ouverture et de fermeture sont fixées chaque année par arrêté préfectoral. Les listes des espèces chassables et déclarées nuisibles sont également décidées par arrêtés préfectoraux, pris après consultation des instances administratives et représentants des chasseurs prévus.

Les espèces chevreuil et cerf font l'objet de plans de chasse, contrairement au sanglier (régime déclaratif).

La chasse se pratique à tir uniquement, soit individuel (approche ou affût), soit par battues (de novembre à janvier).

Des chasses ou battues administratives peuvent être organisées si nécessaire, pour assurer une régulation des espèces nuisibles ou soumises à plan de chasse, jugées excédentaires pour diverses raisons : dégâts aux cultures, raisons sanitaires (cas de la peste porcine). Dans ce cas, la décision peut être prise par le maire ou par le préfet, après avis du Directeur Régional de l'Agriculture et de la Forêt et du Président de la Fédération Départementale des Chasseurs.

Les lois n°2000-698 du 26/07/2000 relative à la chasse et n°2005-157 relative au développement des territoires ruraux prévoient la mise en œuvre d'Orientations Régionales de Gestion et de Conservation de la Faune Sauvage et des Habitats (ORGFH). Pour l'Alsace, elles ont été approuvées le 07/07/2005. Elles se composent de 15 orientations concernant les quatre thèmes : gestion de la faune sauvage, gestion des territoires, pratiques respectueuses des habitats et de la faune sauvage, connaissance et sensibilisation.

Les Schémas Départementaux de Gestion Cynégétique (SDGC), élaborés par les Fédérations Départementales de Chasse et arrêtés par le Préfet de Département doivent prendre en compte les ORGFH. Pour le département du Bas-Rhin, le SDGC a été approuvé le 18/07/2006, pour une durée de six ans (2006-2012).

L'exercice de la chasse est encadré au niveau local par le Schéma Départemental de Gestion Cynégétique ainsi que les clauses particulières à respecter, édictées pour chaque lot de chasse. Actuellement, il n'y a pas de réserve ni limite du fait de Natura 2000 ; ailleurs dans le département, sur certains lots reloués en 2006, certaines clauses particulières ont en effet émergé, stipulant l'obligation par le locataire de respecter tout engagement découlant de l'application de la Directive Habitats, dans la perspective de la conservation des habitats et des espèces d'intérêt communautaire.

❑ **Espèces chassables**

Le chevreuil

La population de chevreuils est importante. La densité actuelle de chevreuil est estimée à environ 33 têtes/100 ha. La forêt constitue le gîte hivernal des populations qui fréquentent également la plaine ; le gagnage est abondant mais les contraintes de reconstitution ne permettent pas des densités supérieures.

Les plans de chasse sont régulièrement augmentés, mais les indicateurs de terrain ne témoignent pas encore de la stabilité requise qui traduirait l'équilibre sylvo-cynégétique recherché.

Le cerf

Il n'y a pas de population de cerfs installée, mais des passages individuels sont constatés, entre Wissembourg et Lauterbourg. Une faible population serait présente côté allemand, dans le Bienwald.

Le sanglier

Le sanglier est abondant et les populations qui semblaient stabilisées depuis 2006, ont amorcé une forte augmentation en 2008. La réactivité de cette espèce à toute mesure de « protection » ou de « destruction » des chasseurs est telle que les populations peuvent présenter de fortes variations d'une année sur l'autre.

Le secteur « Wissembourg – Lauterbourg » est actuellement considéré comme étant l'un des plus critiques en terme de surpopulation.

Les facteurs favorables à la prolifération de l'espèce seraient :

- les conditions climatiques des derniers hivers (doux),
- l'intensité importante des glandées des dernières années,
- pression de chasse insuffisante pour faire face à cette augmentation,
- difficultés de coordination des actions de lutte organisées côté français et côté allemand (battues)

Par ailleurs, l'arrêt de l'agrainage du côté allemand (alors que cette pratique est maintenue côté français) occasionnerait des phénomènes de déplacement des sangliers « allemands » vers le territoire français. Ceux-ci pourraient être à l'origine de l'importance du niveau de dégâts aux cultures constaté en lisière sud du massif, mais aussi sur les prairies bordant la Lauter.

Le sanglier n'occasionne pas de dégâts aux peuplements forestiers proprement dits mais, en soulevant les engrillagements existants, il permet aux chevreuils de pénétrer dans les enclos.

Il est à signaler que le site Natura 2000 de la Lauter est situé en zone infectée par la peste porcine et fait donc l'objet à ce titre de mesures particulières (arrêté préfectoral du 14 décembre 2006) et notamment :

- tir autorisé toute l'année, y compris de nuit,
- selon différents modes y compris sur les places d'agrainage,
- sans distinction d'âge, de sexe et de poids

❑ **Les indicateurs de suivi**

Il n'y a pas de suivi systématique en place sur le massif.

En 2003, une campagne de mesure de l'Indice de Pression Floristique (IPF) a été réalisée sur les forêts communales du site.

Il s'agit d'un indice qui témoigne de la consommation des ligneux et semi-ligneux par les populations de gibier, et qui reflète ainsi l'impact de celles-ci sur le milieu. Il consiste notamment à relever les traces d'abrouissement sur la végétation ligneuse, en des placettes

définies. Il permet de fournir des éléments pour la définition des plans de chasse, dans la perspective de l'atteinte de l'équilibre sylvo-cynégétique.

Les résultats ont mis en évidence un taux d'abrutissement de 70 %, valeur très élevée qui témoigne d'un niveau de population de chevreuil très au-delà des capacités d'accueil du milieu.

Concernant d'éventuels enclos témoins, il n'y a pas de mise en place spécifique, mais l'impact du gibier peut être constaté de fait avec les nombreux enclos de protection mis en place dans le cadre de la reconstitution post-tempête. Là aussi, les résultats montrent une sur-densité de population de chevreuil.

Concernant le suivi du sanglier, le principal indicateur de suivi est le montant annuel des indemnités de dégâts agricoles.

Par ailleurs, dans le cadre de prophylaxie de la peste porcine, la Direction des Services Vétérinaires assure un suivi précis des animaux abattus (obligation de déclaration et prélèvement sanguin et de rate pour chaque individu tiré).

❑ **Gestion des populations de gibier**

La chasse joue le rôle primordial de régulateur des populations d'ongulés (cervidés, sangliers). Sa pratique est donc indispensable à l'équilibre faune-flore et participe au maintien d'habitats naturels d'intérêt communautaire en bon état de conservation.

En effet, la pression du grand gibier affecte très sensiblement la composition et la structure des habitats forestiers (consommation de glands par le sanglier, abrutissement de la régénération naturelle par le chevreuil). Elle peut également remettre en cause la pérennité et l'état de conservation de certains habitats prairiaux (retournement des prairies par les sangliers).

L'activité cynégétique joue donc un rôle majeur dans l'expression végétale des forêts alluviales et des milieux ouverts.

Les modes de chasse employés sont les tirs à l'affût et en battue. Des sites d'agrainages, des pierres à sel et du goudron de Norvège sont parfois utilisés afin rendre les tirs plus efficaces.

L'agrainage est une pratique qui fait l'objet de débats entre administration, gestionnaires des forêts et acteurs de la chasse. Initialement autorisé pour dissuader le sanglier de faire des dégâts importants aux cultures, la pratique depuis 15 ans a favorisé l'augmentation importante des populations de sangliers qui représentent aujourd'hui l'espèce majoritaire dans les tableaux de chasse. Ceci a conduit à une forte augmentation des dégâts causés non seulement aux cultures mais aussi aux habitats naturels : prairies, boisements, zones humides. Ces conséquences néfastes pour l'état de conservation des habitats naturels ont été localement accentuées par les modalités de mise en œuvre de l'agrainage :

- l'extension de certaines places d'agrainage porte atteinte aux boisements environnants,
- l'agrainage linéaire le long des chemins conduit à des sols mis à nu sans aucune végétation, alors que ces lisières forestières sont parmi les milieux les plus riches et diversifiés d'un point de vue faunistique et floristique.

Le niveau atteint par les dégâts de gibier et la forte augmentation des indemnités ont entraîné une prise de conscience collective qui tend aujourd'hui à mieux réguler les populations de sangliers : mise en œuvre de battues administratives, responsabilisation accrue du locataire...

❑ **Dégâts de gibier**

L'indemnisation des dégâts est réglementée par le droit local.

Pour ce qui concerne le sanglier : la responsabilité est collective avec l'existence d'un « Fonds Départemental d'Indemnisation des Dégâts de sangliers » (institué par la loi relative au développement des territoires ruraux DTR en remplacement du Syndicat Général des Chasseurs en forêts d'Alsace-Moselle). Ce fond a pour objet d'indemniser les exploitants agricoles des dégâts causés aux cultures par les sangliers par le prélèvement maximum de 12% des loyers auxquels peut s'ajouter une surtaxe à l'hectare boisé ou à la surface totale.

Pour les espèces autres que le sanglier, l'indemnisation des dégâts est de la responsabilité personnelle du locataire (sauf faute majeure de la victime des dégâts). Dans ce cas, le maire nomme un estimateur des dégâts (cas du chevreuil par exemple).

❑ **La Fédération Départementale des Chasseurs**

Elle regroupe les membres des sociétés ou associations de chasse.

En vertu de l'article L.421-5 du code de l'environnement, la fédération départementale des chasseurs a pour objet de participer à la mise en valeur du patrimoine cynégétique départemental, à la protection et à la gestion de la faune sauvage ainsi que de ses habitats.

Outre la mission de formation initiale au permis de chasser, d'appui technique à l'intention des gestionnaires et des chasseurs et de sensibilisation, elle est susceptible d'intervenir en faveur de la gestion des milieux naturels chassables, notamment par la mise en place de « jachères environnement faune sauvage » (JEFS), de plantations de haies, ou par la gestion de biotopes par l'intermédiaire du FARB (Fonds Alsacien pour la Restauration des Biotopes).

La Fédération élabore, en association avec les propriétaires, les gestionnaires et les usagers des territoires concernés, le Schéma Départemental de Gestion Cynégétique (SDGC).

❑ **Prise en compte de l'impact économique de la chasse**

La chasse revêt une importance économique non négligeable en Alsace.

Le prix de location des chasses communales sur le site de la Lauter peut être estimé à environ 20 €/ha/an, ce qui représente un montant cumulé sur la surface de la ZSC d'environ 40 000 €/an de recettes pour les communes, somme redistribuée la plupart du temps aux propriétaires.

Ce coût est à mettre en rapport avec les montants dépensés par les propriétaires pour assurer la protection des peuplements forestiers vis-à-vis du gibier. Il est toutefois, partiellement pris en charge, depuis 2006 et pour certains lots, par les locataires de chasse dans le cadre des conventions de location.

B.2.2.2 La pêche

❑ **Activité de pêche**

Les activités de pêche se concentrent essentiellement le long de la Lauter (cours d'eau de première catégorie). L'affluent Hardtbach de la Lauter est considéré comme une réserve : la pêche n'y est pas exercée.

Les effectifs de pêcheurs (membres actifs) des AAPPMA de Lauterbourg et de Wissembourg étaient respectivement de 561 et 182 pour l'année 2006.

Il existe également une Amicale de pêche à Niederlauterbach-Salmbach, qui regroupe une quarantaine de membres.

Quelques étangs privés bordent aussi la Lauter, dont certains à finalité professionnelle (élevages piscicoles).

L'AAPPMA de Wissembourg

La pêche de la truite dans la Lauter ainsi que celle de la carpe dans l'étang de Saint-Rémi sont les activités principales pour l'AAPPMA de Wissembourg.

Le règlement de l'association prescrit un maximum de 30 prises annuelles par adhérent, avec une taille minimale des truites de 27 cm (au lieu des 25 cm légaux).

Chaque adhérent est tenu de remplir un carnet de pêche, mentionnant lieu et taille des prises.

Cette AAPPMA dispose de deux écloses à Weiler, produisant 50 000 des 100 000 œufs de truites fario lâchées annuellement (le reste provenant d'une pisciculture agréée). Ces apports permettent de compléter les populations naturelles, semblant diminuées après de forts épisodes orageux ; ils sont considérés comme un avantage pour la pêche locale.

L'AAPPMA détient l'étang du Club-House et gère l'étang de Saint-Rémi (propriété de la Communauté de Communes). Le premier est dédié à la pêche de la truite, de la carpe et du gardon, alors que le second est réservé à la prise de carpes de bonne taille (assortie du principe du no-kill).

L'AAPPMA a créé une école de pêche qui, outre l'apprentissage des techniques de pêche, sensibilise les pratiquants à la préservation du milieu naturel.

Concernant la pêche dans la Lauter, l'association déconseille la progression des pêcheurs dans le lit mineur.

L'AAPPMA de Lauterbourg

L'activité principale de l'association sur le site est la pêche à la truite, aux petits blancs et à l'anguille.

L'alevinage annuel représente 4 000 à 10 000 truitelles fario.

L'Amicale de Pêche de Niederlauterbach-Salmbach

L'Amicale procède à un alevinage annuel de truites fario, représentant 5 000 individus, répartis finement le long de la Lauter. Ce nombre semble correspondre à une situation permettant un équilibre entre populations de truites et populations de poissons blancs.

La dégradation de la qualité de l'eau, provenant notamment des entités agricoles, ainsi que l'abaissement général du niveau des nappes et l'augmentation de la température moyenne de l'eau ces dernières années, limitent la reproduction naturelle des truites ; reproduction qui était effective jusque dans les années 1970. Les flux de sables périodiquement importants sont à l'origine des échecs d'introduction des truites par dépôt de boîtes Vibert.

Le développement de populations de cormorans depuis 2004 occasionnerait une augmentation du nombre de poissons blessés.

Un projet d'école de pêche similaire à celui de l'AAPPMA de Wissembourg est prévu au sein de l'Amicale de Pêche de Niederlauterbach-Salmbach.

Etangs

Il y a également un élevage piscicole dans la Zone Spéciale de Conservation, sur le territoire communal de Wissembourg, et des étangs privés (Salmbach, Niederlauterbach).

B.2.2.3 Autres loisirs

Les activités sportives sur le site (marcheurs, cyclistes, cavaliers) ou ses environs (football) sont multiples.

□ Vélo et VTT

Une piste cyclable reliant Wissembourg et Lauterbourg traverse le sud de la ZSC sur quelques kilomètres : elle traverse la Lauter au niveau de Scheibenhard et se prolonge en Allemagne.

Elle fait partie des circuits cyclotouristiques présentés par l'ADEAN (Association pour le Développement de l'Alsace du Nord) et de la « Piste cyclable de la vallée de la Lauter » instituée dans le cadre de la coopération PAMINA. Ce dernier parcours représente en tout 52 km depuis Hinterweidenthal (Allemagne) jusqu'à Neuburg-am-Rhein (Allemagne). Cette piste est périodiquement le théâtre d'une fête annuelle (mi-septembre) consacrée aux activités cyclistes.

A noter aussi la présence de V.T.Tistes qui empruntent quelquefois le sentier pédestre balisé non approprié à cet usage.

❑ Promenades et visites guidées

Le site est parcouru par des sentiers balisés.

Le sentier balisé par le Club Vosgien le long des lignes de la Lauter, de Wissembourg à Lauterbourg (GR 53 - rectangle rouge) fait partie de l'itinéraire Mer du Nord-Méditerranée, de Wissembourg à Scheibenhart ; les forêts situées entre route départementale 3 et cours de la Lauter ont été le siège de multiples manœuvres de prises de possession au cours de l'histoire, et de nombreux vestiges (redoutes) et empreintes topographiques subsistent. Ce sentier parcourt aussi les « Lauterwiesen », prairies humides en bordure de Lauter. Le Fort Saint-Rémi, par lequel passe le GR, a fait l'objet d'une mise en valeur avec panneaux d'information

Le circuit de la Hardt ou sentier des tumuli effectue une boucle dans la forêt communale de Wissembourg, en passant par l'Hippodrome de la Hardt.

Des infrastructures d'accueil (tables, bancs) sont réparties en fonction des centres d'intérêt : aires de pique-nique près du Fort Saint-Rémi, le long de la piste cyclable et en forêts (FC Wissembourg : parcelles 1, 9, 12 et 68 ; FC Salmbach : parcelles 1, 7 et 10).

Le Centre d'Initiation à la Nature et à l'Environnement (CINE) de Munchhausen propose des sorties thématiques à vocation naturaliste, sur le site de la Lauter.

❑ Marches populaires

Sur Salmbach, l'association des « Marcheurs de l'Outre-Forêt » organise habituellement une marche populaire au mois de mai, dont le parcours sillonne en partie la ZSC.

Dans le secteur de Wissembourg, la cueillette de muguet constitue un événement ponctuel de forte fréquentation du massif.

❑ Equitation

Hippodrome de la Hardt

Un des points centraux en matière de fréquentation sportive est l'**Hippodrome de la Hardt**, dont seule la partie occidentale est concernée par la ZSC.

L'hippodrome est propriété de la Ville de Wissembourg. La gestion est confiée à la Société des Courses de Wissembourg, selon les termes d'une convention.

Il comporte une piste de course de 1 900 mètres en herbe, une piste d'entraînement en sable et des axes de steeple.

Deux tribunes totalisant 1 200 places, ainsi qu'un restaurant/accueil et un ensemble de 112 boxes de jour jouxtent le terrain.

Deux routes permettent l'accès au site.

L'hippodrome constitue un lieu d'entraînement pour près de 90 chevaux à l'année.

Par ailleurs, il est le siège de trois courses annuelles (le 1er mai, le lundi de Pentecôte et le dernier dimanche de juin), auxquelles s'ajoutent deux concours complets (juillet et septembre) d'une durée de trois jours.

Secondairement, les locaux de l'hippodrome sont mis à disposition d'autres associations et accueillent des manifestations ponctuelles (sportives et culturelles). L'ensemble de ces manifestations pose d'importants problèmes de stationnement et de sécurité liés à la fréquentation accrue mais aussi à la proximité de la piste cyclable.

Les étendues herbeuses sont entretenues de façon soutenue (tontes) en période estivale, à des fins esthétiques.

Seules les pistes extérieures font l'objet de traitements raisonnés de désherbants (piste sableuse) et d'engrais (piste de course). La piste en sable nécessite d'être arrosée régulièrement par temps sec (environ 20 m³ tous les 2 jours en été) ; l'eau est actuellement prélevée dans l'étang de Saint-Rémi.

Les approvisionnements en aliments (foin) et litière relèvent directement des entraîneurs, qui se fournissent localement, notamment auprès de coopératives (Seebach, Wissembourg). Les besoins sont importants et ces produits sont recherchés.

La gestion du fumier rencontre des difficultés, notamment pour le stockage à la sortie des boxes. Une solution pérenne doit être trouvée.

Projet de développement

La Société des Courses Hippiques de Wissembourg souhaiterait développer l'hippodrome et proposer notamment :

- la mise en œuvre d'un schéma adapté de fréquentation du site, prenant notamment en compte l'intégrité de la piste cyclable et les besoins en pistes hippiques ;
- la construction de 25 boxes de séjour (3 X 4 m) supplémentaires et d'un hall de stockage ;
- la mise en place pérenne d'une aire de stockage du fumier ;
- la possibilité de pomper de l'eau souterraine (réactivation de l'ancienne station ou nouveau captage).

Autres activités équestres

Aucune piste cavalière n'a été répertoriée sur la ZSC ; la forêt est cependant parcourue par les cavaliers aux alentours de l'hippodrome ;

La proximité d'un stade hippique à Salmbach n'engendre pas une fréquentation assidue du massif environnant, les activités du Club se centrant sur le dressage et le saut d'obstacles.

❑ Autres activités

Des demandes existent en matière d'exercice de canoë-kayak sur la Lauter ; elles ne sont pas fédérées et leur concrétisation semble délicate au niveau de ce cours d'eau figurant parmi les derniers en état sub-naturel (diversité des faciès d'écoulement, présence d'embâcles ...).

Aucun parcours sportif n'est répertorié sur le site.

Les secteurs sont susceptibles d'être occasionnellement parcourus par des circuits, lors de manifestations sportives ponctuelles (marche, cyclisme).

Un des stades de football de Wissembourg se situe dans le périmètre de la ZSC.

B.2.3 Programmes et projets en cours sur le site de la Lauter

B.2.3.1 Programme LIFE "Lauter Donon"

Ce projet initié en 2006 a pour objectif d'amorcer le démarrage de l'animation et de la gestion des sites Natura 2000 Lauter (ZSC), Massif du Donon (ZSC), Champ du Feu (ZSC) et Crête de Donon – Schneeberg (ZPS), dans le cadre de Natura 2000.

Cette démarche accompagne la réalisation du DOCOB à plusieurs niveaux :

- en apportant les données cartographiques concernant les habitats et les espèces :
 - Action A1 : cartographie des habitats forestiers et de leur état de conservation
 - Action A2 : cartographie des habitats ouverts et de leur état de conservation
- en complétant le diagnostic, dans le but de mettre en œuvre des actions de gestion ou de restauration :
 - Action A3 : cartographie des ripisylves, de l'hydrographie et de son fonctionnement
 - Action A4 : étude de la fréquentation touristique et des projets d'activité économique
- en prévoyant et en mettant en œuvre des actions de gestion :
 - Action A6 : élaboration des plans de gestion inexistantes (marais d'Altenstadt et hippodrome) et actualisation des aménagements forestiers
 - Action C1 : marquage des biotopes et éléments remarquables en forêt
 - Action C2 : renaturation des zones humides
 - Action C3 : restauration de la rivière Lauter et de sa ripisylve
 - Action C4 : restauration du soutien de la capacité d'étiage des nappes
 - Action C5 : suppression d'infrastructures gênantes
 - Action C6 : installation d'un plan de circulation
- en prévoyant et en mettant en œuvre des actions d'acquisition foncière :
 - Action A5 : étude foncière des friches
 - Action B1 : acquisition des friches
 - Action B2 : soumission au régime forestier
- en mettant en œuvre des actions de communication :
 - Action E2 : rédaction d'une plaquette d'information
 - Action E3 : création d'un sentier de découverte
 - Action E4 : formation des acteurs
 - Action E5 : balisage du site
- en initiant une réflexion transfrontalière sur la gestion des sites Natura 2000 :
 - Action A7 : analyse comparative France-Allemagne « Natura 2000 » : cette action intégrera probablement une réflexion sur la création d'une structure de gestion transfrontalière pour la Lauter

L'achèvement du projet est prévu en 2011.

B.2.3.2 Programmes territoriaux

□ Schéma d'aménagement transfrontalier de l'espace REGIO PAMINA

L'Alsace du Nord, représentée par les arrondissements de Haguenau, Wissembourg et Saverne, forme avec le Palatinat du Sud et le Mittlerer Oberrhein allemands l'espace Regio Pamina. L'objectif est de réaliser un projet de schéma commun d'aménagement du territoire. Le GLCT (Groupement Local de Coopération Transfrontalière) REGIO PAMINA créé en janvier 2003 a pour objet de promouvoir, de soutenir, de coordonner la coopération transfrontalière et de veiller à la mise en œuvre ou, s'il y a lieu, de réaliser certains projets communs ou d'en assurer la maîtrise d'ouvrage, dans les domaines relevant de la compétence de ses membres.

Ses principales activités sont l'animation du territoire (élaboration de concepts et projets communs, coordination et promotion de la coopération transfrontalière au quotidien), le service INFOBEST (information et conseil aux organismes publics et privés, ainsi qu'aux particuliers dans les matières relevant de la vie transfrontalière), la mise en œuvre du programme INTERREG IIIA-PAMINA (Autorité de gestion -suivi du programme- et autorité de paiement -mandatement-) ainsi qu'un service d'information touristique.

Dès 1991, l'instance transfrontalière PAMINA était créée à Lauterbourg. Ainsi, un projet animé par PAMINA en 1992 a permis localement de sensibiliser les acteurs en vue de l'amélioration et de la gestion des milieux naturels de la Vallée de la Lauter.

❑ Schémas de Cohérence Territoriale

Le site Natura 2000 est concerné par deux Schémas de Cohérence Territoriale (SCOT).

Le Schéma de Cohérence Territoriale d'Alsace du Nord

Le périmètre a été arrêté aux territoires de Haguenau, Niederbronn-Moder, Sauer-Pechelbronn, Soultzerland, Hattgau, Wissembourg, et Bischwiller (janvier 2003).

Un syndicat mixte a été constitué par arrêté préfectoral en date du 17 décembre 2003.

Ont été élaborés des diagnostics initiaux notamment en terme de milieu naturel, ainsi que des propositions d'enjeux à l'échelle du territoire.

A été particulièrement relevée l'importance de la préservation des forêts alluviales, des prairies de fauche et des mégaphorbiaies.

La déclinaison de la Trame Verte régionale* à l'échelle du SCOT AN est un outil privilégié pour la prise en compte et la préservation des espaces naturels et des espèces.

Le secteur de l'Outre-Forêt constitue une zone de forte priorité pour la reconstitution de la trame verte en Alsace. Un des objectifs est la liaison entre le massif forestier de Haguenau et le Bienwald.

La basse vallée de la Lauter et le Bruchwald ont été considérés comme constituant un des « noyaux centraux » des réseaux écologiques. Ce noyau a été jugé moyennement vulnérable, essentiellement du fait des pressions d'extensions urbaines (ouest) et du projet de déviation de la RD 3 au niveau de Scheibenhard.

L'urbanisation a été estimée possible, sous réserve de :

- maintenir des corridors longitudinaux aux cours d'eau ;
- conserver un environnement de qualité aux abords des plans d'eau ;
- préserver les zones patrimoniales ainsi que des zones tampon, voire de les restaurer.

Quant aux réservoirs (prairies de plus de 2 hectares d'un seul tenant, vergers traditionnels – 5 hectares, forêts – 25 hectares), il est préconisé :

- de préserver au maximum les vergers, surtout de grande taille ;
- d'accepter l'urbanisation de prairies mésophiles sous conditions de compensation ;
- de conserver un corridor minimum de 50 mètres longitudinalement sur au moins une des berges des cours d'eau.

Le Schéma de Cohérence Territoriale de la Bande Rhénane Nord

Le périmètre a été arrêté aux territoires de Lauter, Seltz et de la Bande Rhénane.

Le Schéma Directeur approuvé en 1979 a été mis en révision le 23 avril 1993 sur un territoire regroupant 29 communes. Arrêté le 2 mai 2000 et soumis à l'avis des personnes publiques associées, le projet de SD a été mis à disposition du public du 26 mars au 27 avril 2001. Il a été approuvé le 19 novembre 2001. Simultanément, le périmètre a été étendu aux six communes qui ne souhaitaient pas appartenir au SCOT d'Alsace du Nord.

* Trame Verte : projet mis en œuvre par la Région Alsace depuis 2002, dans le but de remettre en place des liaisons écologiques entre les milieux naturels, afin de rétablir leur fonctionnalité et de recréer des paysages attractifs dans la plaine d'Alsace.

❑ Chartes intercommunales

Territoire de Wissembourg

La CC du Pays de Wissembourg a défini son projet de territoire pour la période 2001-2006. Celui-ci s'appuie sur quatre axes :

- le développement économique ;
- la valorisation du cadre de vie des habitants (par les documents d'urbanisme, et une charte paysagère notamment) ;
- la promotion et l'identification du territoire ;
- la coopération transfrontalière.

Une nouvelle charte 2007-2013 est en cours de finalisation.

Territoire de Lauterbourg

La CC de la Lauter avait élaboré une charte pour la période 2004-2006 ; elle privilégiait également le développement économique, orienté notamment vers la coopération transfrontalière et vers la promotion du territoire.

❑ **Projet d'aménagement et de développement durable de la CC du Pays de Wissembourg**

Le projet signé en 2003 prévoit notamment :

- la continuité des entités naturelles et paysagères
- le maintien du caractère rural du territoire
- la préservation durable des milieux naturels.

En matière de cours d'eau, les orientations portent sur la limitation des apports d'eaux pluviales (zones tampons en marge des agglomérations, préservation de zones d'épandage des cours d'eau, ...), la préservation de ripisylves continues et complètes (zones tampons).

❑ **Charte de développement du Pays de l'Alsace du Nord**

Contexte géographique et objectifs

Le Pays d'Alsace du Nord recouvre les « territoires » de Haguenau, Niederbronn-Moder (pour partie), Sauer-Pechelbronn, Wissembourg, Sultzterland, Hattgau, Lauter, Seltz, Bande Rhénane, Bischwiller et Brumath.

Cinq objectifs ont été retenus:

- maintenir le pouvoir d'attraction
- consolider l'armature urbaine, en équilibre avec Strasbourg et Karlsruhe
- développer les axes transversaux
- diversifier l'activité économique **dans une perspective de développement durable**
- maîtriser l'espace en ménageant le **patrimoine**.

Prise en compte du milieu naturel

Le diagnostic effectué par l'ADEAN (Association pour le Développement de l'Alsace du Nord)*, préalablement à l'élaboration de la « Charte de développement du Pays de l'Alsace

* ADEAN : association de droit local qui fédère 19 Communautés de communes ainsi que le Conseil de Développement du Pays, représentant le monde économique, syndical et associatif. Elle est porteuse du projet de Charte du Pays de l'Alsace du Nord et poursuit par ailleurs plusieurs objectifs liés au développement de ce territoire (initiatives en faveur du bois-énergie, promotion du cyclotourisme, valorisation des vergers).

du Nord », met en évidence la dégradation du milieu naturel : régression des surfaces non artificialisées, progression des surfaces urbanisées en l'absence d'approche globale et dans un contexte de croissance démographique soutenue, dégradation de la trame verte et des vergers, qualité des eaux moyenne... Le rapport mentionne une étude du « schéma d'aménagement » réalisée au niveau de PAMINA, selon laquelle peu d'outils de planification et de réglementation des espaces naturels sont mis en œuvre sur le territoire, contrairement aux pratiques côté allemand.

Est évoqué également un des atouts du territoire : la possibilité de développer des filières de produits agricoles spécifiques, tels les produits biologiques ou dits du « Terroir ».

C ENJEUX ET OBJECTIFS DE CONSERVATION DU SITE

C.1 DEFINITIONS ET DEMARCHE METHODOLOGIQUE

C.1.1.1 Définitions et méthode

Au préalable, il est important de définir ce que l'on entend par « enjeu » ou « objectif ».

Enjeu : ce que l'on peut gagner ou perdre lorsqu'on met en œuvre une action. C'est l'enjeu qui justifie l'objectif.

Objectif : résultat que l'on cherche à atteindre par la mise en œuvre d'un plan d'action ou d'une stratégie.

La définition des enjeux et des objectifs à retenir dans le document d'objectifs a été réalisée au sein des groupes de travail thématiques « Gestion des milieux ouverts », « Gestion des milieux aquatiques », « Gestion des milieux forestiers » et « Tourisme, loisirs » qui se sont réunis à différentes reprises au niveau local (Cf. composition et comptes-rendus des groupes de travail en annexes).

Dans l'esprit de la Directive « Habitats », les objectifs définis dans le DOCOB doivent permettre de préserver les habitats naturels et les espèces d'intérêt européen en prenant en compte les exigences économiques, sociales et culturelles.

Ainsi, la définition des enjeux et des objectifs à privilégier s'est appuyée à la fois sur le diagnostic initial (inventaire des habitats et des espèces d'intérêt communautaire présents, caractérisation de leur état de conservation et inventaire des activités socio-économiques en place) et sur les problèmes soulevés au sein de chaque groupe thématique. Ont également été pris en compte, les fondements de base de la démarche, qui trouvent leur origine et leur légitimité dans les textes fondamentaux (Directive « Habitats » notamment) et la réglementation en vigueur.

C.1.1.2 Hiérarchisation des enjeux

Afin de guider les choix ultérieurs en termes de priorité d'actions à mettre en œuvre, des priorités d'enjeux ont été déterminées par habitat et par espèce selon les critères suivants :

Enjeux de niveau 1 :

- L'habitat naturel (ou l'espèce) est prioritaire au titre de la directive « Habitats » ;
- L'état de conservation de l'habitat naturel ou de l'espèce est très défavorable à l'échelle du site. Des mesures spécifiques pour améliorer l'état de conservation doivent être envisagées ;
- L'habitat (ou l'espèce) est rare à l'échelle du site où à l'échelle nationale : chaque station abritant l'habitat (ou l'espèce) joue un rôle crucial et doit faire l'objet de mesures spécifiques.

Enjeux de niveau 2 :

- Bien que l'état de conservation de l'espèce soit favorable sur le site, les populations sont vulnérables. La conservation des populations ou leur augmentation nécessite de prendre des mesures particulières ;
- L'habitat naturel est bien représenté sur l'ensemble du site, dans un état de conservation pouvant être amélioré ;

Enjeux de niveau 3 :

- L'état de conservation actuel de l'habitat naturel (ou des populations de l'espèce) est jugé satisfaisant à l'échelle du site. L'objectif recherché est au minimum le maintien de cet état de conservation.
- L'espèce est présente de manière anecdotique et non relictuelle sur le site : l'aire de répartition actuelle et historique de l'espèce n'englobe pas le site et sa reproduction sur le site n'a pas été constatée.

C.2 LES ENJEUX FONDAMENTAUX ET LES OBJECTIFS GENERAUX

Les enjeux fondamentaux sur lesquels s'appuie le fondement de la démarche Natura 2000 sont la préservation et la restauration de la biodiversité dans un contexte où l'activité humaine occupe une place importante.

Les activités humaines peuvent contribuer au maintien de cette biodiversité ou au contraire être génératrices d'impacts négatifs.

Les directives Natura 2000 identifient des habitats naturels et des espèces pour lesquels les objectifs de conservation sont définis. Des mesures sont proposées pour permettre aux activités humaines de s'accorder avec les objectifs.

L'objectif principal est donc de parvenir à préserver, voire restaurer la biodiversité tout en conservant les activités humaines sur les sites concernés.

A l'échelle du site de la Lauter, les principaux enjeux de conservation identifiés sont les suivants :

- Préservation de la biodiversité (habitats naturels et espèces d'intérêt européen) qui a valu la reconnaissance de l'intérêt communautaire du site ;
- Préservation du caractère « non urbanisé » et l'intégrité de ce site de 2000 hectares ;
- Préservation de la mosaïque d'habitats naturels qui le constituent ;
- Préservation, voire restauration du caractère humide de cette zone alluviale remarquable et de la fonctionnalité des écosystèmes ;

Les objectifs généraux visent à :

- Préserver l'intégrité des habitats naturels et des populations d'espèces d'intérêt communautaire et maintenir (voire restaurer) leur état de conservation favorable ;
- Promouvoir des activités humaines et des pratiques compatibles avec le maintien ou l'amélioration de la biodiversité ;
- Préserver, voire rétablir le fonctionnement hydraulique du site afin de restaurer les conditions favorables au maintien et au développement des habitats et des espèces caractéristiques des zones humides ;
- Initier la mise en œuvre de démarches partenariales et concertées entre les acteurs locaux (élus, professionnels, usagers, associations, services administratifs,...) favorables à la conservation de la biodiversité sur le site ;

- Instaurer un dispositif de suivi de l'état de conservation des habitats naturels et des espèces d'intérêt européen.

C.3 LES ENJEUX ET OBJECTIFS THEMATIQUES

C.3.1 Thème : Milieux forestiers

C.3.1.1 Constat global

Le site Natura 2000 est fortement concerné par les habitats forestiers : grand massif continu sur près de 1 800 ha, au moins pour ce qui concerne la forêt publique (qui totalise 1 600 ha). La forêt privée apparaît quant à elle, très morcelée et très hétérogène quant à sa gestion (mal connue).

L'état de conservation des habitats forestiers est plutôt favorable malgré une histoire mouvementée liée notamment, à la situation frontalière du site, qui a pu générer des phases de gestion très artificielles (plantations d'essences allochtones).

Les habitats forestiers sont constitués en grande partie, d'habitats non d'intérêt communautaire. Toutefois ces habitats qui sont principalement constitués de « Chênaie sessiliflore – Hêtraie mésophile et acidiphile à canche flexueuse », sont susceptibles d'abriter la hêtraie à Luzule (code habitat : 9110), dont certaines formations constitueraient des faciès de dégradation. En outre, les habitats identifiés comme n'étant pas d'intérêt communautaire abritent de nombreuses espèces patrimoniales.

L'une des principales caractéristiques du site concerne son caractère humide, l'un des facteurs les plus déterminants par rapport à la richesse patrimoniale du site.

Les habitats forestiers abritent des espèces animales d'intérêt communautaire, dont le statut est mal connu : chauves souris notamment.

C.3.1.2 Principaux enjeux liés aux habitats et aux espèces des milieux forestiers présents sur le site

- Pérennité des habitats forestiers : conservation de la surface et non fragmentation des massifs,
- Fonctionnalité des habitats forestiers, notamment liée au caractère inondable du site,
- Biodiversité :
 - Conservation et augmentation de la diversité en espèces ligneuses autochtones représentatives des habitats, ainsi qu'en espèces animales et végétales forestières,
 - Conservation et amélioration de la structuration complexe des peuplements (présence des différents stades de la sylvigénèse), de la densité de gros bois et de bois morts,
- Activité économique forestière : production de bois d'œuvre, Valeur sociale de la forêt.

C.3.1.3 Principaux objectifs correspondant à ces enjeux

- Pérennité des habitats forestiers :
 - Maintenir la surface forestière actuelle (sans toutefois contrecarrer les objectifs de maintien et de reconquête d'habitats ouverts),
 - Conserver la surface des bois et bosquets de petite taille en milieu agricole,
- Fonctionnalité des habitats forestiers :

- Maintenir et restaurer le caractère inondable du site,
- Biodiversité : maintenir et restaurer le bon état de conservation des habitats
 - Pratiquer une sylviculture favorisant la diversité des espèces ligneuses autochtones représentatives de habitats,
 - Augmenter la part des habitats forestiers non soumis à exploitation (îlots de sénescence et de vieillissement, réserves intégrales),
 - Limiter l'introduction d'espèces ligneuses allochtones,
 - Traitement spécifique des ripisylves,
 - Préserver les mares intra-forestières, les habitats ouverts intra-forestiers d'intérêt communautaire ou patrimonial,
 - Conserver et restaurer une structure complexe des habitats forestiers (favoriser la présence des différents stades de la sylvigénèse),
 - Limiter l'apport d'éléments polluants (engrais, phytocides, boues de station d'épuration, huiles mécaniques...),
 - Limiter l'agrainage à la seule protection des cultures et des prairies,
- Activité économique forestière :
 - Maintenir l'activité forestière de production de bois, dans le respect des objectifs de conservation des habitats et des espèces d'intérêt communautaire,
 - Améliorer la connaissance des modes de sylviculture appliqués dans les forêts privées,
- Valeur sociale de la forêt
 - Maintenir la fonction d'accueil du public en forêt, dans le respect des objectifs de conservation des habitats et des espèces d'intérêt communautaire.

Pour chaque habitat forestier, les enjeux de conservation et les objectifs proposés sont les suivants :

Habitats	Enjeux de conservation spécifique à l'habitat	Propositions d'objectifs spécifiques à l'habitat
91E0* <u>Aulnaie frênaie alluviale</u> 242,5 ha 26% T et TT Niveau d'enjeux 1	Biodiversité importante et caractéristique : habitat prioritaire, typique des zones alluviales <u>Fonctionnalité</u> : habitat directement dépendant du maintien du caractère humide et inondable du site	<ul style="list-style-type: none"> - Maintien de cet habitat en bon état de conservation et restauration des zones dégradées : diminuer le taux d'essences allochtones - Favoriser le développement de cet habitat en restaurant les capacités d'inondation du massif + objectifs généraux (voir ci-dessus)
9160 <u>Chênaies pédonculées – charmaies - frênaies</u> 702,8 ha 15% T et TT Niveau d'enjeux 2	<u>Biodiversité</u> : habitat forestier majoritaire sur le site, abritant une grande diversité d'espèces	<ul style="list-style-type: none"> - Maintien de cet habitat en bon état de conservation et restauration des zones dégradées. - + objectifs généraux (voir ci-dessus)

9190 <u>Chênaies</u> <u>pédonculées à</u> <u>Molinie</u> 26,6 ha 90% N et NR Niveau d'enjeux 1	<u>Biodiversité</u> : habitat forestier peu répandu sur le site et méritant au moins à ce titre, une attention particulière.	<ul style="list-style-type: none"> - Maintien de cet habitat en bon état de conservation et restauration des zones dégradées. - + objectifs généraux (voir ci-dessus)
9130 <u>Hêtraie – chênaie –</u> <u>charmaie</u> 24,2 ha 21% T Niveau d'enjeux 1	<u>Biodiversité</u> : habitat forestier peu répandu sur le site et méritant au moins à ce titre, une attention particulière.	<ul style="list-style-type: none"> - Maintien de cet habitat en bon état de conservation et restauration des zones dégradées. - + objectifs généraux (voir ci-dessus)
91F0 <u>Ormaie – frênaie</u> <u>alluviale</u> 0,9 ha 100% R Niveau d'enjeux 1	<u>Biodiversité</u> : habitat forestier très rare sur le site et témoignant de l'ancienne zone de contact entre les eaux de la Lauter et celles du Rhin.	<ul style="list-style-type: none"> - Maintien de cet habitat en bon état de conservation. - + objectifs généraux (voir ci-dessus)

Concernant les espèces des milieux forestiers, les enjeux et objectifs n'ont été proposés que pour la mousse Dicrane vert (*Dicranum viride*) d'intérêt communautaire, dont la présence est avérée.

Le statut des chiroptères (Grand Murin, Murin à oreilles échancrées et Vespertillon de Berchstein) n'est pas du tout connu sur le site, ce qui rend difficile la définition d'enjeux et d'objectifs pour ces espèces, si ce n'est d'améliorer la connaissance de leur statut.

Il est également probable que le Lucane Cerf-volant soit présent sur le site, toutefois, en l'absence de données et de mention dans le Formulaire Standard de Données, cette espèce ne sera pas prise en compte spécifiquement pour la définition des enjeux et des objectifs du site de la Lauter. Les objectifs proposés pour les habitats forestiers sont néanmoins compatible avec les exigences de ce coléoptère (favoriser la préservation de vieux arbre et de bois morts).

La proposition est la suivante :

Espèce	Enjeux de conservation	Propositions d'objectifs
Dicrane vert Niveau d'enjeux 1	<u>Biodiversité</u> : la présence de cette espèce est liée à la présence de gros bois. Ceux-ci ont largement régressé suite à la tempête de 1999, accentuant la raréfaction du Dicrane vert.	<ul style="list-style-type: none"> - Maintenir sur l'ensemble du site, la plus grande partie des derniers gros bois ayant résisté à la tempête de 1999 - Développer des îlots de sénescence et de vieillissement - Améliorer la connaissance du statut de l'espèce, notamment sur la commune de Wissembourg

C.3.2 Thème : Milieux ouverts

C.3.2.1 Constat global

Les habitats ouverts occupent une faible surface sur l'ensemble du site Natura 2000 : on constate notamment au cours des dernières décennies, une diminution de surface au niveau du marais d'Altenstadt du fait du drainage et de la déprise agricole (apparition du Solidage, évolution vers des stades préforestiers).

La diversité spécifique des habitats ouverts s'est appauvrie de manière importante, notamment en raison des drainages importants qui ont affecté le site au cours du siècle dernier : disparition du Liparis de Loesel (Orchidée) parmi une trentaine d'autres espèces patrimoniales qui n'ont pas pu être retrouvées, principalement du fait de la disparition de certaines zones humides et des modifications de l'hydrologie du site (eutrophisation des sols hydromorphes).

Les habitats prairiaux encore présents sont caractérisés par un état de conservation assez satisfaisant, même si une amélioration reste possible par une extensification de la gestion et la restauration de leur caractère humide.

La préservation des habitats et des espèces de milieux ouverts présente des enjeux variables en fonction du statut des parcelles et notamment du cadre dans lequel s'effectue leur gestion (cadre agricole ou non).

C.3.2.2 Principaux enjeux liés aux habitats et aux espèces des milieux ouverts présents sur le site

- Biodiversité et fonctionnalité hydrologique : les habitats ouverts participent à la richesse globale de l'écosystème et sont parmi les plus riches en espèces patrimoniales (espèces inscrites en liste rouge régionale, c'est-à-dire des espèces rares ou menacées). Sur le site de la Lauter une cinquantaine d'espèces floristiques patrimoniales ont pu être ainsi dénombrées. Toutefois, on peut également déplorer la perte d'une trentaine d'espèces patrimoniales principalement liées aux milieux ouverts humides, au cours du siècle dernier. Ce constat met bien en évidence l'importance de l'enjeu lié à la biodiversité et à la fonctionnalité hydrologique du site.
- Activité économique agricole : 70% des habitats d'intérêt communautaire de milieux ouverts (prairies) sont gérés dans un cadre agricole. Il y a donc un enjeu fort lié au maintien de cette activité sur la site d'autant plus que cette gestion nécessaire au maintien des espaces ouverts est pratiquée actuellement de façon globalement compatible avec le maintien des habitats dans un état de conservation satisfaisant. Il conviendra de pérenniser une gestion agricole extensive sur les parcelles concernées.
- Diversification des habitats : zone de transition entre les habitats aquatiques et forestiers : dans un contexte majoritairement forestier, il est important d'assurer la pérennité des habitats ouverts qui constituent des zones de transition et contribuent à la mosaïque d'habitats, offrant ainsi une diversité propre à accueillir de nombreuses espèces animales et végétales.
- Préservation des habitats ouverts menacés par la surpopulation de sangliers : la menace directe la plus importante pesant actuellement sur les habitats ouverts est le retournement des prairies par les sangliers présents en trop forte densité sur le site.

Pour chaque habitat ouvert, les enjeux de conservation et les objectifs proposés sont les suivants :

Habitats	Enjeux de conservation	Objectifs
<u>Pelouses siliceuses</u> (code DH : 6230) 3,6 ha Représentatifs Niveau d'enjeux 1	<ul style="list-style-type: none"> - <u>Biodiversité</u> : cortège floristique diversifié et rare en Alsace - Gestion liée à l'Hippodrome d'Altenstadt : <u>activité économique non agricole</u> 	<ul style="list-style-type: none"> - Maintien des surfaces occupées par cet habitat - Maintien de son état de conservation par la mise en œuvre d'une gestion adaptée tenant compte de l'activité économique liée au site
<u>Prairies de fauche à Fromental</u> (code DH : 6510) 54,6 ha à 70% Non Représentatif Niveau d'enjeux 1	<ul style="list-style-type: none"> - Habitat majoritaire, offrant des potentialités d'accueil pour certaines espèces de papillons d'intérêt communautaire : enjeu de <u>biodiversité</u> - <u>Protection de la ressource en eau</u> : ces prairies sont majoritairement situées dans le lit majeur de la Lauter et dans le marais d'Altenstadt - <u>Activité économique agricole</u> 	<ul style="list-style-type: none"> - Maintien des surfaces occupées par cet habitat - Maintien de l'inondabilité des prairies - Maintien et amélioration de l'état de conservation par le maintien ou la mise en œuvre d'une gestion extensive adaptée - Maintien et viabilité de l'exploitation des prairies à vocation agricole
<u>Prairies humides à Molinie</u> (code DH : 6410) 3,4 ha à 70% Non Représentatif Niveau d'enjeux 1	<ul style="list-style-type: none"> - <u>Biodiversité</u> : diversité floristique importante et caractéristique : présence d'espèces végétales patrimoniales, habitat potentiel pour certaines espèces de papillons d'intérêt communautaire - <u>Protection de la ressource en eau</u> : ces prairies sont majoritairement situées dans le marais d'Altenstadt - Gestion liée à <u>l'activité agricole</u> quand elle existe 	<ul style="list-style-type: none"> - Maintien, restauration, voire augmentation des surfaces occupées par cet habitat - Maintien et amélioration de l'état de conservation par le maintien ou la mise en œuvre d'une gestion extensive adaptée - Restauration de l'hydromorphie du marais d'Altenstadt afin de permettre une restauration de cet habitat - Maintien et viabilité de l'exploitation des prairies à vocation agricole
<u>Pelouses sèches</u> (code DH : 6210) 0,7 ha Représentatif Niveau d'enjeux 1	<ul style="list-style-type: none"> - <u>Biodiversité</u> : diversité floristique importante et caractéristique : nombreuses espèces patrimoniales, habitat rare sur le site - <u>Activité économique agricole</u> 	<ul style="list-style-type: none"> - Maintien des surfaces occupées par cet habitat - Maintien de cet habitat en bon état de conservation - Maintien et viabilité de l'exploitation de ces pelouses dans un cadre agricole

Mégaphorbiaies (code DH : 6430) 6,8 ha à 53% Représentatif Niveau d'enjeux 1	- Biodiversité caractéristique et notamment, potentialités d'accueil pour la faune (refuges pour les oiseaux, les papillons et autres insectes). Habitats marginaux, relativement rares	- Maintien des surfaces occupées par cet habitat - Conservation et amélioration de l'état de conservation par la mise en œuvre d'une gestion adaptée
--	---	---

Concernant les espèces des milieux ouverts, les enjeux et objectifs n'ont été proposés que pour les Papillons d'intérêt communautaire, dont la présence est avérée, même si la cartographie de leurs habitats reste à établir et l'état de conservation de leurs populations à caractériser (action prévue dans le cadre du programme LIFE Nature).

La proposition est la suivante :

Espèces	Enjeux de conservation	Propositions d'objectifs
Papillons d'intérêt communautaire Statut à préciser Niveau d'enjeux 1	- Biodiversité : ces espèces inféodées aux prairies humides sont devenues rares. Elles sont des bioindicateurs de la qualité des écosystèmes prairiaux.	- Améliorer la connaissance du statut de ces espèces (cartographie de répartition, états de conservation) - Maintien de populations viables grâce à la mise en œuvre d'une gestion appropriée des espaces ouverts (prairies, pâturages, mégaphorbiaies)

Les espèces de papillons potentiellement concernées sont : l'Azuré de la Sanguisorbe, l'Azuré des paluds, le Cuivré des marais et le Damier de la Succise. Leur statut est actuellement mal connu sur le site de la Lauter mais une action prévue dans le programme LIFE « 'Lauter – Donon » devrait permettre de préciser les enjeux et les objectifs pour ces espèces, ainsi que les priorités d'action.

C.3.3 Thème : Milieux aquatiques

C.3.3.1 Constat global

Le volet « milieux aquatiques » est d'importance majeure sur ce site à caractère alluvial.

Les habitats aquatiques d'intérêt communautaire sont très localisés au niveau de la Lauter et de ses abords immédiats. Ils ne présentent pas de dégradation majeure et peuvent même être considérés comme étant majoritairement en bon état de conservation.

Les autres habitats aquatiques ou humides ne sont pas forcément reconnus comme étant d'intérêt communautaire, mais ils présentent un grand intérêt pour la biodiversité de l'écosystème, du fait de leur richesse en espèces végétales et animales. Il peut d'ailleurs s'agir d'habitats favorables aux espèces d'intérêt communautaire.

Certains aspects liés aux zones humides ont été plutôt abordés dans les thèmes « milieux ouverts » et « milieux forestiers ».

Les espèces d'intérêt communautaire liées aux milieux aquatiques dont la présence est avérée sur le site Natura 2000 de la Lauter sont moins nombreuses que celles qui figuraient dans le Formulaire Standard de Données initial. On note l'absence des quatre espèces suivantes : Saumon, Chabot (une mention en 1992), Triton crêté (mentionné comme rare en 1992) et Sonneur à Ventre jaune (aucune donnée).

Les deux espèces liées aux milieux aquatiques dont la présence est avérée sont :

- La Lamproie de Planer,
- Le Gomphe serpentín (espèce également présente dans les prairies bordant la Lauter)

C.3.3.2 Principaux enjeux liés aux habitats et aux espèces des milieux aquatiques présents sur le site

- Biodiversité : les milieux aquatiques et les zones humides abritent des communautés animales et végétales spécifiques. Ils occupent une place importante dans l'écosystème de la basse vallée de la Lauter, à la fois concernant la fonctionnalité de l'écosystème et la représentativité des milieux naturels. Leur maintien dans un bon état de conservation conditionne fortement la biodiversité du site.
- Fonctionnalité alluviale : les cours d'eau et les zones humides constituent avec la nappe phréatique, la base du système alluvial qui caractérise le site de la Lauter. Pour conserver la richesse écologique du site, il convient donc de conserver, voire de restaurer la fonctionnalité alluviale du site, c'est à dire le fonctionnement naturel, la qualité physique et la continuité des cours d'eau, de leurs annexes, de la nappe phréatique et des zones humides de leur bassin versant.
- Qualité des eaux : pour assurer la bonne conservation des habitats et des espèces liés aux milieux aquatiques, il est primordial de conserver, voire d'améliorer la qualité des eaux de surface qui parcourent le site Natura 2000 de la Lauter

Pour les habitats aquatiques d'intérêt communautaire principalement représentés par l'habitat « rivière de plaine à Renoncule et Callitriche » (code DH : 3260), correspondant au cours de la Lauter. Les enjeux de conservation et les objectifs proposés sont les suivants :

Habitat	Enjeux de conservation	Objectifs retenus
Rivière de plaine à Renoncule et Callitriche (code DH : 3260) 27 km à 92% Représentatif Niveau d'enjeux 1	<ul style="list-style-type: none">- <u>Biodiversité</u> : biocénose caractéristique et potentialités d'accueil pour de nombreuses espèces animales ou végétales- <u>Fonctionnalité</u> alluviale des cours d'eau et de leur bassin versant- <u>Qualité de l'eau</u>	<ul style="list-style-type: none">- Maintien de cet habitat en bon état de conservation- Préservation des habitats naturels bordant le cours d'eau et occupant son lit majeur (ripisylves, roselières, prairies, zones humides,...).- Préservation et amélioration de la qualité des eaux

Il est à noter que le programme LIFE Nature « Lauter – Donon » prévoit d'approfondir le diagnostic sur les habitats aquatiques et pourrait conduire à compléter les objectifs listés ci-dessus.

Concernant les espèces des milieux aquatiques, seules ont été retenues les deux espèces dont la présence est avérée, ainsi que les amphibiens (dans leur globalité), en raison des potentialités qui paraissent importantes sur le site.

Les enjeux et objectifs proposés sont les suivants :

Espèces	Enjeux de conservation	Propositions d'objectifs
Lamproie de Planer Niveau d'enjeux 2	- <u>Biodiversité</u> : espèce patrimoniale indicatrice d'une bonne qualité d'eau et d'un milieu aquatique préservé	- Maintenir et améliorer les conditions de vie de l'espèce : qualité de l'eau, alternance de fonds graveleux et de fonds sableux, franchissabilité des ouvrages - Améliorer le suivi de l'espèce
Gomphe serpent Niveau d'enjeux 2	- <u>Biodiversité</u> : espèce devenue très rare en France et en Alsace. Elle est bien représentée sur la Lauter qui est donc un site à fort enjeu pour cette espèce.	- Maintenir les conditions de vie de cette espèce : qualité de l'eau, cours d'eau naturel avec des bancs de sable propre, mosaïque de milieux ouverts au bord de la Lauter - Améliorer le suivi de l'espèce
Amphibiens	- <u>Biodiversité</u> : a priori pas d'espèce inscrite à l'Annexe II de la Directive Habitats sur le site mais potentialités de présence du Triton crêté	- Améliorer la fonctionnalité alluviale du site afin de remettre en eau les zones humides qui ont régressé - Prospector afin de préciser le statut des espèces et notamment du Triton crêté.

Concernant les amphibiens, il est à noter que malgré l'absence vraisemblable d'espèces de l'annexe II de la Directive Habitats, le site Natura 2000 de la Lauter présente tout de même une importante diversité d'amphibiens puisque 9 espèces sont présentes dont 3 figurant à l'annexe IV* de la Directive habitats :

- La Grenouille agile (*Rana dalmatina*)
- La Grenouille verte de Lessona (*Rana lessonae*)
- La Grenouille des champs (*Rana arvalis*) - à confirmer

Concernant les Odonates, seul le Gomphe serpent est reconnu comme étant d'intérêt communautaire, toutefois, le site de la Lauter renferme plus d'une trentaine d'espèces (33 ont été identifiées lors de l'inventaire), dont 10 figurant sur au moins une liste rouge (Europe, France ou Alsace). On peut signaler par exemple la présence du Sympétrum jaune d'or (*Sympetrum flaveolum*) fortement menacé au niveau régional.

C.3.4 Thème : Activités de loisirs et tourisme

C.3.4.1 Constat global

Les activités de loisir publiques (accès gratuit), de détente, ne paraissent pas de nature à mettre en danger la conservation des habitats et des espèces d'intérêt communautaire : pratiques peu intensives, effectifs modérés.

* Annexe IV de la Directive Habitats : liste les espèces de faune et de flore pour lesquelles les États membres doivent prendre toutes les mesures nécessaires à une protection stricte et notamment interdire leur destruction, le dérangement des espèces animales durant les périodes de reproduction, de dépendance ou de migration, la détérioration de leurs habitats.

Il existe une volonté locale de développement touristique, aussi bien au niveau de la Communauté de communes de Lauterbourg que de celle de Wissembourg, toutefois aucun projet de tourisme « de masse » n'est envisagé.

Les activités de loisir « privées » (hippodrome, pêche, chasse) ont en revanche, une interaction forte avec le site Natura 2000.

Le cas de l'hippodrome est évoqué ci-dessus (§ C.3.2.), dans la mesure où il concerne les habitats de milieux ouverts que sont les pelouses sèches siliceuses (habitat prioritaire).

La chasse est une activité générant un impact fort, dans la mesure où elle est nécessaire pour réguler les populations de sangliers actuellement excédentaires sur le site.

Enfin, la pêche génère un impact modéré en tant qu'activité de loisirs mais revêt une importance particulière sur le site, du fait de l'implication des AAPPMA qui participent à la gestion de la Lauter (en lien avec l'Association des Propriétaires riverains sur Wissembourg).

C.3.4.2 Principaux enjeux liés aux activités de loisirs et au tourisme

- Protection de la biodiversité : conservation des habitats et des espèces en bon état de conservation
- Protection de la ressource en eau : qualité des eaux de surface et des eaux souterraines
- Maintien des activités de loisir dans le respect des habitats et des espèces
- Appropriation de la valeur patrimoniale du site par le public, dans le respect des habitats et des espèces

C.3.4.3 Propositions d'objectifs liés aux activités de loisirs et de tourisme sur le site

- Coordination entre les acteurs : à assurer à l'échelle du site, en lien avec les territoires voisins :
 - CC de Wissembourg et CC de Lauterbourg
 - AAPPMA de Wissembourg et AAPPMA de Lauterbourg
 - Sites Natura 2000 de la Lauter et du Bienwald
- Sensibilisation des usagers :
 - Actions de communication : sentiers de découverte, panneaux d'information, ...
 - Actions pédagogiques : partenariat avec les associations (ARIENA, Alsace Nature, Maison de la Nature du Delta de la Sauer, CSA, AAPPMA, etc...)
 - Code de bonne conduite
- Promouvoir la mise en œuvre de mesures de régulation des populations de sangliers : en complément de l'activité de chasse

D PROGRAMME D'ACTIONS

D.1 ACTIONS TRANSVERSALES

D.1.1 Proposer une évolution à la marge du périmètre du site :

- Contexte : Calage du périmètre réalisé durant la phase d'élaboration du DOCOB selon les règles de calage suivantes (voir carte n°9) :
 - à surface quasi constante (+ ou – 5%),
 - calage sur des limites cadastrales ou géographiques claires au plus près des limites initiales,
 - dans le respect de l'esprit de la zone,
 - dans un but d'optimisation écologique au regard des habitats et des espèces d'intérêt communautaire
- Objectifs de l'action : proposer une évolution à la marge du périmètre Natura 2000 en concertation lors des travaux d'élaboration du DOCOB
- Résultats attendus : Validation définitive du périmètre recalé du site
- Mise en œuvre : procédure de consultation simplifiée pour validation du périmètre.

La proposition de calage figurant dans le DOCOB conduit à faire légèrement diminuer la surface du site qui passe ainsi d'une surface globale de 1 994 ha à une surface de 1 942 ha, soit une diminution de 52 ha (2,6%).

Les principales modifications consistent à ramener la limite nord du site au milieu du cours de la Lauter (frontière franco-allemande).

Par ailleurs, la parcelle N°16 de la forêt communale de Wissembourg est intégrée dans le site, en raison notamment, de la présence avérée d'habitats d'intérêt communautaire (chênaie pédonculée – charmaie – frênaie et Hêtraie – chênaie – charmaie).

Les autres modifications sont minimales et consistent à aligner la limite du site Natura 2000 sur les limites des parcelles ou des entités visibles sur photo aérienne.

D.1.2 Rétablir l'équilibre agro-sylvo-cynégétique

▪ Contexte : (voir paragraphes B.2.2.1.3, 5 et 6 du diagnostic socio-économique)
Depuis quelques années les effets d'une augmentation importante des effectifs de sangliers sont constatés sur le site de la Lauter : notamment, les prairies détruites par les affouillements des sangliers, sont de plus en plus nombreuses, mais on constate également des dommages en forêt et sur certaines berges de cours d'eau.

▪ Objectifs de l'action : Réguler les effectifs de sangliers afin de les rendre compatibles avec la conservation des habitats, notamment prairiaux.

▪ Résultats attendus : Réduction des effectifs de sangliers et maintien des populations à l'intérieur des massifs forestiers.

▪ Mise en œuvre :

L'amélioration de la situation concernant la prolifération du sanglier ne peut avoir lieu que dans le cadre d'une **concertation franco-allemande et d'une coordination des actions**.

Devant la recrudescence du phénomène, cette concertation s'est d'ores et déjà organisée, à l'initiative des agriculteurs, de la Fédération des chasseurs et de M. le lieutenant de l'ouvriererie compétent sur le secteur. Les mesures préconisées dans le cadre de cette concertation sont :

- Organiser des battues communes franco-allemandes,
- Inciter vivement les adjudicataires à tirer un maximum de sangliers quelque soit leur poids, leur taille et leur sexe. A cette fin, la réunion du 18 septembre a conclu à un accord des chasseurs pour que les résultats de tir de sangliers, collectés par la Direction des Services Vétérinaires du Bas-Rhin dans le cadre de la prophylaxie de la peste porcine, puissent être communiqués au lieutenant de l'ouvèterie, dans le cadre du suivi des effectifs de sangliers.

Il est à noter que les allemands ne pratiquent aucun agrainage dans le massif forestier du Bienwald (classé en réserve naturelle et également site Natura 2000). Cette disposition semble avoir un effet de dispersion sur les populations qui sont amenées à se déplacer davantage pour trouver de la nourriture. Cela aurait, selon les allemands, un effet facilitant pour le tir des individus.

Le site de la Lauter n'est pas classé en réserve et n'a pas vocation à l'être. Aussi, il n'est pas envisageable d'y interdire l'agrainage contre l'avis des propriétaires (communes). Toutefois, compte tenu de la fragilité de certains milieux naturels présents sur le site, les préconisations complémentaires sont les suivantes :

- **Limitier l'agrainage à son rôle de dissuasion pour la protection des cultures et des prairies.** Pour le maïs, céréale prédominante dans le paysage agricole, les périodes critiques se situent de début avril à fin mai pendant la période des semis et de fin juillet à mi-septembre depuis le stade « laiteux » des grains de maïs jusqu'à leur maturité. Cet agrainage doit être quantitativement limité afin d'éviter un nourrissage des populations de sangliers.
- **Préserver les zones les plus sensibles :** ne pas agrainer dans les zones humides et à proximité immédiate (< 30 m) des cours d'eau, des fossés intraforestiers et des ruisseaux.

D.2 ACTIONS CONCERNANT LES HABITATS FORESTIERS

Nota : les mesures relatives aux ripisylves, figurent au paragraphe D.4.3. ; les mesures relatives à la gestion des habitats ouverts intraforestiers figurent au paragraphe D.3.3.2.

D.2.1 Créer des îlots de vieillissement et/ou de sénescence, prioritairement en forêt publique

▪ Contexte : A l'heure actuelle seul l'aménagement de la forêt communale de Wissembourg prévoit une série d'intérêt écologique couvrant une surface de 25,4 ha (2% de la surface de la forêt) et des îlots de vieillissement pour une surface totale de 18 ha (1,5 %).

▪ Objectifs de l'action :

- Augmenter les surfaces classées en îlots de vieillissement et de sénescence afin d'accroître le degré de naturalité des habitats forestiers (biodiversité, complexité structurale et fonctionnalité écologique). Il serait souhaitable que les îlots atteignent au moins 5 % des surfaces forestières publiques (80 ha en tout).
- Offrir des habitats favorables aux espèces forestières d'intérêt communautaire (Chauves souris, lucane cerf volant, Dicrane vert)

▪ Résultats attendus : Obtention d'arbres âgés ou morts de fortes dimensions.

▪ Description technique :

- Etude préalable permettant d'optimiser le choix des îlots.

- Délimitation géographique d'espaces de 0,5 ha minimum dans lesquels les arbres ne seront plus exploités (sénescence) ou exploités après avoir atteint l'âge maximum d'exploitabilité (vieillesse) ; localisation au GPS des îlots.
- Inventaire et marquage des arbres des îlots ; description de l'état initial.
- Dans le cas d'arbres remarquables (très gros arbres isolés), la désignation d'arbres sénescents isolés sera possible.
- Pistes de mise en œuvre :
 - Contrats Natura 2000 Forestiers : voir cahier des charges type - § F.2. – **Mesure L_MRF1.**
 - Mise en œuvre des aménagements forestiers (après révision si nécessaire),
 - Financements publics des collectivités territoriales ou de l'Etat.
- Indicateur d'évaluation : Obtention d'arbres de gros diamètres, d'arbres âgés et de bois morts au sein de l'îlot.

D.2.2 Renouveler les peuplements artificialisés

- Contexte : Massifs Transformés à Très Transformés (plus de 20 % d'essences allochtones), soit 200 ha représentant 20% des surfaces d'habitats forestiers d'intérêt communautaire.
- Objectifs de l'action : restaurer l'état de conservation des habitats forestiers d'intérêt communautaire et particulièrement de l'aulnaie-frênaie alluviale (habitat prioritaire).
- Résultats attendus :
 - Diversification de la composition floristique et augmentation de la biodiversité,
 - Amélioration de la structuration verticale et horizontale des habitats forestiers et de l'état de conservation.
- Description technique : favoriser la régénération naturelle de la végétation après exploitation progressive des essences allochtones.

La régénération naturelle des essences caractéristiques de l'habitat forestier n'est pas toujours spontanée et elle pourra nécessiter des réintroductions artificielles par plantations. Toutefois, cette solution ne devra être envisagée qu'en dernier recours et devra faire l'objet d'un suivi sur plusieurs années, voire d'engrillagements, afin que la réussite de l'opération ne soit pas compromise par une pression trop importante de la part du gibier.

- Pistes de mise en œuvre :
 - Bonnes pratiques
 - Contrats Natura 2000 forestiers : voir cahier des charges type - § F.2. – **Mesure L_MRF2.**
 - Action C2 du programme LIFE : renaturation des zones humides.
 - Financements publics des collectivités territoriales ou de l'Etat.
- Indicateur d'évaluation : Diminution de l'importance des essences allochtones indésirables au profit d'essences caractéristiques des habitats ; amélioration de l'état de conservation des habitats forestiers.

D.2.3 Réduire l'impact des dessertes forestières en forêt alluviale, par la mise en place d'ouvrages de franchissement temporaires ou par la recherche de solutions alternatives de débordage

- Contexte : Les massifs forestiers publics du site de la Lauter ont une vocation de production définie comme étant prépondérante, par les aménagements forestiers. Toutefois, ces massifs sont parsemés de zones humides qui leur confèrent une grande valeur

patrimoniale et qui méritent à ce titre une attention particulière. Il s'agit notamment des zones d'aulnaie frênaie (habitat prioritaire au titre de la Directive Habitats).

▪ Objectifs de l'action : préserver l'état de conservation des habitats forestiers d'intérêt communautaire et particulièrement de l'aulnaie-frênaie alluviale (habitat prioritaire), lors de l'exploitation forestière, en mettant en place un dispositif de desserte respectueux des sols et des habitats de zones humides.

▪ Résultats attendus :

- Préservation de la qualité des habitats forestiers humides,
- Facilitation de l'exploitation des bois présents dans ces habitats, tout en garantissant la protection de la biodiversité.

▪ Description technique :

Dans les zones les plus vulnérables (aulnaies frênaies alluviales) : installation de pistes en rondins de bois (bâchons) permettant la circulation des engins dans les secteurs vulnérables des zones humides pour assurer la vidange des bois exploités dans ces peuplements.

Ce dispositif pourra être utilisé dans le cadre de l'exploitation extensive de ces zones particulièrement vulnérables, mais ne devra en aucun cas servir d'itinéraire de circulation à l'intérieur du massif. Les pistes devront être localisées de façon à dégrader le moins possible les habitats.

L'exploitation sera temporaire et ne devra concerner que du bois d'œuvre ; les résidus de coupe seront laissés sur place.

Les arbres morts seront conservés sur place, ainsi que les gros arbres à cavités présentant peu d'intérêt économique.

Une fois l'exploitation réalisée, la piste sera fermée à toute circulation motorisée. Les bâchons seront laissés en place.

D'une manière générale : recherche de solutions alternatives permettant de limiter l'impact des dessertes sur les zones humides.

▪ Pistes de mise en œuvre :

- Contrats Natura 2000 forestiers : voir cahier des charges type - § F.2. – **Mesure L_MRF3.**
- Financements publics des collectivités territoriales ou de l'Etat.

▪ Indicateur d'évaluation :

- maintien des aulnaies frênaies alluviales en bon état de conservation.
- absence de dégradation des sols, notamment humides.

D.2.4 Améliorer la connaissance des modes de gestion appliqués dans les forêts privées

▪ Contexte : La forêt privée sur le site de la Lauter est très morcelée et constituée de très petites propriétés. Il semblerait que les modes de gestion soient très divers allant de la non gestion à la plantation monospécifique. Cependant la mauvaise connaissance de cette diversité ne permet pas actuellement d'analyser la situation par rapport à l'objectif de conservation des habitats et des espèces.

▪ Objectifs de l'action : améliorer la connaissance de la gestion forestière privée sur le site, afin de proposer des actions adaptées en faveur de la conservation des habitats et des espèces.

▪ Résultats attendus :

- Typologie des propriétés forestières.
- Inventaire et cartographie des modes de gestion actuels.
- Identification des opportunités d'acquisitions foncières.

- Description technique :

Enquête auprès des propriétaires forestiers.

- Pistes de mise en œuvre :

Financements publics des collectivités territoriales ou de l'Etat.

- Indicateur d'évaluation :

Rédaction d'un rapport assorti d'une cartographie.

D.3 ACTIONS CONCERNANT LES HABITATS OUVERTS

D.3.1 Restauration et entretien des pelouses sèches

Les pelouses sèches sont représentées par deux habitats sur le site de la Lauter, dont un prioritaire au titre de la Directive Habitats. Les surfaces concernées sont cependant très faibles (4,3 ha au total à l'intérieur de la ZSC).

La conservation de ces habitats est donc prioritaire.

D.3.1.1 Entretien des pelouses sèches siliceuses de l'Hippodrome de Wissembourg

- Contexte : Ces pelouses (code DH : 6230) constituent la partie centrale de l'Hippodrome de Wissembourg. Sur les 13,5 ha recensés, seul 3,6 ha sont inclus dans la ZSC de la Lauter. Ces prairies font actuellement l'objet d'une fauche annuelle estivale.

- Objectifs de l'action : Améliorer et pérenniser l'adéquation entre la gestion pratiquée et l'objectif de conservation de cet habitat en bon état de conservation.

- Résultats attendus : Améliorer l'état de conservation de l'habitat

- Description technique : une fauche annuelle tardive (après le 30/09) avec exportation de la matière.

- Pistes de mise en œuvre : Maîtrise d'ouvrage portée par la Société des courses de l'Hippodrome de Wissembourg.

Contrats Natura 2000 : voir cahier des charges type - § F.3. – **Mesure L_MRO1** (uniquement sur la partie située en ZSC).

- Indicateur d'évaluation : Apparition des espèces caractéristiques de l'habitat

D.3.1.2 Entretien des pelouses sèches

- Contexte : Petites pelouses sèches présentes dans les milieux ouverts bordant la Lauter (code DH : 6210). Ces pelouses peuvent avoir un statut agricole (0,3 ha) ou non (sites CSA : 0,4 ha).

- Objectifs de l'action : Maintenir l'ouverture des milieux et poursuivre les pratiques de gestion des pelouses sèches dans un cadre conservatoire ou agricole.

- Résultats attendus : Maintien ou amélioration de l'état de conservation des habitats

- Description technique :

- dans le cadre conservatoire : fauche annuelle après le 30/09 avec exportation de la matière ; absence de fertilisation ; absence de pâturage ; maintien de 10 à 33 % de zones non fauchées d'une année sur l'autre, en rotation annuelle (zones refuges).
- dans le cadre agricole : fauche tardive (après le 30/06) avec exportation de la matière.

- Pistes de mise en œuvre :

- Contrat Natura 2000 : voir cahier des charges type - § F.3. – **Mesure L_MRO1**.

- Mesures agri-environnementales territorialisées (MAET) : voir cahier des charges type - § F.3. – **Mesure L_MRO2.**
- Indicateur d'évaluation : Maintien ou augmentation de la richesse floristique, présence d'espèces patrimoniales.

D.3.2 Restauration et entretien des prairies humides

La restauration et l'entretien des prairies humides à Molinie est une priorité pour la sauvegarde de cet habitat rare et vulnérable et des espèces rares qui le caractérisent. Sur le site de la Lauter, la plupart de ces prairies sont gérées dans un cadre agricole, toutefois, le cas d'une gestion conservatoire est également proposé ci-dessous. La gestion pratiquée dans un cadre conservatoire concernera majoritairement la reconquête ou restauration de prairies humides.

D.3.2.1 Entretenir les prairies humides à vocation agricole

- Contexte : Prairies humides à Molinie (code DH : 6410) localisées dans la partie ouest du site, au niveau du marais d'Altenstadt, et à proximité de la Lauter (3,2 ha).
- Objectifs de l'action : Maintenir l'ouverture des milieux et poursuivre les pratiques de gestion de ces prairies à Molinie
- Résultats attendus : Maintien ou amélioration de l'état de conservation de ces habitats et des espèces qui les fréquentent.
- Description technique : fauche tardive (après le 30/06 ou après le 30/08) avec exportation de la matière ; absence de fertilisation ; absence de pâturage.
- Pistes de mise en œuvre : Mesures agri-environnementales territorialisées (MAET) : voir cahier des charges type - § F.3. – **Mesure L_MRO2.**

Indicateur d'évaluation : Maintien ou augmentation de la richesse floristique, présence d'espèces patrimoniales

D.3.2.2 Restaurer et entretenir les prairies humides à vocation conservatoire

- Contexte :
 - Restauration des anciennes prairies humides à Joncs et à Molinie (code Dh : 6410) situées notamment dans le marais d'Altenstadt, en voie de fermeture par absence d'entretien (envahissement par le solidage).
- Pour assurer la réussite des actions de restauration, il serait préférable de restaurer au préalable, la capacité d'inondation du Marais d'Altenstadt (Action C4 du programme LIFE Lauter Donon).
- Entretien des prairies à Molinie actuellement localisées dans des sites gérés par le CSA (0,2 ha).
 - Objectifs de l'action :
 - Restaurer et maintenir l'ouverture des prairies à Molinie.
 - Favoriser la gestion extensive des prairies à Molinie afin de favoriser la meilleure expression possible de la biodiversité caractéristique de ces habitats.
 - Résultats attendus : Restaurer ces habitats et améliorer leur état de conservation ainsi que celui des espèces qui les fréquentent.
 - Description technique :
 - Restauration : réouverture par débroussaillage, voir bûcheronnage. Fauche des rejets ligneux pendant 3 ans (exportation de la matière).
 - Restauration du fonctionnement hydraulique nécessaire (gestion des réseaux de drainage, restauration de l'inondabilité des prairies, etc...)

- Entretien : une fauche annuelle tardive (après le 30/09 ou après le 15/07 si valorisation des produits), avec exportation de la matière ; absence de fertilisation ; absence de pâturage ; maintien de 10 à 33 % de zones non fauchées d'une année sur l'autre, en rotation annuelle (zones refuges).

- Pistes de mise en œuvre :

Programme LIFE « Lauter – Donon » :

- action C2 : renaturation de zones humides
- action C4 : restauration du soutien de la capacité d'étiage des nappes

Contrat Natura 2000 : voir cahiers des charges type - § F.3. – **Mesure L_MRO3 et L_MRO1.**

Si projet mené par une collectivité ou une association, possibilités d'aides Agence de l'Eau pour des travaux de restauration.

- Indicateur d'évaluation : Maintien ou augmentation de la surface en prairies à Molinie et de la richesse floristique, présence d'espèces patrimoniales.

D.3.3 Restauration et entretien des prairies maigres de fauche

Les prairies maigres de fauche sont quant à elles plus communes, mais la rareté générale des habitats de milieux ouverts justifie une attention particulière quant à la préservation et à l'amélioration de leur état de conservation quelle qu'en soit la nature.

D.3.3.1 Restaurer les prairies de fauche d'intérêt communautaire dégradées par les populations excédentaires de Sangliers

- Contexte : Prairies exploitées dans le cadre de l'activité agricole et identifiées comme habitats d'intérêt communautaire et prairies localisées sur des sites gérés par le CSA.

- Objectifs de l'action : Restaurer les prairies qui ont été dégradées par les sangliers afin de permettre le maintien d'une activité de fauche, **à condition que la régulation des effectifs de sangliers soit mise en œuvre de façon efficace** (Cf § D.1.2).

- Résultats attendus : Restaurer ces habitats dans un bon état de conservation.
- Description technique : Aplanir les prairies retournées à l'aide d'une herse.

Si la nécessité de semer est avérée (impératif lié à l'exploitation agricole de ces prairies), il est nécessaire d'utiliser des semences collectées localement.

- Pistes de mise en œuvre : Fond d'indemnisation des dégâts de gibiers.
- Indicateur d'évaluation : Surfaces restaurées.

D.3.3.2 Restaurer et entretenir les prairies de fauche d'intérêt communautaire

- Contexte : Prairies exploitées dans le cadre de l'activité agricole et identifiées comme habitats d'intérêt communautaire (prairies maigres de fauche – 6510 : 46,1 ha).

Prairies localisées sur des sites gérés par le CSA (prairies maigres de fauche – 6510 : 8,5 ha).

Prairie intraforestière localisée dans la forêt communale de Wissembourg, entretenue par un exploitant agricole (concession).

- Objectifs de l'action :
 - Restaurer et maintenir l'ouverture des prairies de fauche.
 - Favoriser la gestion extensive des prairies afin de favoriser la meilleure expression possible de la biodiversité caractéristique de ces habitats.

- Résultats attendus : Maintien, voire amélioration de l'état de conservation de ces habitats.

▪ Description technique :

- Restauration par réouverture des prairies en voie de fermeture (débroussaillage, voire bûcheronnage puis fauche des rejets ligneux pendant 3 ans avec exportation de la matière).
- Entretien dans un cadre agricole : retard de fauche après le 15/06 ; absence de fertilisation ou fertilisation limitée (30 unités d'azote) ; pâturage possible après le 15/06 (1,4 UGB).
- Entretien dans le cadre conservatoire : retard de fauche après le 30/06 ; absence de fertilisation : absence de pâturage ; maintien de minimum 10% de la superficie non fauchée d'une année sur l'autre, en rotation annuelle (zone refuge).

▪ Pistes de mise en œuvre :

Programme LIFE « Lauter – Donon » :

➤ Action C2 : renaturation de zones humides.

Contrat Natura 2000 : voir cahier des charges type - § F.3. – **Mesures L_MRO1 et L_MRO3.**

Mesures agri-environnementales territorialisée (MAET) : voir cahier des charges type - § F.3. – **Mesure L_MRO2.**

▪ Indicateur d'évaluation : Maintien ou augmentation de la richesse floristique, présence d'espèces patrimoniales végétales ou animales.

D.3.4 Mettre en œuvre une gestion favorable aux papillons d'intérêt communautaire

▪ Contexte : Le Cuivré des Marais, l'Azuré des Paluds et l'Azuré de la Sanguisorbe sont trois espèces d'intérêt communautaire des prairies humides. **STATUT À PRECISER** (Action A1 du programme LIFE Lauter).

▪ Objectifs de l'action : Permettre la conservation ou la restauration de populations viables par une gestion adéquate des habitats des espèces.

▪ Résultats attendus : Le maintien ou l'extension des populations.

▪ Description technique : selon un zonage à établir

- Dans un cadre agricole : retard de fauche après le 15/09 ou absence d'intervention entre le 20/06 et le 31/08 ; absence de fertilisation ; maintien de 5% de la superficie non fauchée d'une année sur l'autre, en rotation annuelle, (zone refuge), sauf pour les mégaphorbiaies (code DH : 6430 / 1 fauche partielle : 20 à 33 % de la surface par an) ; pâturage possible sur zonage « Cuivré des marais » à établir, après le 30/08 (éventuellement 15/08) et chargement inférieur à 1 UGB.
- Dans le cadre conservatoire : fauche annuelle après le 30/06 avec exportation de la matière ; absence de fertilisation : absence de pâturage ; maintien d'une ou plusieurs zones non fauchées sur 10 à 33% de la surface, en rotation annuelle.
- Conservation des éléments arbustifs et arborés en bordure des stations.

▪ Pistes de mise en œuvre :

- Contrat Natura 2000 : voir cahier des charges type - § F.3. – **Mesure L_MRO1.**
- Mesures agri-environnementales territorialisées (MAET) : voir cahier des charges type - § F.3. – **Mesure L_MRO2.**

▪ Indicateur d'évaluation : Augmentation des effectifs de papillons et extension de leur zone de présence.

D.3.5 Autres milieux ouverts

Les milieux ouverts identifiés ou non comme étant d'intérêt communautaire présentent un intérêt fort, notamment par les corridors écologiques qu'ils constituent ou par l'habitat qu'ils procurent à plusieurs espèces d'intérêt communautaire. A ce titre, il convient donc de les maintenir, ou de les rétablir.

D.4 ACTIONS CONCERNANT LES HABITATS AQUATIQUES

D.4.1 Restaurer l'inondabilité du site

▪ Contexte : Suite au constat de l'assèchement des zones humides du site de la Lauter, il a été proposé de mettre en œuvre un diagnostic et des travaux de restauration dans le cadre du programme LIFE Nature « Lauter-Donon » :

- Action A3 : cartographie de l'hydrographie et de son fonctionnement ;
- Action C4 : restauration du soutien de la capacité d'étiage des nappes ;

Des actions sont également prévues en faveur de la restauration de la continuité écologique du réseau hydrographique :

- Action C5 : suppression d'infrastructures gênantes ;
- Objectifs de l'action : Redonner au site son caractère inondable et son statut de zone humide, afin de permettre aux espèces et aux habitats de zones humides de retrouver les conditions favorables à leur développement.
- Résultats attendus : Augmentation des surfaces des zones humides dans le marais d'Altenstadt et dans les massifs forestiers.
- Description technique : l'action sera précisée dans le cadre du programme LIFE mais elle consistera probablement à :
 - Réinjecter les eaux de surface provenant du bassin versant amont, dans le marais d'Altenstadt, en prenant garde de ne pas diffuser de pollutions d'origine agricole ou autre à l'intérieur du marais.
 - Remanier le réseau de drainage forestier afin de restaurer les capacités d'inondation et de reconnecter les zones humides entre elles.
- Pistes de mise en œuvre :

Programme LIFE « Lauter – Donon » :

- action C4 : restauration du soutien de la capacité d'étiage des nappes
- action C5 : suppression d'infrastructures gênantes

Programmes de restauration de cours d'eau ou de zones humides hors LIFE si besoin (avec soutien financier Agence/CG)

▪ Indicateur d'évaluation : Réapparition d'espèces végétales et animales liées aux zones humides.

D.4.2 Assurer une gestion raisonnée des embâcles sur le cours de la Lauter

▪ Contexte : La Lauter est un cours d'eau qui a conservé un fonctionnement très naturel. Elle est bordée par des ripisylves bien fournies qui génèrent la formation naturelle d'embâcles. Ceux-ci jouent un rôle important pour la qualité biologique et le fonctionnement du cours d'eau. Toutefois, les gestionnaires riverains souhaitent que ces embâcles ne soient pas la source de problèmes d'inondations des zones d'habitations situées en amont (Altenstadt notamment) ou d'érosion importante sur des parcelles privées exploitées en agriculture ou en sylviculture.

- Enjeux :
 - Préserver les bonnes conditions d'expression de la biodiversité des milieux aquatiques
 - Conserver aux cours d'eau un haut potentiel d'accueil pour la faune piscicole
- Objectifs de l'action :
 - Accroître dans le respect des exigences socio-économiques et de sécurité, la diversité du milieu physique des cours d'eau et de leur ripisylve
 - Rétablir la continuité écologique des milieux aquatiques et les échanges d'eau entre les zones alluviales et les cours d'eau
- Résultats attendus :
 - Favoriser une gestion raisonnée des embâcles en fonction de la nature et de la sensibilité du terrain notamment vis-à-vis des phénomènes érosifs.
 - Assurer le maintien de certains embâcles favorisant la diversification des cours d'eau (diversification des faciès d'écoulement, création de zones refuges pour la faune liée aux milieux aquatiques courants)
- Description technique :

Au vu du rôle important joué par les embâcles dans le fonctionnement des cours d'eau toute intervention doit faire l'objet d'un diagnostic précis. Plusieurs cas peuvent ainsi être envisagés :

(A) : embâcle d'origine artificielle

- ⇒ Élimination systématique car l'embâcle constitue une source de pollution, une dégradation paysagère évidente et incite à utiliser le milieu aquatique comme une décharge

(B) : embâcle provoquant des phénomènes d'érosion

- ⇒ Embâcle situé dans une zone sensible à l'érosion (présence d'ouvrages, de terres cultivées, d'habitations) : élimination de l'embâcle qui peut provoquer des attaques de berges, voire des effondrements en période de crue
- ⇒ Embâcle situé dans une zone non sensible à l'érosion : maintien de l'embâcle, l'érosion faisant partie du processus d'évolution naturelle des rivières et créant des refuges favorables à la faune

(C) : embâcle provoquant une augmentation des inondations

- ⇒ Cours d'eau situé dans un milieu favorable ou peu sensible aux inondations (forêts, prairies humides, ...) : maintien de l'embâcle qui ralentit les eaux de crues et permet d'améliorer l'écrêtement des phénomènes de crue. Les embâcles permettent également une submersion temporaire des zones humides limitrophes (mares, prairies...)
- ⇒ Cours d'eau situé dans un milieu sensible aux inondations (zone urbanisée, cultivée,...) : enlèvement de l'embâcle qui gêne l'écoulement de l'eau et aggrave les inondations

(D) : embâcle ralentissant les eaux dans un tronçon de courant rapide

- ⇒ Maintien de l'embâcle qui peut jouer un rôle de seuil et d'épis en atténuant les phénomènes d'érosion et en perturbant l'écoulement régulier du courant, ce qui est propice à l'autoépuration. Localement, les embâcles peuvent également augmenter le niveau de la nappe phréatique et constituer un élément de diversification des habitats piscicoles

Ces interventions doivent également être menées en lien avec le régime des eaux.

Précautions à prendre en cas de retrait d'embâcle : En cas d'enlèvement, intervention avec du matériel propre (risque de dissémination de plantes non désirables), utilisation d'un matériel (engin, broyeur) adapté limitant l'impact sur les berges, débardage doux, maintien ou reconstitution de la ripisylve après intervention, conserver certains arbres morts ou

souches dont la disposition ne bloque pas totalement le cours d'eau, conserver les embâcles vivants (arbres penchés au dessus de la rivière et arbres couchés dans la rivière), supprimer partiellement les arbres morts qui obstruent le chenal.

- Pistes de mise en œuvre : cette action tient lieu de prescription dans le cadre de la gestion des cours d'eau par les différents gestionnaires de milieux naturels protégés et les collectivités gestionnaires des cours d'eau : information et concertation des propriétaires et des gestionnaires riverains de la Lauter (voir aussi action D.4.6.).

Programme LIFE « Lauter – Donon » :

- Action E2 : Plaquette Natura 2000
- Action E4 : formation des acteurs

Dans le cas où le traitement des embâcles s'inscrit en accompagnement d'actions réalisées dans un contrat Natura 2000 de restauration des ripisylves, le coût des opérations est éligible au contrat.

- Indicateur d'évaluation : L'application des principes de gestion raisonnée des embâcles dans le cadre de la gestion des cours d'eau, permettant le maintien d'embâcles favorables à la biodiversité : présence d'embâcle.

D.4.3 Entretien et restaurer les ripisylves de la Lauter

D.4.3.1 Favoriser les formations d'aulnaies frênaies ripicoles le long de la Lauter

- Contexte : La cartographie des habitats forestiers a révélé l'importance des aulnaies frênaies et des saulaies blanches le long de la Lauter. Il s'agit d'un habitat d'intérêt communautaire prioritaire. Les parcelles concernées appartiennent à la forêt privée.

- Objectifs de l'action : Préserver et accroître la diversité des ripisylves. Maintenir et améliorer l'état de conservation de l'habitat prioritaire « aulnaies frênaies » (91E0).

- Résultats attendus : Diversification en espèces et structuration des ripisylves.

- Description technique : mise en œuvre de pratiques sylvicoles favorisant le mélange des essences et la diversité des étagements.

- Pistes de mise en œuvre :

Programme LIFE « Lauter – Donon » : action C3 : Restauration de la rivière Lauter et de ses ripisylves.

Contrats Natura 2000 : voir cahier des charges type - § F.4. – **Mesure L_MRA1**.

Maîtrise d'ouvrage par les collectivités locales.

Autres financements possibles dans le cadre de programmes de restauration par l'Agence de l'eau Rhin-Meuse et le Conseil général.

- Indicateur d'évaluation : Linéaire de ripisylve traitée et restructurée.

D.4.3.2 Entretien et restaurer les ripisylves

- Contexte : Le diagnostic effectué dans le cadre du programme LIFE Nature « Lauter – Donon » met en évidence le bon état général des ripisylves et des berges de la Lauter et propose des préconisations en matière de gestion des ripisylves.

- Objectifs de l'action : Conserver et améliorer :

- la qualité du milieu physique des cours d'eau et les capacités d'accueil des espèces d'intérêt communautaire semi-aquatiques,
 - la continuité des milieux aquatiques,

- la fonctionnalité de ces milieux : rôle de filtration/épuration des eaux de ruissellement et des eaux courantes en lit mineur, maintien des berges et frein aux érosions, etc...
- Résultats attendus : Maintien des ripisylves dans un état satisfaisant, c'est à dire constituées d'essences locales diversifiées, mélangées et structurées.

Vigilance et lutte contre l'apparition et le développement d'espèces végétales exotiques envahissantes (Renouée du Japon, Balsamine de l'Himalaya et Solidage géant).

- Description technique :

- mise en œuvre de pratiques sylvicoles favorisant le mélange des essences et la diversité des étagements.
- surveillance et cartographie des foyers de développement des espèces indésirables.
- mise en œuvre de techniques de lutte par des moyens mécaniques uniquement (pas de lutte chimique en bordure des cours d'eau) : arrachages répétés des rhizomes et autres parties végétales, avant la période de floraison ; exportation de l'ensemble des débris et brûlage dans un endroit approprié.

- Pistes de mise en œuvre :

Programme LIFE « Lauter – Donon » : action C3 : Restauration de la rivière Lauter et de ses ripisylves.

Contrats Natura 2000 : voir cahier des charges type - § F.4. – **Mesure L_MRA1**.

Maîtrise d'ouvrage par les collectivités locales et les propriétaires riverains.

Autres financements possibles dans le cadre de programmes de restauration par l'Agence de l'eau Rhin-Meuse et le par Conseil Général.

- Indicateur d'évaluation : Surfaces traitées et suivi de l'évolution des espèces indésirables.

D.4.4 Restaurer et créer des mares et des milieux stagnants

Cette action peut être envisagée dans le cadre de l'action D. 4.1. relative à la restauration du fonctionnement alluvial du site.

Elle est ici proposée avec un objectif de restauration de la capacité d'accueil de certaines espèces d'amphibiens et d'odonates.

- Contexte : Possibilité d'améliorer les capacités d'accueil pour les amphibiens d'intérêt communautaire et les odonates.

- Objectifs de l'action : Conserver et restaurer les milieux d'eau stagnante et accroître leur capacité d'accueil pour les amphibiens et les odonates.

- Résultats attendus : Amélioration de l'état de conservation des mares et développement des populations d'amphibiens et d'odonates.

- Description technique : Creusement de nouvelles mares, désenvasement des mares existantes, enlèvement sélectif des branchages, profilage des berges, augmentation locale de la profondeur et dégagement des abords pour favoriser l'ensoleillement.

- Pistes de mise en œuvre :

Programme LIFE « Lauter – Donon » : action C4 : Restauration du soutien de la capacité d'étiage des nappes.

Contrats Natura 2000 : voir cahier des charges type - § F.4. – **Mesure L_MRA2**.

Autres financements possibles dans le cadre de programmes de restauration par l'Agence de l'eau Rhin-Meuse et le Conseil général.

- Indicateur d'évaluation : Evolution des populations d'amphibiens.

D.4.5 Assurer la continuité écologique sur la Lauter

▪ Contexte : Le diagnostic écologique montre que la Lauter reste inaccessible pour les espèces piscicoles migratrices (Saumon Atlantique mais aussi Lamproie de planer). Cette action concerne principalement les ouvrages de Scheibenhard et de la Bienwaldmühle (projet en cours).

▪ Objectifs de l'action : Rétablir la continuité écologique des habitats afin de favoriser la circulation et l'expansion des espèces, ainsi que la colonisation par les poissons migrateurs.

▪ Résultats attendus : Amélioration de la biodiversité piscicole.

▪ Description technique : Les 2 principaux obstacles identifiés sur la Lauter correspondent à des barrages de moulins. Les actions à mettre en œuvre peuvent être de nature diverse en fonction du contexte : dérivation, rampe. Il conviendra lors de l'élaboration de ces projets de s'assurer que la dévalaison soit également possible et qu'elle ne conduise pas les poissons à être piégés dans les turbines.

D'autres seuils de moindre importance pourraient être identifiés sur le site, lors du diagnostic mené dans le cadre du programme LIFE Nature. Dans ce cas, la première étape consistera à étudier la possibilité de supprimer ou d'abaisser la crête de ces ouvrages.

▪ Pistes de mise en œuvre :

Programme LIFE « Lauter – Donon » :

➤ Action C3 : Restauration de la rivière et de la ripisylve.

➤ Action C5 : Suppression d'infrastructures gênantes

Mise en œuvre de programmes de restauration dans la cadre de la Directive Cadre sur l'eau (financement Agence de l'eau, collectivités).

▪ Indicateur d'évaluation : Colonisation du réseau hydrographique par les poissons migrateurs.

D.4.6 Assurer la coordination entre les acteurs

Voir aussi § D.6.4.

▪ Contexte : Site inclus dans un ensemble transfrontalier (vallée de la Lauter), réparti sur deux communautés de communes du côté français. La rivière Lauter constitue la frontière entre les parties française et allemande de cet ensemble cohérent.

▪ Objectifs de l'action : Rassembler l'ensemble des acteurs locaux autour des thématiques communes, dont la gestion de la Lauter fait partie, afin de mener des actions cohérentes et concertées et de mutualiser les projets et les moyens.

▪ Résultats attendus : Assurer la gestion de la rivière Lauter, de façon concertée, harmonieuse et respectueuse de la sensibilité des habitats et des espèces.

▪ Description technique (proposition à l'étude dans le cadre du programme LIFE Lauter Donon) : Création d'une structure intercommunale transfrontalière axée sur la gestion de la Lauter et dont les compétences pourraient s'élargir à la prise en compte de la fréquentation par le public et des activités de loisirs.

▪ Pistes de mise en œuvre : Programme LIFE Lauter – Donon : Action A7.

▪ Indicateur d'évaluation : Création de cette structure ou mise en œuvre de toute autre action permettant d'améliorer la coordination transfrontalière.

D.5 ACTIONS COMPLEMENTAIRES CONCERNANT LES ESPECES D'INTERET COMMUNAUTAIRE

D.5.1 Compléter les données sur les espèces d'intérêt communautaire peu connues : chauves-souris et papillons

▪ Contexte : Pour un certain nombre d'espèces d'intérêt communautaire, il n'existe à l'heure actuelle aucune, ou insuffisamment de données :

- les Chauves-souris (Vespertilion de Bechstein, Murin à oreilles échancrées, Grand murin, Barbastelle d'Europe)
- les Amphibiens (Sonneur à ventre jaune, Triton Crêté)
- les Papillons (Cuivré des marais, Azuré des paluds, Azuré de la Sanguisorbe, Damier de la Succise).

▪ Objectifs de l'action : Permettre une meilleure évaluation de l'état de conservation des populations

▪ Résultats attendus : Evaluation des effectifs et localisation des populations

▪ Description technique : Campagnes d'inventaires de terrain, cartographie, évaluation de l'état de conservation

▪ Pistes de mise en œuvre :

➤ Programme LIFE Lauter – Donon pour la réalisation de la cartographie des Papillons et caractérisation de leur état de conservation.

➤ Mise en œuvre de la révision du DOCOB pour les Chiroptères et les Amphibiens.

▪ Indicateur d'évaluation : Etat de la connaissance des sites de présence des espèces considérées

D.6 ACTIONS LIEES AUX ACTIVITES DE LOISIRS

D.6.1 Installer un plan de circulation

▪ Contexte : Ce site présente une sensibilité importante notamment dans ses parties les plus humides. Il paraît donc pertinent de limiter au maximum l'accès des véhicules motorisés dans les zones les plus sensibles. L'étude réalisée dans le cadre du programme LIFE (action A4) a notamment pour objectif d'identifier les secteurs où cette problématique est la plus marquée.

▪ Objectifs de l'action : Limiter la fréquentation motorisée dans et aux abords des zones humides les plus sensibles.

▪ Résultats attendus : Limitation de la circulation motorisée dans les zones les plus sensibles (voire, interdiction sauf ayant-droit) et maîtrise de la fréquentation touristique.

▪ Description technique : Fermeture de certains chemins et accès à la circulation au moyen de barrières et de panneaux. Ce plan de circulation devra toutefois veiller au respect des ayant-droit et ne pas s'opposer à une découverte douce et respectueuse des milieux.

▪ Pistes de mise en œuvre :

➤ Programme LIFE Lauter – Donon : Action C6.

▪ Indicateur d'évaluation : Restriction de la circulation automobile aux voies définies.

D.6.2 Mettre en place un sentier de découverte

▪ Contexte : Dans le contexte d'un site Natura 2000, encadré par deux villes de moyenne importance mais générant une fréquentation de loisir potentiellement croissante, il apparaît utile de mettre en place des supports d'information attractifs, afin d'éveiller l'intérêt du public pour ce site.

▪ Objectifs de l'action : Sensibiliser le public à l'intérêt du site.

▪ Résultats attendus : Sentier de découverte balisé et illustré.

▪ Description technique : Installation de panneaux pédagogiques, le long d'un itinéraire de courte longueur, illustrant les problématiques de protection des rivières, des zones humides et des forêts alluviales.

▪ Pistes de mise en œuvre :

➤ Programme LIFE Lauter – Donon : Action E3.

▪ Indicateur d'évaluation : Fréquentation du sentier par le public.

D.6.3 Baliser le site

▪ Contexte : Méconnaissance de la démarche Natura 2000 par le grand public.

▪ Objectifs de l'action : Informer le public sur le statut du site : Zone Spéciale de Conservation.

▪ Résultats attendus : Repérage de terrain des limites du site Natura 2000.

▪ Description technique : Balisage du site dans le respect de la charte graphique déjà employée pour d'autres sites Natura 2000 (Forêt de Haguenau).

▪ Pistes de mise en œuvre :

➤ Programme LIFE Lauter – Donon : Action E5.

➤ Contrats Natura 2000 : voir cahier des charges type - § F.5. – **Mesure L_MRS.**

▪ Indicateur d'évaluation : Prise de conscience de l'existence du site Natura 2000 par la population locale (évaluation par enquêtes).

D.6.4 Assurer la coordination entre les acteurs

Voir aussi § D.4.6.

▪ Contexte : Site inclus dans un ensemble transfrontalier (vallée de la Lauter), réparti sur deux communautés de communes du côté français.

▪ Objectifs de l'action : Rassembler l'ensemble des acteurs locaux autour des thématiques communes, dont l'accueil du public fait partie, afin de mener des actions cohérentes et concertées et de mutualiser les projets et les moyens.

▪ Résultats attendus : Assurer le développement touristique du site, de façon harmonieuse et respectueuse de la sensibilité des habitats et des espèces.

▪ Description technique (proposition) : Création d'une structure intercommunale transfrontalière axée sur la gestion de la Lauter et dont les compétences pourraient s'élargir à la prise en compte de la fréquentation par le public et des activités de loisirs.

▪ Pistes de mise en œuvre :

➤ Programme LIFE Lauter – Donon : Action A7.

▪ Indicateur d'évaluation : Création de cette structure.

D.7 TABLEAU RECAPITULATIF :

N°	Action proposée	Localisation sur le secteur ¹	Objectifs visés (habitats et espèces concernés)	Maître d'ouvrage potentiel	Type d'actions ²	Sources de Financements possibles	Surfaces concernées	Coût estimatif
1	Actions transversales							
1.1	Valider le périmètre définitif du site	Ensemble du site	Rendre officielle la proposition de calage de la ZSC	DIREN COFIL	Consultation			
1.2	Rétablir l'équilibre agro-sylvo-cynégétique	Ensemble du site – actions localisées en forêts	Préserver les habitats prairiaux et les zones humides	Communes Fédération des chasseurs	Sensibilisation			
2	Actions concernant les habitats forestiers							
2.1	Créer des îlots de vieillissement et/ou de sénescence, prioritairement en forêt publique	Forêt publiques et forêts privées	Améliorer l'état des habitats forestiers	Communes, Propriétaires forestiers privés	Contrats : L_MRF1 Bonnes pratiques	Contrats Natura 2000 forestiers MEEDDAT, UE et collectivités	15 à 40 ha	30 à 160 K€
2.2	Renouveler les peuplements artificialisés	Idem	Restaurer l'état de conservation des habitats forestiers dégradés	Idem	Bonnes pratiques Contrats : L_MRF2	Contrats Natura 2000 forestiers LIFE Lauter Donon MEEDDAT, UE, AERM et collectivités	200 ha dont 62 ha très artificialisés	250 à 800 K€
2.3	Réduire l'impact des dessertes forestières en forêts alluviales	Forêts publiques	Préserver les habitats forestiers à caractère humide	Communes forestières	Contrats : L_MRF3	Contrats Natura 2000 forestiers MEEDDAT, UE et collectivités	242 ha	20 à 60 K€
2.4	Améliorer la connaissance des modes de gestion appliqués dans les forêts privées	Forêts privées	Identifier les outils adaptés pour la mise en œuvre d'une gestion favorable aux habitats et espèces forestières	CRPF	Etude	Etat, collectivités	191 ha	10 K€

¹ (voir aussi carte des actions)² bonne pratique / contrat : code CdC / sensibilisation

3	Actions concernant les habitats ouverts							
3.1	Restauration et entretien des pelouses sèches							
3.1.1	Entretien des pelouses sèches siliceuses de l'Hippodrome de Wissembourg	Hippodrome de Wissembourg	Conserver en bon état, un habitat ouvert d'intérêt communautaire prioritaire	Commune de Wissembourg	Bonne pratique ou Contrat : L_MRO1	Contrat Natura 2000 MEEDDAT, UE et collectivités	3,6 ha	
3.1.2	Entretien des pelouses sèches	Pelouses bordant la Lauter (sur Wissembourg)	Conserver cet habitat en bon état.	Commune CG67 - CSA Propriétaires privés	Contrat : L_MRO1 et L_MRO2	MAET Contrat Natura 2000 MEEDDAT, MAP, UE et collectivités	0,7 ha	
3.2	Restauration et entretien des prairies humides							
3.2.1	Entretien des prairies humides à vocation agricole	Prairies à Molinie du marais d'Altenstadt et des abords de la Lauter (Wissembourg)	Maintenir et améliorer l'état de conservation de cet habitat	Commune Propriétaires privés	Contrat : L_MRO1	MAET MAP, UE et collectivités	3,2 ha	
3.2.2	Restaurer et entretenir les prairies humides à vocation conservatoire	Prairies à Molinie du marais d'Altenstadt	Maintenir et améliorer l'état de conservation de cet habitat	CG67 - CSA	Contrat : L_MRO3 et LMRO1	MAET Contrat Natura 2000 MEEDDAT, MAP, UE et collectivités	0,2 ha	
3.3	Restauration et entretien des prairies maigres de fauche							
3.3.1	Restaurer les prairies de fauche dégradées par le sanglier	Prairies de fauche exploitées dans un cadre agricole ou non	Restaurer cet habitat après mise en œuvre de mesures efficaces de régulation du sanglier	Communes CG67 - CSA Propriétaires privés	Travaux de restauration	Fonds d'indemnisation des dégâts de gibiers	A préciser	
3.3.2	Restaurer et entretenir les prairies de fauche d'intérêt communautaire	Prairies de fauche exploitées dans un cadre agricole ou non	Conserver cet habitat en bon état.	Communes CG67 - CSA Propriétaires privés	Contrat : L_MRO3, L_MRO1 et L_MRO2	MAET Contrat Natura 2000 MEEDDAT, MAP, UE et collectivités	54,6 ha	
3.4	Mettre en œuvre une gestion favorable aux papillons d'intérêt communautaire	Prairies de fauche exploitées dans un cadre agricole ou non	Conserver cet habitat en bon état.	Communes CG67 - CSA Propriétaires privés	Contrat : L_MRO1 et L_MRO2	MAET Contrat Natura 2000 MEEDDAT, MAP, UE et collectivités	A préciser	

4	Actions concernant les habitats aquatiques							
4.1	Restaurer l'inondabilité du site	Marais d'Altenstadt, massifs forestiers	Redonner à la zone humide ses capacités d'accueil pour les habitats et les espèces qui la caractérisent	Communes CG67 - CSA Propriétaires privés	Travaux hydrauliques	LIFE Lauter Donon AERM, MEEDDAT, UE, Communes CG67 - CSA	Tout le site	LIFE : 78 K€
4.2	Assurer une gestion raisonnée des embâcles sur le cours de la Lauter	Lauter	Conserver les capacités d'accueil de la rivière pour une faune diversifiée	Communes CG67 - CSA Propriétaires privés	Bonnes pratiques Préconisations de gestion	Contrat Natura 2000 dans le cadre d'intervention sur les ripisylves	27 km de cours d'eau	
4.3	Entretien et restaurer les ripisylves de la Lauter							
4.3.1	Favoriser les formations d'aulnaies frênaies ripicoles le long de la Lauter	Ripisylves de la Lauter	Préserver et améliorer l'état de conservation de cet habitat prioritaire	Communes CG67 - CSA Propriétaires privés	Bonnes pratiques Contrat : L_MRA1	LIFE Lauter Donon Contrats Natura 2000 AERM, MEEDDAT, UE, Communes CG67 - CSA	Environ 100 ha	LIFE : 46 K€
4.3.2	Entretien des ripisylves	Ripisylves de la Lauter et des autres cours d'eau	Maintien de ripisylves diversifiées et vigilance quant à l'apparition d'espèces exotiques indésirables	Communes CG67 - CSA Propriétaires privés	Bonnes pratiques Préconisations de gestion Contrat : L_MRA1	LIFE Lauter Donon Contrats Natura 2000 AERM, MEEDDAT, UE, Communes CG67 - CSA	Action menée à l'échelle du site.	
4.4	Restaurer et créer des mares et des milieux stagnants	Ensemble du site, en lien avec l'action 4.1	Restaurer les zones humides et leurs capacités d'accueil pour les espèces qui les caractérisent	Communes CG67 - CSA Propriétaires privés	Contrat : L_MRA2 travaux	LIFE Lauter Donon Contrats Natura 2000 AERM, MEEDDAT, UE, Communes CG67 - CSA	Tout le site	2 200 €/mare
4.5	Assurer la continuité écologique de la Lauter	Lauter	Rétablir la continuité écologique des habitats aquatiques	Communes françaises et allemandes Propriétaires privés	Travaux hydrauliques	Programmes de restauration allemands et/ou français AERM, collectivités		
4.6	Assurer la coordination entre les acteurs	Ensemble du site	Favoriser les échanges et la concertation entre les acteurs du site, en lien avec les partenaires allemands pour les thématiques transfrontalières telles que la gestion de la Lauter	Communes françaises et allemandes CG67	Concertation			

5	Actions en faveur d'espèces d'intérêt communautaire							
5.1	Compléter les données sur les espèces d'intérêt communautaire peu connues	Ensemble du site	Permettre une meilleure évaluation de l'état de conservation des populations	DIREN, COPIL	Etudes	MEEDDAT		
6	Actions de sensibilisation / accueil du public							
6.1	Installer un plan de circulation	Secteurs les plus humides et les plus sensibles	Limiter la circulation dans les zones les plus sensibles	Communes	Travaux Sensibilisation	LIFE Lauter Donon	Action menée à l'échelle du site.	LIFE : 25 K€
6.2	Mettre en place un sentier de découverte	A préciser dans le cadre du LIFE Lauter Donon	Sensibiliser le public à l'intérêt du site	Communes CG67	Travaux Sensibilisation	LIFE Lauter Donon	Action menée à l'échelle du site.	LIFE : 30 K€
6.3	Baliser le site	Ensemble du site	Informier le public et les gestionnaires	Communes CG67	Travaux Contrat : L_MRS Sensibilisation	LIFE Lauter Donon	Action menée à l'échelle du site.	LIFE : 12 K€
6.4	Assurer la coordination entre les acteurs (Cf 4.6)	Ensemble du site	Favoriser les échanges et la concertation entre les acteurs du site, en lien avec les partenaires allemands pour les thématiques transfrontalières	Communes françaises et allemandes CG67	Concertation			

E LA CHARTE NATURA 2000

E.1 LA CHARTE NATURA 2000 : DEFINITION ET CONDITIONS D'APPLICATION

E.1.1 Définition

La loi du 23 février 2005 relative au Développement des Territoires Ruraux introduit l'existence d'une charte Natura 2000 auxquels les titulaires de droits réels et personnels portant sur des terrains dans le site peuvent adhérer.

La charte Natura 2000, annexée au document d'objectifs, comporte un ensemble d'engagements qui constituent des bonnes pratiques dont la mise en œuvre n'est pas rémunérée.

Les engagements prévus par la charte Natura 2000 peuvent faire l'objet de contrôles, formulés de manière simple dans la charte. Les engagements sont formulés par type de milieu naturel (milieux forestiers, milieux ouverts, milieux humides), et/ou par activité (activités de sports et de loisirs notamment).

L'adhésion à la charte marque la volonté du signataire de s'engager dans une démarche de gestion de qualité, conforme aux orientations du document d'objectifs. Elle porte sur une durée de 5 ans et ouvre droit à exonération fiscale : exonération des parts communales et intercommunales de la taxe sur le foncier non bâti.

E.1.2 Conditions d'application

Les conditions de mise en œuvre de la charte Natura 2000 sont fixées par le décret n°2006-922 du 26 juillet 2006 relatif à la gestion des sites Natura 2000, pris en application de la loi sur le Développement des territoires ruraux en ce qui concerne la charte Natura 2000 (article R 414-11 et R414-12 du Code de l'Environnement).

Il y a deux conditions d'éligibilité à la signature de la charte :

1. Le signataire s'engage à **autoriser l'accès aux terrains** au titre desquels la charte est signée pour des opérations d'inventaires et d'évaluation de l'état de conservation des habitats naturels, des espèces et de leurs habitats ; sous réserve que l'animateur du site informe préalablement le signataire de la date de ces opérations dans un délai d'au moins 10 jours, ainsi que de la qualité des personnes amenées à réaliser ces opérations. Le signataire pourra se joindre à ces opérations. En outre, il sera informé des résultats de ces opérations.

2. Concernant la gestion forestière, le signataire s'engage à mettre en conformité le document d'aménagement de ses propriétés forestières avec les engagements souscrits dans la charte dans un délai de 3 ans suivant l'adhésion à la charte.

Si pour une raison de force majeure, l'une des parcelles ne devait plus être soumise à l'engagement de la charte, le propriétaire ou l'exploitant doit saisir l'organisme de contrôle. Si le déclarant ne peut pas tenir un engagement, il le motive et en informe la DDAF.

L'adhérent choisit les parcelles cadastrales du site Natura 2000, pour lesquelles il dispose de droits réels ou personnels, sur lesquels il souscrit à la charte. L'unité d'engagement est la parcelle cadastrale (cf. circulaire MEDD / MAP du 26 avril 2007).

E.1.3 Contrôles

A chaque engagement correspond un point de contrôle. Les services de la DDAF après en avoir avisé au préalable le signataire de la charte Natura 2000, peuvent vérifier sur place le respect des

engagements souscrits ainsi que la réglementation en vigueur. En cas de non-respect de celle-ci, tout bénéfice de la charte est annulé. Les conséquences, en cas de constat du non respect d'au moins un des engagements souscrits, sont précisés à l'article R. 414-12 du Code l'environnement (fixés dans le Décret n° 2006-922 du 26 juillet 2006 relatif à la gestion des sites Natura 2000 et dans la circulaire y afférant).

Par ailleurs, le Document d'Objectifs du site approuvé par arrêté préfectoral est également un documents de référence pour contrôler la bonne application de la charte.

E.2 LES ENGAGEMENTS DE LA CHARTE NATURA 2000

E.2.1 La gestion forestière

Il est rappelé l'importance de respecter les prescriptions des plans de gestion forestière, les dispositions des Schémas Cynégétiques Départementaux et les plans de chasse.

En terme de gestion forestière, la charte prévoit 4 engagements.

ENGAGEMENT 1 :

Favoriser les essences locales dans les forêts et les ripisylves et diminuer la part des essences exotiques

- Habitats concernés : **habitats forestiers, ripisylves**
- Dans les forêts et les ripisylves, ne pas planter, ni semer d'espèces forestières allochtones et faire baisser le taux d'essences exotiques (cf. liste en annexe) avec l'objectif d'atteindre à long terme, un pourcentage inférieur à 5 %.

Contrôle :

- En forêt publique : contrôle sur document d'aménagement révisé après le classement en site Natura 2000. Un tableau, fournissant l'évolution des surfaces occupées par des essences exotiques sur la partie de forêt classée en site Natura 2000 devra figurer dans le nouvel aménagement.
- En forêt privée : contrôle sur place de l'absence d'introduction d'essence exotique.

ENGAGEMENT 2 :

Limiter la surface des coupes rases

- Habitats concernés : **habitats forestiers**
- Dans les habitats forestiers non artificialisés, ne pas faire de coupes rases ou définitives de plus de 0,5 ha d'un seul tenant. Cette coupe doit être séparée par des peuplements au stade perchis minimum, sur au moins 25 mètres entourant la coupe (une hauteur de peuplement).
- Ne pas effectuer de coupe rase le long des cours d'eau.

Cas dérogatoires :

- coupes rases par bouquet visant à améliorer la structure d'une ripisylve (coupes pour permettre l'installation d'essences appropriées le long des cours d'eau et fossés ou pour apporter une hétérogénéité en matière de structure du peuplement de la ripisylve notamment) qui sont ponctuelles et concernent un linéaire inférieur à 50 m, deux coupes devant elles-même être distantes de 50m au moins
- coupes rendues nécessaires dans le cadre d'interventions sanitaires sur décision de l'autorité administrative compétente
- en forêt publique : coupes de régénération réalisées dans le cadre des évolutions sylvicoles (surface de régénération élargie, récolte étalée, conservation de sur-réserves > 6 m² de surface terrière en forêt feuillue et > 5 m² en forêt résineuse).

Contrôle : Vérification sur place de la surface des coupes et de leur espacement.

ENGAGEMENT 3 :

Minimiser les impacts des travaux d'exploitation forestière dans les zones humides, sur les cours d'eau et dans les milieux ouverts

- Habitats concernés : **habitats forestiers, habitats aquatiques, habitats ouverts**
- Ne pas entreposer les branches et déchets d'exploitation de coupes de bois (rémanents) dans les cours d'eau, mares, dépressions humides et dans les prairies et pelouses intra-forestières ou en lisière (sauf dépose nécessaires au traitement sylvicole des lisières permettant d'assurer la structuration de la strate arbustive).
- Ne pas circuler avec des engins d'exploitation dans les cours d'eau, fossés et zones humides, sauf recours à des dispositifs appropriés. En cas de nécessité de franchissement de cours d'eau et de zones humides hors équipement existant, il conviendra de prévoir l'installation de dispositifs amovibles adaptés (pontons provisoires) en prenant préalablement l'attache de l'autorité compétente en matière de police de l'eau
- Ne pas stocker de bois (grumes et branchages) dans le lit mineur et sur la berge immédiate des cours d'eau et des fossés (obligation légale).

***Remarque** : dans le cas des fossés bordiers des routes forestières, un stockage des bois perpendiculairement au fossé est toléré afin d'éviter la multiplication des places de dépôt.*

Contrôle :

- *Vérification sur place : absence de déchets d'exploitation ou de trace de sortie de bois dans l'un de ces habitats naturels, absence de stockage de bois dans le lit mineur des cours d'eau et sur leurs berges immédiates, ainsi que dans les fossés.*
- ***Pour la forêt publique** : le service de contrôle pourra demander au préalable les fiches de chantier d'exploitation et les actes de vente de bois localisant les lots de vente de bois.*

ENGAGEMENT 4 :

Interdiction de l'emploi de produits phytocides

- Habitats concernés : **habitats forestiers**
- Interdiction de l'emploi des produits chimiques phytocides en forêt.

Contrôle : *contenu des fiches « chantiers » de l'année en cours et de l'année précédant le contrôle ainsi qu'éventuellement sur les factures afférentes aux travaux.*

E.2.2 La gestion des milieux ouverts

On distingue deux cadres d'intervention pour les milieux ouverts :

- les prairies humides et les pelouses sèches de fauche entretenues dans un cadre agricole avec un objectif de valorisation économique ;
- les prairies humides et les pelouses sèches entretenues dans un cadre conservatoire avec un objectif écologique ;

En terme de gestion des milieux ouverts, la charte prévoit 4 engagements.

ENGAGEMENT n°5 :
Maintenir et entretenir les éléments paysagers existants :
bosquets, haies, arbres isolés, ripisylves, talus

Remarque : engagement prévu par le règlement de l'APB « cours inférieur de la Lauter ».

- Maintenir et entretenir les haies, les bosquets, les arbres isolés, les ripisylves ou les talus existants sur les parcelles concernées. Les arbres morts sur pied, dans une haie ou un bosquet, doivent également être maintenus en place, excepté le long des sentiers de randonnée.

NB : Cet engagement ne porte pas sur des travaux de réouverture des milieux entrepris spécifiquement pour l'amélioration de l'état de conservation d'habitats naturels ou d'habitats d'espèces.

Contrôle :

- *Contrôle sur place de l'absence d'éléments de destruction.*
- *En espace agricole, le contrôle pourra être effectué à partir à partir de la photographie aérienne figurant dans le dossier de la déclaration PAC de l'année de la signature de la Charte, modifié le cas échéant, de la main du déclarant, pour tenir compte de l'état des lieux au moment de la signature.*

ENGAGEMENT n°6 :
Maintenir les prairies permanentes existantes

- maintenir les prairies permanentes existantes.

NB : Cet engagement ne porte pas sur la disparition de prairies qui serait due à l'abandon de gestion agricole.

Contrôle :

- *Contrôle sur place du maintien des prairies.*
- *En espace agricole, le contrôle pourra être effectué à partir à partir de la photographie aérienne figurant dans le dossier de la déclaration PAC de l'année de la signature de la Charte, modifié le cas échéant, de la main du déclarant, pour tenir compte de l'état des lieux au moment de la signature.*

ENGAGEMENT n°7 :
Maintenir les caractéristiques et la micro topographie des prairies humides

- Voir l'engagement 10 concernant les milieux aquatiques

ENGAGEMENT n°8:

Limiter l'utilisation des produits chimiques phytocides ou fertilisants pouvant entraîner des dégradations des habitats

Remarque : engagement prévu par le règlement de l'APB « Marais d'Altenstadt – zone centrale » et réglementé par l'APB « cours inférieur de la Lauter »

- Habitats concernés : **habitats ouverts et aquatiques**
- Ne pas utiliser de traitement chimique phytocide ou fertilisant sur les prairies, le long des berges des cours d'eau et fossés et autour des mares, étangs et bras morts.

Contrôle : *Vérification sur place de l'absence totale de traitement chimique (herbacées jaunies en période de végétation) sur les prairies et sur une bande de 10 mètres le long des berges des cours d'eau et autour des mares, étangs et bras morts.*

E.2.3 La gestion des milieux aquatiques

Il est rappelé que les dispositions de la loi sur l'eau doivent être respectées.

En terme de gestion des milieux aquatiques, la charte prévoit 4 engagements.

ENGAGEMENT n°9 :

Préserver la qualité de l'eau en maintenant des zones tampons

- Maintenir une bande de 10 mètres sans traitements chimiques, phytocides ou fertilisants sur les berges des cours d'eau et fossés et autour des mares, et zones humides.

Contrôle : *Contrôle sur place du maintien de la bande*

ENGAGEMENT n°10 :

Mettre en œuvre une gestion respectueuse des cours d'eau et des zones humides

- Habitats concernés : **cours d'eau et fossés, mares, zones humides, habitats forestiers**
- Ne pas réaliser de travaux dans le lit mineur des cours d'eau et fossés, hors contrats Natura 2000 ou Déclaration d'Intérêt Général.
- Ne pas effectuer de nivellement, remblais, dépose de matériel, affouillement de sol et empiérement en zone humide ou à moins de 20 m des berges des cours d'eau.
- Ne pas effectuer de nouveau drainage.
- Ne pas autoriser l'agrainage dans les zones humides
- L'entretien des machines (vidanges, plein de carburant) doit se faire hors zones humides.

Contrôle :

- *Vérification sur place de l'absence de travaux dans le lit mineur, hors contrats Natura 2000 ou DIG.*
- *Vérification sur place de l'absence de remblais, dépose de matériel, affouillement de sol et empiérement en zone humide ou à moins de 20 m des berges des cours d'eau.*
- *Vérification que l'entretien des machines n'est pas effectué dans les zones humides.*

ENGAGEMENT n°11 :

Maintenir les végétations palustres autour des plans d'eau, sur les berges des cours d'eau et à proximité des zones humides (mares, marais)

- Maintenir les formations végétales non cultivées existantes le long des berges des cours d'eau, telles qu'identifiées par un état des lieux à la signature de l'engagement,

Ne pas faucher les roselières et les mégaphorbiaies riveraines des cours d'eau, mares, marais et bras morts entre le 1er mars et le 30 septembre, quelle que soit leur largeur.

NB : La lutte contre les espèces exogènes invasives est autorisée.

Sont considérées comme espèces invasives : la Renouée du Japon (Reynoutria japonica), la Balsamine de l'Himalaya (Impatiens glandulifera), le Solidage géant (Solidago gigantea), le Solidage du Canada (Solidago canadensis), le Robinier faux-acacia (Robinia pseudoacacia), le Buddléia de David ou Arbre à papillons (Buddleja davidii), l'Ailanthé (Ailanthus altissima), le Raisin d'Amérique (Phytolacca americana) (cette liste n'est pas exhaustive : pour tout projet de lutte contre une autre plante, se renseigner auprès de la DDAF).

Ne sont pas considérées comme des plantes invasives, des plantes indigènes telles que les ronces et les orties.


Contrôle : *Contrôle sur place de l'absence totale de retournement et de toute autre destruction et de l'absence fauche avant le 30 septembre*

ENGAGEMENT n°12 :
**Limiter les dérangements pour la faune lors de la réalisation
de travaux dans les cours d'eau et les zones humides**

- Respecter le calendrier ci-dessous pour la réalisation de travaux d'entretien ou de restauration des cours d'eau et des zones humides

Localisation des travaux	Groupe faunistique	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juill.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Berges, roselières	Amphibiens												
	Oiseaux												
	Insectes												
Cours d'eau	Mammifères												
	Poissons												

 Préconisée

 Possible mais déconseillée

 Interdit

Contrôle : Vérification de la date de réalisation des travaux.

E.2.4 Les activités de sports et de loisirs

La fréquentation touristique dans les espaces naturels du site peut avoir **trois types d'impacts** :

- Les atteintes sur la faune : dérangements, modifications des comportements, impacts induits dans les milieux forestiers (localement, dégâts accrus en forêt dus au cantonnement du gibier).
- Les atteintes sur la flore : des cueillettes excessives ou des piétinements importants entraînent un appauvrissement de la végétation voire la disparition de certaines espèces remarquables.
- Les atteintes physiques : dégradation et érosion des sols, ravinements.

En terme d'activités de sports et de loisirs, la charte prévoit un engagement portant sur l'ensemble des milieux :

ENGAGEMENT n° 13 :
Information et concertation relatives aux projets de loisirs

- Le signataire de la Charte s'engage à informer le service instructeur ainsi que l'animateur du site de tout projet de loisir dont il a connaissance (installation d'aménagements de toute nature ; pratique d'une activité) concernant les parcelles contractualisées.
- Lorsqu'il est sollicité pour l'installation d'aménagements légers ou l'organisation ponctuelle d'une activité susceptible de générer des perturbations des habitats et des espèces sur ses parcelles contractualisées, le propriétaire signataire de la Charte s'engage à ne donner son accord au porteur du projet que s'il a obtenu un accord de principe de la part de l'animateur, qui le cas échéant, sollicitera l'avis du COPIL.

NB : ces démarches se conçoivent indépendamment de la validation des installations de loisirs et / ou de sports par la Commission Départementale des Espaces, Sites et Itinéraires (CDESI).

Contrôle : Contrôle sur place de l'information préalable auprès de l'animateur et/ ou, le cas échéant, de l'obtention de l'accord du Président du COPIL.

ANNEXE A LA CHARTE :

Liste des essences allochtones indésirables évoquées dans les engagements n°1 et n°2

- *Acer negundo* - Erable negundo
- *Aesculus hippocatanum* - Marronnier d'Inde
- *Ailanthus altissima* - Ailanthé
- *Alnus cordata* - Aulne de corse (à feuille en cœur)
- *Caryas*
- *Fraxinus americana* - Frêne d'Amérique
- *Fraxinus pennsylvanica* - Frêne de Pennsylvanie
- *Juglans nigra* - Noyer noir d'Amérique
- *Juglans nigra* x *Juglans regia* ainsi que et tous les noyers hybrides
- *Liriodendron tulipifera* – Tulipier de Virginie
- *Ulmus minor* x *Ulmus* sp. - Ormes hybrides (orme champêtre x ormes américains ou asiatiques)
- *Platanus hybrida* - Platane
- *Populus deltoides* - Peuplier noir d'Amérique
- *Populus trichocarpa* – Peuplier baumier
- Peupliers de culture issus d'hybridation ou de modification génétique (OGM) dont *Populus* x *canadensis*
- Peupliers hybrides euraméricain ; *Populus* « interaméricain » (*P. trichocarpa* x *P. deltoides*)
- *Prunus serotina* – Cerisier tardif
- *Quercus palustris* – Chêne des marais
- *Quercus rubra* – Chêne rouge d'Amérique
- *Robinia pseudacacia* - Robinier faux-acacia
- Tous les gymnospermes dont résineux et conifères, sauf le Pin sylvestre (*Pinus sylvestris*) lorsqu'il est localisé en dehors des habitats d'intérêt communautaire, c'est-à-dire dans les zones « HDH »
- Tous les cultivars et croisement anthropique d'arbres « autochtones »
- Tous les cultivars issus d'une modification génétique (OGM)

F LES CONTRATS ET LEURS CAHIERS DES CHARGES

F.1 LES CONDITIONS GENERALES APPLICABLES AUX CONTRATS NATURA 2000

Le contrat Natura 2000 est un outil qui permet de rémunérer la mise en œuvre de certaines mesures prévues dans le document d'objectifs.

F.1.1 L'objectif général

Le contrat Natura 2000 peut être conclu entre l'Etat et tout propriétaire titulaire de droits réels et personnels³ (art. L.414-3 I. du code de l'environnement) portant sur des parcelles incluses dans le site Natura 2000.

Il porte sur des engagements qui visent à assurer le maintien, ou le cas échéant, le rétablissement dans un état de conservation favorable des habitats naturels, des espèces et des habitats d'espèces d'intérêt communautaire qui ont justifié la désignation du site.

Les engagements contenus dans le contrat Natura 2000 doivent être conformes aux orientations de gestion et de conservation définies dans le DOCOB et par là même aux cahiers des charges contenus dans le DOCOB en application des dispositions de l'article R.414-9 du code de l'environnement.

L'aide versée dans le cadre du contrat ne constitue en aucun cas la contrepartie d'une contrainte imposée mais est la contrepartie d'engagements volontaires assumés par le titulaire de droits réels et personnels.

Il existe 3 familles de contrats :

- Les contrats agricoles : Mesures Agro-Environnementales Territorialisées
- Les contrats forestiers : concernent les milieux forestiers
- Les contrats ni-agricoles ni forestiers : concernent les autres milieux

F.1.2 Le financement des contrats Natura 2000

Les contrats Natura 2000 bénéficient de financements nationaux (Etat, établissements publics, collectivités) et également communautaires (FEADER).

Au titre des financements de l'Etat, les contrats agricoles bénéficient des financements du ministère chargé de l'agriculture et de la pêche (MAP).

Les financements du MEEDDAT sont réservés aux contrats Natura 2000 forestiers ou ni agricoles, ni forestiers.

F.1.3 Les conditions générales

Ces conditions s'appliquent à tous contrats Natura 2000 qu'ils soient forestiers ou non.

- Pour contractualiser une mesure, la parcelle cadastrale doit vérifier l'ensemble des critères d'éligibilité de la mesure définis dans les arrêtés préfectoraux relatifs aux contrats Natura 2000. Des critères complémentaires peuvent toutefois être précisés dans les mesures retenues sur le site de la Lauter (voir cahiers des charges type)
- La mise en œuvre des mesures de gestion, de même que l'engagement sur les « bonnes pratiques » s'applique sur la durée du contrat Natura 2000 fixée à 5 ans, sauf dans le cas

³ Propriétaires, nu-propriétaires, usufruitiers ou titulaires d'un bail emphytéotique, personne physique ou morale disposant d'un mandat la qualifiant pour mener à bien les opérations et pour prendre les engagements liés au bénéfice de l'aide sur la durée de l'engagement mentionnée dans le contrat : convention de gestion, bail de chasse, concession...

de la mesure forestière concernant la création d'îlots de sénescence (mesure F22712) pour laquelle cette durée est de 30 ans.

- Concernant les mesures rémunérées, les propositions d'identification, de localisation et de définition des actions sont réalisées par le bénéficiaire en lien avec l'animateur du site. La Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt, service instructeur, juge de la conformité et de la cohérence des mesures proposées.
- Tout bénéficiaire devra respecter l'ensemble des engagements figurant dans le contrat.

F.1.4 Données indicatives des cahiers des charges

Dans les cahiers de charges suivants, les informations liées aux dispositifs financiers identifiés (mesure du PDRH par exemple) , aux dispositions financières et aux contrôles sont données à titre purement indicatif.

Excepté en matière de contrats agricoles , la liste des actions éligibles n'est pas indicative mais elle n'est pas non plus exhaustive : si le dispositif financier permet de financer davantage de travaux en lien avec l'action, et sous réserve que ces travaux ne remettent pas en cause les enjeux et objectifs de l'action ni ne soient susceptibles de porter atteinte aux milieux et aux espèces du site.

Pour ce qui concerne les contrats agricoles, le PAE peut définir de manière plus précise les actions éligibles ; quoi qu'il en soit, le PAE ne peut pas modifier les dispositions des cahiers de charges qui suivent sauf lorsque cela conduit à avoir un niveau d'exigence comparable ou plus contraignant.

F.2 CAHIERS DES CHARGES DES CONTRATS NATURA 2000 FORESTIERS

Mesure : L_MRF1		Dispositif favorisant le développement de bois sénescents : création d'îlots de vieillissement et/ou de sénescence
PDRH	MEEDDAT	
227	F22712	
Enjeux : Favoriser l'expression de la biodiversité forestière et la naturalité des habitats forestiers		
Objectifs visés : Accroître le caractère naturel et la diversité structurale des habitats forestiers Améliorer les habitats en faveur des espèces d'intérêt communautaire présentes sur le site.		
Principaux habitats d'intérêt communautaire concernés : 91E0 : Forêts alluviales à aulnes et à frênes 9130 : Hêtraie – chênaie – charmaie 9160 : Chênaies pédonculées – charmaies – frênaies 91F0 : Ormaie frênaie alluviale 9190 : Chênaie pédonculée à Molinie		
Principales espèces d'intérêt communautaire concernées : 1083 : Lucane cerf-volant (<i>Lucanus cervus</i>) 1323 : Vespertillon de Bechstein (<i>Myotis bechsteinii</i>) 1308 : Barbastelle d'Europe (<i>Barbastella barbastellus</i>) 1324 : Grand Murin (<i>Myotis myotis</i>) 1321 : Murin à oreilles échancrées (<i>Myotis emarginatus</i>) 1381 : Dicrane vert (<i>Dicranum viride</i>)		
Périmètre d'application : Tous les habitats forestiers d'intérêt communautaire, ne se trouvant pas, par une décision de gestion (document d'aménagement) ou statut réglementaire, en situation d'absence de sylviculture.		
Autres bénéfices écologiques : Le développement de très gros bois profite à la biodiversité forestière en général : développement des écorces, niches écologiques propices aux espèces cavernicoles (chauves-souris, oiseaux, insectes...), augmentation des quantités de bois morts debout et au sol. Les stades de sénescence profitent à la biodiversité forestière en général : développement d'espèces et de microorganismes inféodés aux bois morts, retour au sol des minéraux et composés azotés (engrais naturel).		
Actions éligibles (engagements rémunérés) : <u>Îlots</u> : absence d'intervention sylvicole sur une surface minimale de 0,5 ha pendant une durée de 30 ans, dans des peuplements adultes qui présentent les particularités suivantes : présence d'au moins 5 arbres de plus de 50 cm de diamètre à 1,30 m du sol par hectare d'îlot, et, dans la mesure du possible, présence de houppiers de forte dimension et des signes de sénescence (fissures, branches mortes, cavités). <u>Arbres isolés</u> : maintien de gros arbres dans les conditions fixées par arrêté préfectoral.		
Bonnes pratiques associées à l'action (engagements non rémunérés) : Marquage à la peinture ou à la griffe à environ 1,30 m du sol (triangle bleu si peinture) pointe vers le bas du contour des îlots ou des arbres isolés et entretien du marquage sur la durée d'engagement. Enregistrement des emplacements (éventuellement par géolocalisation). En plus des arbres sélectionnés comme sénescents le bénéficiaire s'engage à maintenir au moins 1 arbre mort et 2 arbres à cavité dans les zones distantes de moins de 40 m des voies et sites fréquentés par le public. Ces arbres ne seront pas géolocalisés. Respect des engagements en milieux forestiers de la charte Natura 2000 sur les parcelles concernées.		
Dispositions financières : Les aides correspondent à l'indemnisation de la perte de revenu liée à la non intervention pendant 30 ans, suivant les modalités de l'arrêté préfectoral en vigueur.		
Contrôles : Contrôle sur place : présence des arbres isolés ou des îlots conformément au contrat, présence du marquage, absence d'intervention sylvicole dans les îlots, pendant 30 ans.		

Mesure : L_MRF2		Mise en œuvre de régénérations dirigées en faveur des essences autochtones caractéristiques des habitats
PDRH	MEEDDAT	
227	F22703 F22708 F22710 F22711 F22715	
Enjeux : Favoriser l'expression de la biodiversité forestière et la naturalité des habitats forestiers		
Objectifs visés : Restaurer l'état de conservation des habitats forestiers d'intérêt communautaire et particulièrement de l'aulnaie frênaie alluviale (habitat prioritaire). Atteindre une composition dendrologique spécifique des habitats (essences caractéristiques, essences secondaires présentes, essences autochtones).		
Principaux habitats d'intérêt communautaire concernés : 91E0 : Forêts alluviales à aulnes et à frênes 9130 : Hêtraie – chênaie – charmaie 9160 : Chênaies pédonculées – charmaies – frênaies 91F0 : Ormaie frênaie alluviale 9190 : Chênaie pédonculée à Molinie		
Principales espèces d'intérêt communautaire concernées : 1083 : Lucane cerf-volant (<i>Lucanus cervus</i>) 1381 : Dicrane vert (<i>Dicranum viride</i>)		
Périmètre d'application : Tous les habitats forestiers d'intérêt communautaire avec une priorité à l'habitat prioritaire 91E0. Restauration d'habitats dont l'état de conservation est mauvais (T) ou très mauvais (TT) uniquement.		
Autres bénéfices écologiques : L'enrichissement en essences autochtones est favorable à la biodiversité forestière et offre à moyen terme, une meilleure capacité d'accueil pour la faune.		
Actions éligibles (engagements rémunérés) : Etudes et frais d'expert Toute opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur Elimination d'essences indésirable par : broyage mécanique des régénérations et taillis de faible diamètre, arrachage manuel (cas de densités faibles à moyennes), coupe manuelle des arbustes ou arbres de petit à moyen diamètre, coupe des grands arbres et des semenciers, enlèvement et transfert des produits de coupe (le procédé de débardage sera choisi pour être le moins perturbant possible pour les espèces et habitats visés par le contrat), dévitalisation par annellation... Favoriser la régénération naturelle par : travail du sol (crochetage), dégagement de tâches de semis acquis, lutte contre les espèces (herbacée ou arbustive) concurrentes, mise en défens de régénération acquise (protection individuelle ou clôture), rebouchage des trous suite à la dépose des poteaux de clôture, ... Plantations (possible qu'en l'absence de conditions favorables à l'émergence d'un semis ; moins de 800 tiges autochtones par ha ou moins de 30%) : travaux de plantations ou d'enrichissements en essences autochtones locales, transplantation de semis (en cas de difficulté à obtenir des individus en pépinière),...		
Bonnes pratiques associées à l'action (engagements non rémunérés) : Respect des engagements de la charte Natura 2000 sur les parcelles concernées. Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cas des travaux en régie).		
Dispositions financières : L'aide est attribuée sous la forme d'une subvention d'un montant correspondant au devis estimatif des travaux et plafonnée selon les dispositions de l'arrêté régional relatif aux contrats Natura 2000 forestiers.		
Contrôles : <ul style="list-style-type: none">- Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux en régie),- Etat initial et post-travaux des surfaces (photographies, orthophotos, ...),- Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec les travaux réalisés,- Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente		

Mesure : L_MRF3		Réduction de l'impact des dessertes forestières en forêt alluviale, par la mise en place d'ouvrages de franchissement temporaires ou par la recherche de solutions alternatives de débardage
PDRH	MEEDDAT	
227	F22709	
Enjeux : Préserver la biodiversité forestière tout en permettant le maintien de l'activité économique		
Objectifs visés : Préserver l'état de conservation des habitats forestiers d'intérêt communautaire et particulièrement de l'aulnaie-frênaie alluviale (habitat prioritaire), lors de l'exploitation forestière, en mettant en place un dispositif de desserte respectueux des sols et des habitats de zones humides.		
Principaux habitats d'intérêt communautaire concernés : 91E0 : Forêts alluviales à aulnes et à frênes		
Principales espèces d'intérêt communautaire concernées :		
Périmètre d'application : Les secteurs forestiers concernés par les habitats les plus humides à savoir l'aulnaie frênaie alluviale.		
Autres bénéfices écologiques : Le caractère temporaire des ouvrages préconisés permet d'éviter leur utilisation ultérieure à des fins autres que l'exploitation forestière. Cela permet notamment d'éviter la fréquentation de ces zones vulnérables par des véhicules motorisés type 4x4 ou quad.		
Actions éligibles (engagements rémunérés) : <ul style="list-style-type: none">- Allongement de parcours normaux d'une voirie existante,- Mise en place d'obstacles appropriés pour limiter la fréquentation (pose de barrière, de grumes, plantation d'épineux autochtones...),- Mise en place de dispositifs anti-érosifs,- Changement de substrat,- Mise en place d'ouvrages temporaires de franchissement (gué de rondins, busage temporaire, poutrelles démontables...),- Méthodes alternatives de débardage qui pourraient également être utilement employées dans le cadre d'un contrat Natura 2000 dans ces zones particulièrement vulnérables (débardage à cheval, débardage par câble)- Etudes et frais d'expert- Toute opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur		
Bonnes pratiques associées à l'action (engagements non rémunérés) : Respect des engagements de la charte Natura 2000 sur les parcelles concernées. Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cas des travaux en régie).		
Dispositions financières : L'aide est attribuée sous la forme d'une subvention d'un montant correspondant au devis estimatif des travaux et plafonnée selon les dispositions de l'arrêté régional relatif aux contrats Natura 2000 forestiers. Le recours à des techniques de débardage alternatif dans le cadre d'un contrat Natura 2000 est soumis à des conditions d'aide définies par l'arrêté régional relatif aux contrats Natura 2000 forestiers.		
Contrôles : <ul style="list-style-type: none">- Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire),- Etat initial et post-travaux des surfaces (photographies, orthophotos, ...),- Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec les travaux réalisés,- Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente		

F.3 CAHIERS DES CHARGES DES CONTRATS NATURA 2000 CONCERNANT LES HABITATS OUVERTS

Remarque préalable :

Les contrats qui concernent des parcelles à vocation agricole devront prendre la forme de MAEt (Mesures agro-environnementales territorialisées) et nécessitent donc au préalable l'établissement et la programmation d'un projet agro-environnemental (PAE). Ce PAE peut être porté par l'animateur du site Natura 2000 lui-même, ou par un autre organisme en liaison étroite avec l'animateur du site.

Les codes des engagements unitaires qui devront être mobilisés sont donnés ci-dessous à titre indicatif.

Mesure : L_MRO1		Gestion par une fauche d'entretien des milieux ouverts à vocation conservatoire
PDRH	MEEDDAT	
323B	A32304R	
Enjeux : Préserver la biodiversité des habitats de milieux ouverts, très minoritaires en surface sur le site. Préserver les espèces d'intérêt communautaire vivant sur ces habitats.		
Objectifs visés : Préserver l'état de conservation des habitats ouverts d'intérêt communautaire en tenant compte également des exigences des papillons d'intérêt communautaire présents sur le site. Conserver, voire améliorer l'état de conservation des papillons d'intérêt communautaire.		
Principaux habitats d'intérêt communautaire concernés : <div>6210 : pelouses sèches6510 : prairies de fauche à fromental</div> <div>6230 : pelouses sèches siliceuses6430 : mégaphorbiaies hygrophiles</div> <div>6410 : prairies à Molinie</div>		
Principales espèces d'intérêt communautaire concernées : <div>1059 : Azuré de la Sanguisorbe (Maculinea teleius)1061 : Azuré des paluds (Maculinea nausithous)</div> <div>1060 : Cuivré des marais (Lycaena dispar)1065 : Damier de la Succise (Eurodryas aurinia)</div>		
Périmètre d'application : Les milieux ouverts (pelouses et prairies) n'ayant pas une vocation agricole.		
Autres bénéfices écologiques : Meilleure expression de la biodiversité floristique et faunistique liée à ces habitats. Sauvegarde d'espèces patrimoniales. Améliorer la qualité des milieux ouverts servant de sites de nourrissage potentiels pour de nombreuses espèces de Chiroptères et d'Oiseaux.		
Actions éligibles (engagements rémunérés) : <div>- Fauche manuelle ou mécanique dans les conditions suivantes :</div>		
Habitat	Sans enjeu papillon*	Avec enjeu papillon*
6210	Une fauche annuelle après le 30/09. Maintien d'une ou plusieurs zones non fauchées d'une année sur l'autre (10 à 33 % de la surface contractualisée).	
6230	Une fauche annuelle après le 30/09, sauf sur une bande de 5 m de large le long de la piste de course de l'hippodrome.	
6410	Une fauche annuelle après le 30/09 ou après le 15/07 si valorisation des produits de fauche. Maintien d'une ou plusieurs zones non fauchées d'une année sur l'autre (10 à 33 % de la surface contractualisée).	1 fauche après le 15/09 ou le 30/09. Maintien d'une ou plusieurs zones non fauchées d'une année sur l'autre (10 à 33 % de la surface contractualisée)
6510	Fauche après le 30/06, avec maintien de minimum 10% de la superficie non fauchée d'une année sur l'autre (en rotation annuelle)	1 fauche après le 15/09 ou absence d'intervention entre le 20/06 et le 31/08. Maintien d'une ou plusieurs zones non fauchées d'une année sur l'autre (10 à 33 % de la surface contractualisée)

Mesure : L_MRO1		Gestion par une fauche d'entretien des milieux ouverts à vocation conservatoire
PDRH	MEEDDAT	
323B	A32304R	
6430	1 fauche annuelle partielle (20 à 33% de la surface par an) après le 30/09	1 fauche annuelle partielle (20 à 33% de la surface par an) après le 30/09
<p><i>*Le zonage des enjeux papillons sera réalisé en 2009 dans le cadre du programme LIFE Lauter.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Exportation de la matière - Frais de mise en décharge - Absence de fertilisation minérale et organique - Absence de pâturage - Etudes et frais d'expert - Toute opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur 		
<p>Bonnes pratiques associées à l'action (engagements non rémunérés) :</p> <p>Absence de travail du sol.</p> <p>Absence de semis ou sursemis (excepté dans le contexte d'une restauration de milieu ouvert, effectuée dans le cadre d'un contrat Natura 2000)</p> <p>Absence de traitement phytosanitaire.</p> <p>Respect des engagements de la charte Natura 2000 sur les parcelles concernées.</p> <p>Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cas des travaux en régie).</p>		
<p>Dispositions financières :</p> <p>L'aide est attribuée sous la forme d'une subvention d'un montant correspondant au devis estimatif des travaux.</p>		
<p>Contrôles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés en régie) - Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec l'état des surfaces - Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente 		

Mesure : L_MRO2		Gestion par une fauche d'entretien des milieux ouverts à vocation agricole
PDRH	MAP	
214i	MAEt	
Enjeux : Préserver la biodiversité des habitats de milieux ouverts, très minoritaires en surface sur le site Natura 2000 de la Lauter. Préserver les espèces d'intérêt communautaire vivant sur ces habitats. Maintenir l'activité économique agricole.		
Objectifs visés : Préserver l'état de conservation des habitats ouverts d'intérêt communautaire en tenant compte également des exigences des papillons d'intérêt communautaire présents sur le site. Conserver, voire améliorer l'état de conservation des papillons d'intérêt communautaire. Assurer la compatibilité entre les objectifs écologiques et l'activité économique agricole.		
Principaux habitats d'intérêt communautaire concernés : <div>6210 : pelouses sèches 6230 : pelouses sèches siliceuses 6410 : prairies à Molinie</div> <div>6510 : prairies de fauche à fromental 6430 : mégaphorbiaies hygrophiles</div>		
Principales espèces d'intérêt communautaire concernées : <div>1059 : Azuré de la Sanguisorbe (Maculinea teleius) 1060 : Cuivré des marais (Lycaena dispar)</div> <div>1061 : Azuré des paluds (Maculinea nausithous) 1065 : Damier de la Succise (Eurodryas aurinia)</div>		
Périmètre d'application : Les milieux ouverts (pelouses et prairies) ayant une vocation agricole.		
Autres bénéfices écologiques : Meilleure expression de la biodiversité floristique et faunistique liée à ces habitats. Sauvegarde d'espèces patrimoniales.		
Actions éligibles (engagements rémunérés) : <div>- Fauche manuelle ou mécanique avec exportation de la matière (voir ci-dessous) : [Code MAET : HERBE_06]</div>		
Habitat	Sans enjeu papillon*	Avec enjeu papillon*
6210	1 fauche annuelle après le 30/06.	
6410	Fauche retardée (après le 30/06 ou après le 30/08).	Fauche retardée au 15/09 ou absence d'intervention entre le 20/06 et le 31/08. Maintien d'une ou plusieurs zones non fauchées d'une année sur l'autre (5 % de la surface contractualisée).
6510	Fauche après le 15/06.	1 fauche après le 15/09 ou absence d'intervention entre le 20/06 et le 31/08. Maintien d'une ou plusieurs zones non fauchées d'une année sur l'autre (5% de la surface contractualisée).
6430	1 fauche annuelle partielle (20 à 33% de la surface par an) après le 15/09.	1 fauche annuelle partielle (20 à 33% de la surface par an) après le 15/09.
<i>*Le zonage des enjeux papillons sera réalisé en 2009 dans le cadre du programme LIFE Lauter.</i>		
<div>- Limitation de la fertilisation minérale et organique à 30 unités d'azote pour le 6510 [Code MAET : HERBE_02]</div> <div>- Absence de fertilisation minérale et organique pour les autres habitats [Code MAET : HERBE_03]</div> <div>- Limitation du pâturage à 1,4 UGB pour le 6510 [Code MAET : HERBE_04]</div> <div>- Absence de pâturage pour les autres habitats [Code MAET : HERBE_04]</div> <div>- Enregistrement des interventions mécaniques [Code MAET : HERBE_01]</div>		
Bonnes pratiques associées à l'action (engagements non rémunérés) : Absence de travail du sol. Absence de semis ou sursemis (excepté dans le contexte d'une restauration de milieu ouvert, effectuée		

Mesure : L_MRO2		Gestion par une fauche d'entretien des milieux ouverts à vocation agricole
PDRH	MAP	
214i	MAEt	
dans le cadre d'un contrat Natura 2000) Absence de traitement phytosanitaire. Respect des engagements de la charte Natura 2000 sur les parcelles concernées.		
Dispositions financières : Le projet agro-environnemental permettra de préciser les mesures qui pourront être contractualisées. L'aide sera calculée en additionnant les montants prévus pour chaque engagement unitaire constitutif de la mesure souscrite.		
Contrôles : Seront précisés pour chaque mesure construite dans le projet agro-environnemental.		

Mesure : L_MRO3		Restauration d'habitats de milieux ouverts : prairies humides
PDRH	MEEDDAT	
323B	A32305R	
Enjeux : Reconquête de la biodiversité des milieux ouverts menacés par l'enfrichement lié à l'abandon de gestion		
Objectifs visés : Rouvrir des habitats envahis par des herbacées exotiques telles que le solidage géant, mais aussi par les ligneux.		
Principaux habitats d'intérêt communautaire concernés : 6410 : prairies à Molinie 6510 : prairies de fauche à fromental		
Principales espèces d'intérêt communautaire concernées : 1059 : Azuré de la Sanguisorbe (Maculinea teleius) 1061 : Azuré des paluds (Maculinea nausithous) 1060 : Cuivré des marais (Lycaena dispar)		
Périmètre d'application : Les prairies humides envahies par les herbacées exotiques envahissantes telles que Solidage géant (marais d'Altenstadt notamment) et/ou par les ligneux.		
Autres bénéfices écologiques : Meilleure expression de la biodiversité floristique et faunistique liée à ces habitats. Sauvegarde d'espèces patrimoniales.		
Actions éligibles (engagements rémunérés) : <ul style="list-style-type: none">- Arrachage manuel ou fauche répétée en période de floraison, des espèces herbacées indésirables, avec exportation des produits- Tronçonnage et bûcheronnage légers- Enlèvement des souches et grumes hors de la parcelle (le procédé de débardage sera choisi pour être le moins perturbant possible pour les espèces et habitats visés par le contrat)- Lutte contre les accrus forestiers, suppression des rejets ligneux- Débroussaillage, gyrobroyage, fauche avec exportation des produits de la coupe- Broyage au sol et nettoyage du sol, exportation des produits- Arrasage des tourradons- Frais de mise en décharge- Etudes et frais d'expert- Toute opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur		
Bonnes pratiques associées à l'action (engagements non rémunérés) : Respecter une période d'intervention comprise entre début octobre et fin février afin de préserver la tranquillité de la faune pendant les périodes de reproduction. Respect des engagements de la charte Natura 2000 sur les parcelles concernées. Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cas des travaux en régie).		
Dispositions financières : L'aide est attribuée sous la forme d'une subvention d'un montant correspondant au devis estimatif des travaux.		
Contrôles : <ul style="list-style-type: none">- Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés en régie)- Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec l'état des surfaces- Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente		

F.4 CAHIERS DES CHARGES DES CONTRATS NATURA 2000 CONCERNANT LES HABITATS AQUATIQUES

Mesure : L_MRA1		Restauration et entretien des ripisylves et de la végétation des berges
PDRH	MEEDDAT	
227	F22706 F22708 F22711 F22715	
332B	A32311P A32311R A32310R A32320P-R	
Enjeux : Biodiversité et fonctionnalité des habitats aquatiques et des habitats forestiers alluviaux.		
Objectifs visés : Conserver et améliorer la fonctionnalité, la qualité physique et la continuité des milieux aquatiques. Préserver et accroître la diversité des ripisylves. Maintenir et améliorer l'état de conservation de l'habitat prioritaire « aulnaie-frênaie alluviale ».		
Principaux habitats d'intérêt communautaire concernés : 91E0 : Forêts alluviales à aulnes et à frênes 9160 : Chênaies pédonculées – charmaies – frênaies 91F0 : Ormaie frênaie alluviale 3260 : Rivières des étages planitiaires à montagnards		
Principales espèces d'intérêt communautaire concernées : 1037 : Gomphe serpent (Ophiogomphus cecilia) 1163 : Chabot (Cottus gobio) 1096 : Lamproie de planer (Lampetra planeri)		
Périmètre d'application : Toutes les ripisylves constituées d'habitats forestiers d'intérêt communautaire avec une priorité à l'habitat prioritaire 91E0.		
Autres bénéfices écologiques : La structuration des ripisylves est un élément important de lutte contre certaines espèces herbacées invasives (renouée du Japon, balsamine de l'Himalaya, Grande Ortie...). Une ripisylve bien structurée et relativement dense freinera l'envahissement des berges par ces espèces. La diversification et la structuration d'un boisement de rive permet aussi le maintien des berges grâce au système racinaire, protégeant l'érosion des terres et limitant donc l'envasement des cours d'eau.		
Actions éligibles (engagements rémunérés) : <ul style="list-style-type: none">- Etudes et frais d'expert- Toute opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur		
Ripisylves dégradées ou déstructurées : <ul style="list-style-type: none">- introduction de plant de hautes tiges d'arbres d'essences variées et adaptées (voir liste ci-dessous) ; introduction intercalaire d'espèces d'arbres de seconde hauteur ou d'arbustes- sont éligibles : plantation, bouturage, dégagements, protections individuelles		
Ripisylves trop homogènes : <ul style="list-style-type: none">- réalisation de dépressages ou de petites éclaircies au sein de la ripisylve, éventuellement accompagnés de plantations supplémentaires- sont éligibles : taille des arbres constituant la ripisylve, débroussaillage, fauche, gyrobroyage et faucardage d'entretien avec exportation des produits de la coupe, broyage au sol et nettoyage du sol, enlèvement manuel ou mécanique des embâcles et exportation des produits, accompagnement de la régénération et des jeunes stades du peuplement (dégagement de taches de semis acquis, protection individuelles contre les rongeurs et les cervidés,...), enlèvement et transfert des produits de coupe vers un lieu de stockage- le procédé de débardage sera choisi pour être le moins perturbant possible pour les habitats et espèces		

Mesure : L_MRA1		Restauration et entretien des ripisylves et de la végétation des berges
PDRH	MEEDDAT	
227	F22706 F22708 F22711 F22715	
332B	A32311P A32311R A32310R A32320P-R	

Elimination ou limitation d'espèces indésirables :
si des foyers de développement des espèces exotiques envahissantes sont identifiés, mise en œuvre de techniques de lutte par des moyens mécaniques uniquement (pas de lutte chimique en bordure des cours d'eau) : arrachages répétés des rhizomes et autres parties végétales, avant la période de floraison ; exportation de l'ensemble des débris et brûlage dans un endroit approprié.

Liste essences arborescentes « dominantes » autochtones : 91E0 : saule blanc, aulne glutineux, frêne commun, orme lisse / 9160 : chêne pédonculé, charme, érable sycomore.
Liste des essences arborescentes : « de seconde grandeur » : 91E0 : cerisier à grappes, groseiller, bourdaine / 9160 : charme, noisetier.

Bonnes pratiques associées à l'action (engagements non rémunérés) :
Assurer une surveillance dirigée contre l'apparition et le développement d'espèces végétales exotiques envahissantes (Renouée du Japon, Balsamine de l'Himalaya, Solidage géant).
Respect des engagements de la charte Natura 2000 sur les parcelles concernées.
Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cas des travaux en régie).

Dispositions financières :
L'aide est attribuée sous la forme d'une subvention d'un montant correspondant au devis estimatif des travaux et plafonnée selon les dispositions de l'arrêté régional relatif aux contrats Natura 2000 forestiers (pour les mesures F22706 et F22711).

Contrôles :

- Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire),
- Etat initial et post-travaux des surfaces (photographies, orthophotos, ...),
- Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec les travaux réalisés,
- Dans le cas de plantations ou de bouturages, le bénéficiaire devra obligatoirement fournir un document d'accompagnement des plants pour chaque essence (sauf pour les boutures ou les sauvageons prélevés localement), quelle que soit la quantité plantée,
- Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente.

Mesure : L_MRA2		Restauration et création de mares et de milieux stagnants
PDRH	MEEDDAT	
227	F22702 F22705	
332B	A32309P A32309R	
Enjeux : Préserver et retrouver les bonnes conditions d'expression de la biodiversité des milieux aquatiques et des zones humides. Permettre le retour ou le maintien des espèces caractéristiques des zones humides et préserver la mosaïque de milieux naturels		
Objectifs visés : Améliorer la dynamique des zones humides, en lien avec le réseau de fossés forestiers. Favoriser le maintien et/ou le retour des populations d'Amphibiens et d'Odonates caractéristiques du site.		
Principaux habitats d'intérêt communautaire concernés :		
Principales espèces d'intérêt communautaire concernées : 1193 : Sonneur à ventre jaune (<i>Bombina variegata</i>) 1166 : Triton crêté (<i>Triturus cristatus</i>)		
Périmètre d'application : Massifs forestiers.		
Autres bénéfices écologiques : Préservation des zones humides. Maintien et amélioration de la fonctionnalité de l'hydrosystème et de la qualité de l'eau. Restauration d'une mosaïque et d'un réseau de milieux humides. Maintien et amélioration de la capacité d'accueil pour une faune diversifiée. Actions favorables aux espèces de l'annexe IV de la Directive Habitats présentes : Grenouille agile (<i>Rana dalmatina</i>), Grenouille verte de Lessona (<i>Rana lessonae</i>), Grenouille des champs (<i>Rana arvalis</i>)		
Actions éligibles (engagements rémunérés) : - Etudes et frais d'expert - Toute opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur <u>Création de mares :</u> Profilage des berges en pente douce, désenvasement, curage et gestion des produits de curage, colmatage, débroussaillage et dégagement des abords, coupes d'arbres, faucardage de la végétation aquatique, végétalisation (avec des espèces indigènes), enlèvement manuel des végétaux ligneux (interdiction de traitement chimique), dévitalisation par annellation, exportation des végétaux ligneux et des déblais à une distance minimale de 20 m, dans le cas de milieux particulièrement fragiles <u>Entretien de mares :</u> débroussaillage d'entretien et dégagement des abords, faucardage de la végétation aquatique, exportation des végétaux, enlèvement des macro-déchets		
Bonnes pratiques associées à l'action (engagements non rémunérés) : - Alternier mares temporaires et permanentes, plus ou moins connectées entre elles et/ou au cours d'eau (ou fossé). - Privilégier des mares de forme irrégulière de type « pomme de terre » (berges non rectilignes), ainsi que des berges en pente douce, tout en profilant une petite partie de berge en pente abrupte afin de diversifier davantage le milieu (aspect naturel). - Ne pas dépasser une profondeur de 1,40 mètre (profondeurs diversifiées). - Favoriser l'ensoleillement du milieu en aménageant une ceinture d'au moins 5 m dépourvue de végétation arbustive ou arborée autour des mares. - La végétalisation n'est pas toujours nécessaire, l'idéal étant de laisser dans un premier temps le milieu évoluer naturellement et d'intervenir uniquement dans un deuxième temps, si l'évolution constatée n'est pas conforme aux objectifs initiaux. - En cas d'entretien des chemins forestiers, vérifier la présence d'espèces (dans les ornières ou les fossés riverains). Si celle-ci est avérée, il faudra veiller à créer des milieux de substitution. Proposer aux		

Mesure : L_MRA2		Restauration et création de mares et de milieux stagnants
PDRH	MEEDDAT	
227	F22702 F22705	
332B	A32309P A32309R	
<p>gestionnaire la mise en œuvre d'un cahier des charges intégrant dans les prescriptions de travaux les dispositions favorables aux amphibiens pour leurs prestataires de service (forestiers). Favoriser les MAE qui limitent l'utilisation d'intrants. Sensibiliser à la présence d'espèces rares dans les milieux stagnants.</p> <ul style="list-style-type: none">- Eviter les pompages, le drainage, le comblement des mares permanentes.- Respect des engagements de la charte Natura 2000 sur les parcelles concernées.- Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cas des travaux en régie).		
<p>Dispositions financières : L'aide est attribuée sous la forme d'une subvention d'un montant correspondant au devis estimatif des travaux et plafonnée selon les dispositions de l'arrêté régional relatif aux contrats Natura 2000 forestiers (pour la mesure F22702).</p>		
<p>Contrôles :</p> <ul style="list-style-type: none">- Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire),- Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec les travaux réalisés,- Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente.		

F.5 CAHIERS DES CHARGES DES CONTRATS NATURA 2000 CONCERNANT LA SENSIBILISATION DES USAGERS

Mesure : L_MRS		Aménagements visant à informer les usagers pour limiter leur impact
PDRH	MEEDDAT	
227	F22714	
332B	A32326P	
Enjeux : Prise en compte de Natura 2000 par le grand public et les usagers intervenant sur le site.		
Objectifs visés : Information des usagers et du grand public, afin de les inciter à limiter l'impact de leurs activités sur les habitats et les espèces d'intérêt communautaire.		
Principaux habitats d'intérêt communautaire concernés : Tous		
Principales espèces d'intérêt communautaire concernées : Toutes		
Périmètre d'application : Tout le site		
Actions éligibles (engagements rémunérés) : <ul style="list-style-type: none">- Conception des panneaux- Fabrication- Pose et dépose saisonnière ou au terme du contrat s'il y a lieu- Rebouchage des trous laissés par les poteaux lors de la dépose- Entretien des équipements d'information- Etudes et frais d'expert- Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur <i>Pour la mesure F22714, les panneaux éligibles ne sont que ceux qui délivrent des messages d'interdiction ou de restriction.</i>		
Bonnes pratiques associées à l'action (engagements non rémunérés) : <ul style="list-style-type: none">- Si utilisation de poteaux creux, ceux-ci doivent être obturés en haut- Respect de la charte graphique ou des normes existantes- Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre des travaux réalisés par le bénéficiaire)		
Dispositions financières : L'aide est attribuée sous la forme d'une subvention d'un montant correspondant au devis estimatif des travaux et plafonnée selon les dispositions de l'arrêté régional relatif aux contrats Natura 2000 forestiers (pour la mesure F22714).		
Contrôles : <ul style="list-style-type: none">- Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire),- Vérification du contenu du panneau et de son lien avec Natura 2000,- Les cas échéants, contrôle de l'existence d'un courrier envoyé à la DDAF en cas de dégradation constatée sur un obstacle mis en place dans le cadre de cette action,- Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec les travaux réalisés,- Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente.		

G LA DEMARCHE D'EVALUATION

G.1 CADRE REGLEMENTAIRE DE LA DEMARCHE D'EVALUATION

Cette démarche vise d'une part à quantifier l'efficacité des actions engagées, et d'autre part à réorienter et adapter le document d'objectifs en prenant en compte l'expérience de son application, selon une périodicité de 3 ans.

Le Code de l'Environnement stipule à l'article R. 414-8-5 (créé par décret n°2008-457 du 15 mai 2008 – art.14) que :

- «- I. - *Le comité de pilotage Natura 2000 suit la mise en oeuvre du document d'objectifs. A cette fin, la collectivité territoriale ou le groupement ou, à défaut, le service de l'Etat qui lui a été substitué lui **soumet au moins tous les trois ans un rapport** qui retrace les mesures mises en oeuvre et les difficultés rencontrées et indique, si nécessaire, les modifications du document de nature à favoriser la réalisation des objectifs qui ont présidé à la désignation du site, en tenant compte, notamment, de l'évolution des activités humaines sur le site.*
- «-II. - *Le préfet ou, le cas échéant, le commandant de la région terre évalue périodiquement l'état de conservation des habitats naturels et des populations des espèces de faune et de flore sauvages qui justifient la désignation du site. Les résultats de cette évaluation sont communiqués aux membres du comité de pilotage Natura 2000 ».*
- « *Lorsqu'il apparaît que les objectifs qui ont présidé à la désignation du site n'ont pas été atteints ou ne sont pas susceptibles de l'être, le préfet ou, le cas échéant, le commandant de la région terre met en révision le document d'objectifs et saisit le comité de pilotage à cette fin.*

En outre, l'article R. 414-11 du Code de l'environnement prévoit que le DOCOB contient les modalités de suivi des mesures projetées et les méthodes de surveillance des habitats et des espèces en vue de l'évaluation de leur état de conservation. »

L'évaluation porte donc sur :

- **l'état de conservation des habitats**

Il est nécessaire de rendre compte à la Commission Européenne de l'évolution de l'état de conservation des habitats et des espèces au niveau national et des incidences des mesures prises (*cf article 17 de la directive HABITATS de 1992 qui prévoit que les états membres doivent rendre fournir un rapport tous les 6 ans avec les mesures de conservation mises en place et leur impact sur l'état de conservation des habitats et des espèces des annexes de la Directive.*).

- **la mise en œuvre du document d'objectifs**

A l'échelle du site, Natura 2000, il s'agit de réaliser un suivi et une évaluation de la mise en œuvre des actions menées dans le cadre du document d'objectifs.

Cf l'article 11 qui prévoit que chaque Etat membre fournira les résultats du suivi scientifique.

L'évaluation consiste à **interpréter les résultats** du suivi qui permettent de porter un jugement sur les objectifs et actions proposées par le Document d'objectifs.

Ce jugement porte sur :

- **La pertinence et la cohérence** des objectifs et des actions

Il s'agit en particulier d'évaluer la stratégie du document d'objectifs et notamment de vérifier la cohérence les enjeux fondamentaux et les objectifs généraux, et de vérifier si les objectifs sont adaptés aux enjeux compte tenu notamment des nouvelles connaissances acquises.

- **L'efficacité** des objectifs et des actions

Il s'agit de vérifier que les actions ont bel et bien l'effet attendu (cf. ci-dessous).

- **L'efficience** des actions

Il s'agit de s'interroger aux coûts des actions au regard des effets induits.

Deux démarches sont actuellement en cours et devraient aboutir à la constitution d'un cadre méthodologique en matière d'évaluation sur les sites Natura 2000 :

- la mise en place d'indicateurs de suivi de l'état de conservation des habitats par le Muséum National d'Histoire Naturelle ;
- la réalisation d'outils évaluation – bilan de la mise en œuvre des documents d'objectifs par l'Atelier Technique des Espaces Naturels.

G.2 L'EVALUATION DU DOCOB

L'évaluation du DOCOB s'inscrit dans la phase d'animation et correspond donc aux missions de l'animateur du site.

Dans le DOCOB, la **démarche d'évaluation doit reposer sur :**

1. **une évaluation annuelle au moyen d'un bilan d'activités** et d'un état des lieux des études complémentaires éventuelles réalisées pour une meilleure connaissance des habitats et des espèces d'intérêt communautaire (études listées dans les fiches actions)

Le bilan annuel de la mise en œuvre des actions (pour chaque fiche action peut se résumer par un tableau de cette forme : *Cf tableau global ci-dessous*).

Un bilan annuel « simplifié » sera réalisé par l'animateur pour la réunion annuelle du COPIL comprenant :

- un bilan des contrats signés dans les trois domaines : agriculture (MAET), forêt (Natura 2000), ni-agricole / ni-forestier (Natura 2000) (production d'un tableau croisé simple : contrats / actions) ;
- un bilan des chartes signées : nombre, surface concernée par type d'occupation du sol (agricole, forêt, autre)
- une liste des actions menées hors contrats pour la mise en œuvre du DOCOB ;
- un bilan des contrôles menés par les services de contrôles sur les contrats et les chartes ;
- un bilan sur les subventions versées aux acteurs mettant en œuvre les actions de mise en œuvre du DOCOB (contrats et hors contrats).

2. **une évaluation tous les 3 ans, prenant en compte tous les bilans annuels de mise en œuvre du DOCOB et redéfinissant les modifications à apporter au DOCOB pour une meilleure mise en œuvre**

Cette évaluation tous les 3 ans des actions DOCOB menées se basera sur

- sur les bilans annuels ;
- sur une étude plus approfondie des réalisations : évaluation réussites / échecs, bilans financiers des actions...
- sur les résultats des études complémentaires qui auraient été menées pendant la période de mise en œuvre du DOCOB ;

Cette évaluation fera l'objet d'un **rapport d'évaluation** (prévu dans la loi) et proposera les **modifications** à apporter au DOCOB. Elle présentera les habitats et les espèces d'intérêt communautaire qui devront faire l'objet d'une nouvelle évaluation de leur état de conservation.

Lors de la mise en œuvre du DOCOB, le rôle de suivi du comité de pilotage (qui se réunit une fois par an au moins) est de s'assurer de la bonne mise en œuvre des actions prévues par le DOCOB.

Critères de suivi et d'évaluation des actions

Plan d'actions proposé dans le DOCOB							Dans le cadre de l'évaluation annuelle 2009			
N° action	action	Objectifs de l'action	Résultats attendus	Quantités prévues	Coût prévisionnel	Indicateurs de suivi	Réalisation	Quantité réalisée	Coût réel	Perspectives
EXEMPLES FICTIFS DE REMPLISSAGE FIN 2009										
2.1.	Créer des îlots de sénescence	Favoriser la biodiversité des habitats forestiers	Obtention d'arbres âgés et sénescents	15 à 40 ha	2000 à 4000 €/ha d'îlot	Surfaces classées en îlots de sénescence	FC de Wissembourg	4 ha	10000	Poursuivre l'action
							FD de Salmbach	1 ha	3000 €	Poursuivre l'action
							FC de Niederlauterbach	1ha	2000 €	Poursuivre l'action
3.3.2.	Entretien des prairies de fauche à vocation agricole	Améliorer la biodiversité des prairies de fauche	Maintenir et améliorer l'état de conservation de l'habitat 6510	54,6 ha	Non précisé	Taux de contractualisation	PAE Lauter	30 ha	7500 €	Poursuivre l'action

H BIBLIOGRAPHIE

BIOTOPE, (2008) Extension de la ZA Est de Wissembourg – Etude d'évaluation des incidences sur le Site d'Intérêt Communautaire « La Lauter » - Volet Chiroptères – Document de travail. *Communauté de Commune du Pays de Wissembourg – Département du Bas-Rhin*. 28 p.

BŒUF R., UNTEREINER A., HOLVECK P., HUM Ph., WOLFF M., (2007) Aperçu et cartographie des groupements végétaux de la Zone Spéciale de Conservation (ZSC) Lauter et de l'Hippodrome d'Altenstadt (Bas-Rhin – France) – *Natura 2000 – Prog. LIFE Lauter-Donon*. ONF, AERM, DIREN Alsace 38 p. + 7 planches photos.

DE LA GORCE F. et SCHAEFFER M., (2007) Document d'Objectifs général des sites Natura 2000 Rhin Ried Bruch – Programme LIFE Rhin Vivant, ONF, DIREN Alsace. 256 p. + Annexes + cartes.

ECOLOR, (2005) Etude diagnostique du patrimoine naturel préalable au Document d'Incidence Natura 2000 de la Zone d'Activités Est et de la Station d'Epuration. *Communauté de Commune du Pays de Wissembourg - Commune de Wissembourg*. 87 p.

ECOLOR, (2007) Document d'Incidence Natura 2000 de la Station d'Epuration – Vallée de la Lauter – FR4201796. *Commune de Wissembourg*. 48 p.

GODINAT G., (2007) Inventaire des amphibiens et des reptiles du site Natura 2000 « Basse Vallée de la Lauter » - *LIFE Nature Lauter et DOCOB Basse Vallée de la Lauter*. 9 p.

MEDAD – MAP. (2007) Circulaire DNP/SDEN n°2007-3 relative à la gestion contractuelle des sites Natura 2000 en application des articles R414-8 à 18 du code de l'environnement.

Parc Naturel Régional des Vosges du Nord, Office National des Forêts, (2006) Document d'Objectifs des sites Vosges du Nord (ZSC et ZPS). *MEDD*.

SAINT-ANDRIEUX J.-P., (2007).- Inventaire des odonates du site Natura 2000 « Basse Vallée de la Lauter » - *LIFE Nature Lauter et DOCOB Basse Vallée de la Lauter*. 11 p. + cartes.

TERRAZ, L. et al (2008). Guide pour une rédaction synthétique des Documents d'objectifs Natura 2000. *ATEN, MEEDDAT, RNF, Montpellier, juin 2008*, 56 p.

WEISSER C. F. et al., (1992).- Plan de gestion et de développement pour la protection et la mise en valeur de la vallée de la Lauter. *Programme d'action transfrontalier PAMINA. IUS*. 2 vol. + cartes.

I LISTE DES ABREVIATIONS

AAPPMA : Association agréée pour la pêche et de protection du milieu aquatique
ADEAN : Association pour le Développement de l'Alsace du Nord
AERM : Agence de l'eau Rhin-Meuse
APB : Arrêté préfectoral de protection de biotope
ARIENA : Association régionale pour l'initiation à l'environnement et à la nature en Alsace
BUFO : Association pour l'étude et la protection des amphibiens et reptiles d'Alsace
CEE : Communauté Economique Européenne
CC : Communauté de Communes
CDESI : Commission Départementale des Espaces, Sites et Itinéraires
CG67 : Conseil général du Bas-Rhin
CINE : Centre d'Initiation à la Nature et à l'ENVironnement
COFIL : Comité de pilotage (d'un site Natura 2000)
CRPF : Centre régional de la propriété forestière
CRFPF : Commission Régionale de la Forêt et des Produits Forestiers
CSA : Conservatoire des Sites Alsaciens
DCE : Directive cadre sur l'eau
DDAF : Direction départementale de l'agriculture et de la forêt
DIG : Déclaration d'Intérêt Général
DIREN : Direction régionale de l'environnement
DOCOB : Document d'objectifs (d'un site Natura 2000)
DRA : Directive Régionale d'Aménagement (forestier)
DRAF : Direction régionale de l'agriculture et de la forêt
DTR (Loi) : Loi relative au Développement des Territoires Ruraux
ENS : Espace naturel sensible
FARB : Fond Alsacien pour la Restauration des Biotopes
FC : Forêt communale
FDAAPPMA : Fédération départementale des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique
FEADER : Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural
FSD : Formulaire standard de données (base de données officielle européenne de chaque site Natura 2000)
GEPMA : Groupe d'Etude et de Protection des Mammifères d'Alsace
GGC : Groupe de Gestion Cynégétique
GLCT : Groupement Local de Coopération Transfrontalière
GR : Grande Randonnée (sentier de)
HDH : Hors Directive Habitats
IFN : Inventaire Forestier National
JEFS : Jachère Environnement Faune Sauvage

LIFE : L'instrument financier pour l'environnement

LPO : Ligue de Protection des Oiseaux

MAET : Mesures agro-environnementales territorialisées

MAP : Ministère de l'agriculture et de la pêche

MEDD : Ministère de l'écologie et du développement durable (ex-MATE)

MEEDDAT : Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (ex. MEDAD)

MEDAD : Ministère de l'écologie, du développement, et de l'aménagement durables (ex-MEDD)

ONEMA : Office national de l'eau et des milieux aquatiques

ONF : Office national des forêts

OGM : Organismes Génétiquement Modifiés

ORF : Orientations Régionales Forestières

ORGFH : Orientations Régionales de Gestion et de Conservation de la Faune Sauvage et des Habitats

PAC : Politique Agricole Commune

PAE : Projet Agro-Environnemental

PERI : Plan d'Exposition au Risque d'Inondation

PDRH : Programme de Développement Rural Hexagonal

PLU : Plan local d'urbanisme (ex POS)

POS : Plan d'occupation des sols (devenu PLU avec la loi SRU)

PSS : Plan des Surfaces Submersibles

RD : Route Départementale

SAU : Surface Agricole Utilisée

SCOT : Schéma de cohérence territoriale (ex SDAU avant la loi SRU, Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme)

SDAGE : Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux

SDGC : Schéma Départemental de Gestion Cynégétique

SIC et **pSIC** : Site d'intérêt communautaire et proposition de Site d'intérêt communautaire (directive Habitats)

SIVU : Syndicat Intercommunal à Vocation Unique

SRA : Schéma Régional d'Aménagement (forestier)

STEP : Station d'Épuration

UE : Union européenne

ZA : Zone d'Activité

ZAE : Zone d'Activité Economique

ZPS : Zone de protection spéciale (directive Oiseaux)

ZSC : Zone spéciale de conservation (directive Habitats)

J GLOSSAIRE

Alluvial	Qualifie l'espace situé en fond de vallée et constitué par le dépôt des alluvions d'une rivière. Au sens large, il inclut les différents milieux et zonages associés : lit mineur (= lit permanent), lit majeur (=zone envahie par les eaux en période de crue), annexes etc....
Biocénose	Groupement d'êtres vivants (plantes, animaux) vivant dans des conditions de milieu déterminées et unis par des liens d'interdépendance.
Biodiversité	Contraction de « diversité biologique ». Expression désignant la variété et la diversité du monde vivant. La biodiversité représente la richesse biologique, la diversité des organismes vivants, ainsi que les relations que ces derniers entretiennent avec leur milieu. Elle est subdivisée généralement en trois niveaux : diversité génétique au sein d'une même espèce, diversité des espèces au sein du vivant et diversité des écosystèmes à l'échelle de la planète.
Biotope	Ensemble des facteurs physico-chimiques (nature du sol, climat, ...) caractérisant un <u>écosystème</u> (voir déf.) – milieu de vie.
Bryophyte	Plante terrestre ou aquatique qui ne comporte ni vaisseaux, ni racine, se reproduisant grâce à des spores. Végétaux cryptogames chlorophylliens comprenant les mousses , les hépatiques et les anthocérotes.
Cariçaie	Groupement végétal de milieu humide dominé par les végétaux du genre Carex (=Laîches).
Charte Natura 2000	Outil administratif contractuel permettant l'adhésion individuelle, non rémunérée, aux objectifs de gestion décrits dans le Docob. Sur la base unique du volontariat, l'adhérent marque ainsi son engagement en faveur de Natura 2000. La charte a pour but de contribuer à la protection des milieux naturels et des espèces animales et végétales par des mesures concrètes et le développement de bonnes pratiques. Elle permet au propriétaire une exonération de la Taxe foncière sur le patrimoine non bâti (TFNB) ainsi qu'une exonération partielle des Droits de mutation à titre gratuit (DMTG).
Comité de pilotage Natura 2000 (COPIL)	Organe de concertation mis en place par le préfet pour chaque site Natura 2000, présidé par un élu, ou à défaut par le préfet ou le commandant de la région terre. Il comprend les représentants des collectivités territoriales intéressées et de leurs groupements, les représentants des propriétaires et exploitants de biens ruraux compris dans le site, des organisations non gouvernementales et des représentants de l'État. Il participe à la préparation et à la validation des documents d'objectifs ainsi qu'au suivi et à l'évaluation de leur mise en oeuvre (articles L. 414-2 et R. 414-8 et suivants du code de l'environnement).
Communauté végétale	Ensemble structuré et homogène d'organismes vivants évoluant dans un milieu (habitat) donné et à un moment donné.
Contrats Natura 2000	Outils contractuels permettant au possesseur des droits réels et personnels de parcelles situées en zone Natura 2000 de signer avec l'Etat un engagement contribuant à la protection des milieux naturels et des espèces animales et végétales par des mesures et le développement de bonnes pratiques. Le contrat est une adhésion rémunérée individuelle aux objectifs du Docob sur une ou des parcelles concernées par une ou plusieurs mesures de gestion proposées dans le cadre du Docob. Il permet l'application concrète des mesures de gestion retenues dans ce document.

Directive européenne	<p>Catégorie de texte communautaire prévue par l'article 249 (ex-article 189) du Traité instituant la Communauté européenne (Traité signé à Rome, le 25 mars 1957). « La directive lie tout État membre destinataire quant au résultat à atteindre, tout en laissant aux instances nationales la compétence quant à la forme et aux moyens ». Elle nécessite de la part des États concernés une transposition dans leurs textes nationaux. La transposition des directives Oiseaux et Habitats a été effectuée à travers, notamment, les articles L. 414-1 à L. 414-7 et les articles R.414-1 à R.414-24 du code de l'environnement. Elle prévoit une obligation de résultat au regard des objectifs à atteindre, tout en laissant à chaque État le choix des moyens, notamment juridiques, pour y parvenir.</p>
Directive Habitats	<p>Appellation courante de la Directive européenne 92/43/CEE du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages reconnus d'intérêt communautaire.</p> <p>Ce texte est l'un des deux piliers du réseau Natura 2000.</p> <p>Il prévoit notamment la désignation de Zones Spéciales de Conservation (ZSC), ainsi que la protection d'espèces sur l'ensemble du territoire métropolitain, la mise en oeuvre de la gestion du réseau Natura 2000 et de son régime d'évaluation des incidences.</p> <p>Pour chaque ZSC, un dispositif est mis en oeuvre afin d'aboutir à l'élaboration d'un document d'objectifs (voir déf.).</p> <p>Les annexes de la Directive Habitats :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Annexe I (modifiée par arrêté du 16 novembre 2001) : types d'habitats naturels dont la conservation nécessite la désignation de zones spéciales de conservation. • Annexe II (modifiée par arrêté du 16 novembre 2001) : espèces animales et végétales d'intérêt communautaire dont la conservation nécessite la désignation de zones spéciales de conservation. • Annexe III : critères de sélection des sites. • Annexe IV : espèces animales et végétales d'intérêt communautaire qui nécessitent une protection stricte.
Directive Oiseaux	<p>Appellation courante de la Directive européenne 79/409/CE du 2 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages.</p> <p>Ce texte est l'un des deux piliers du réseau Natura 2000.</p> <p>Il prévoit notamment la désignation de Zones de Protection Spéciale (ZPS).</p> <p>Pour chacune des ces zones, un dispositif est mis en oeuvre afin d'aboutir à l'élaboration d'un document d'objectifs (voir déf.).</p> <p>La liste des espèces d'oiseaux susceptibles de justifier la désignation de zones de protection spéciales est donnée par l'arrêté du 16 novembre 2001 qui modifie l'annexe I de la Directive Oiseaux.</p>
Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt (DDAF)	<p>Service déconcentré du ministère en charge de l'Agriculture et de la pêche, placé sous l'autorité du préfet. Ses domaines d'intervention sont la gestion des crédits nationaux ou communautaires et la mise en oeuvre des réglementations. Il possède aussi une fonction juridictionnelle et des compétences dans la mise en place des mesures de gestion des milieux naturels, aquatiques et des zones humides.</p>
Direction Régionale de l'Environnement (DIREN)	<p>Service déconcentré du ministère en charge de l'Ecologie ayant pour missions : d'organiser, coordonner et gérer l'ensemble des données et des connaissances relatives à l'environnement, de participer à la définition et à la mise en oeuvre des méthodes d'études, d'aménagement, de gestion et de protection des milieux naturels et de leurs ressources, de contribuer à la prise en compte de l'environnement urbain et de promouvoir un urbanisme et une architecture de qualité, de veiller à la bonne application des législations relatives à l'environnement.</p>

Document d'objectif (DOCOB)	Document d'orientation définissant pour chaque site Natura 2000, un état des lieux, les orientations de gestion et de conservation, les modalités de leur mise en œuvre. Ce document de gestion est élaboré par le comité de pilotage qui choisit un opérateur en concertation avec les acteurs locaux et avec l'appui de commissions ou groupes de travail. Il est approuvé par le préfet (articles L.414-2 et R. 414-9 du code de l'environnement).
Ecosystème	Système biologique fonctionnel intégrant des paramètres physico-chimiques du milieu (<u>biotope</u>) et les êtres vivants (plantes et animaux) qui en dépendent.
Embâcle	Désigne tout élément faisant obstruction à l'écoulement normal d'un cours d'eau (bois morts, branches, débris végétaux, déchets divers, ...).
Espèce indicatrice	Espèce dont la présence à l'état spontané renseigne qualitativement ou quantitativement sur certains caractères écologiques de l'environnement.
Espèce d'intérêt communautaire	Espèce en danger ou vulnérable ou rare ou endémique (c'est-à-dire propre à un territoire bien délimité ou à un habitat spécifique) énumérée : <ul style="list-style-type: none"> - soit à l'annexe II de la directive « Habitats, faune, flore » et pour lesquelles doivent être désignées des Zones Spéciales de Conservation, - soit aux annexes IV ou V de la Directive « Habitats, faune, flore » et pour lesquelles des mesures de protection doivent être mises en place sur l'ensemble du territoire.
Espèce ou habitat d'intérêt communautaire prioritaire	Espèce ou habitat en danger de disparition sur le territoire européen des États membres. L'Union européenne porte une responsabilité particulière quant à leur conservation, compte tenu de la part de leur aire de répartition comprise en Europe (signalés par un astérisque dans les annexes I et II de la Directive 92/43/CEE).
Etat de conservation d'une espèce (définition extraite de la directive Habitats)	Effet de l'ensemble des influences qui, agissant sur l'espèce, peuvent affecter à long terme la répartition et l'importance de ses populations sur le territoire européen des États membres. L'état de conservation d'une espèce sera considéré comme « favorable » lorsque les trois conditions suivantes sont réunies : <ul style="list-style-type: none"> - les données relatives à la dynamique de la population de l'espèce en question indiquent que cette espèce continue, et est susceptible de continuer à long terme, à constituer un élément viable des habitats naturels auxquels elle appartient, - l'aire de répartition naturelle de l'espèce ne diminue ni ne risque de diminuer dans un avenir prévisible, - il existe et il continuera probablement d'exister un habitat suffisamment étendu pour que ses populations se maintiennent à long terme.

Etat de conservation d'un habitat naturel (définition extraite de la directive Habitats)	<p>Effet de l'ensemble des influences agissant sur un habitat naturel ainsi que sur les espèces typiques qu'il abrite, qui peuvent affecter à long terme sa répartition naturelle, sa structure et ses fonctions ainsi que la survie à long terme de ses espèces typiques sur le territoire européen des Etats membres. L'état de conservation d'un habitat naturel sera considéré comme « favorable » lorsque les trois conditions suivantes sont réunies :</p> <ul style="list-style-type: none"> - son aire de répartition naturelle ainsi que les superficies qu'il couvre au sein de cette aire sont stables ou en extension, - la structure et les fonctions spécifiques nécessaires à son maintien à long terme existent et sont susceptibles de perdurer dans un avenir prévisible, - l'état de conservation des espèces qui lui sont typiques est favorable.
	<p>La notion d'état de conservation rend compte de « l'état de santé » des habitats déterminé à partir de critères d'appréciation. Maintenir ou restaurer un état de conservation favorable pour les espèces et les habitats d'intérêt communautaire est l'objectif de la directive « Habitats, faune, flore ». L'état de conservation peut être favorable, défavorable inadéquat ou défavorable mauvais. Une espèce ou un habitat est dans un état de conservation favorable lorsqu'elle/il prospère et a de bonnes chances de continuer à prospérer à l'avenir. Cette évaluation sert à définir des objectifs et des mesures de gestion dans le cadre du Docob afin de maintenir ou rétablir un état équivalent ou meilleur. Dans la pratique, le bon état de conservation vise un fonctionnement équilibré des milieux par rapport à leurs caractéristiques naturelles.</p>
Formulaire Standard de Données (FSD)	<p>Document accompagnant la décision de transmission d'un projet de site ou l'arrêté désignant un site, élaboré pour chaque site Natura 2000 et transmis à la Commission européenne par chaque Etat membre. Il présente les données identifiant les habitats naturels et les espèces qui justifient la désignation du site.</p>
Futaie	<p>Peuplement d'arbres adultes.</p>
Futaie irrégulière (par parquets)	<p>Peuplement forestier auquel est appliqué un traitement sylvicole irrégulier c'est-à-dire favorisant un mélange d'arbres de dimensions (hauteurs et diamètres) et d'âges variés. On parle de futaie irrégulière par parquets lorsque la gestion est pratiquée par unités de surface de plus de 10 ares.</p>
Futaie régulière	<p>Peuplement forestier auquel est appliqué un traitement sylvicole régulier c'est-à-dire favorisant une homogénéité des dimensions (hauteurs et diamètres) et des âges des arbres.</p>
Habitat d'espèce	<p>Ensemble des compartiments de vie d'une espèce en un lieu donné. L'habitat d'espèce comprend les zones de reproduction, de nourrissage, d'abri, de repos, de déplacement, de migration, d'hibernation... vitales pour une espèce lors d'un des stades ou de tout son cycle biologique, défini par des facteurs physiques et biologiques. Il peut comprendre plusieurs habitats naturels.</p>
Habitat Naturel d'intérêt communautaire	<p>Habitat naturel, terrestre ou aquatique, particulier, généralement caractérisé par sa végétation, répertorié dans un catalogue et faisant l'objet d'une nomenclature. Il est à préserver au titre du réseau Natura 2000, considéré comme menacé de disparition à plus ou moins long terme, avec une aire de répartition naturelle réduite. Habitat particulièrement caractéristique de certains types de milieux ou constituant un exemple remarquable de caractéristiques propres à une ou plusieurs des régions biogéographiques et pour lequel doit être désignée une Zone spéciale de conservation.</p>

LIFE Nature	LIFE = L'Instrument Financier pour l'Environnement LIFE est le principal instrument financier de la politique communautaire de l'environnement. Le programme LIFE Nature soutient des actions liées à la conservation des sites en vue de la protection des habitats naturels, d'une faune ou d'une flore menacés de disparition, notamment par l'établissement du réseau Natura 2000.
Mégaphorbiaie	Formation végétale de hautes herbes, se développant sur des sols humides et riches.
Mésohygrophile	Se dit d'une plante ayant besoin ou tolérant les conditions moyennes d'humidité.
Mésotrophe	Moyennement riche en éléments nutritifs, modérément acide et permettant une activité biologique moyenne.
Mesure agri-environnementale (MAE)	Mesures visant une meilleure prise en compte de l'environnement (protection des eaux, des paysages ruraux, de la faune et de la flore) dans les pratiques agricoles. Elles se traduisent par des aides ou des rémunérations accordées aux agriculteurs ayant des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement sous la forme d'un engagement contractuel volontaire entre l'Etat, l'Europe et des exploitants agricoles pour une durée de 5 ans en général.
Patrimonial (intérêt)	Exprime une valeur liée à la rareté et à la vulnérabilité des espèces et des habitats. Les espèces d'intérêt patrimonial sont généralement des indicateurs de l'état de conservation de leurs habitats. Leur disparition révèle des dysfonctionnements des écosystèmes et une évolution vers une banalisation des milieux.
Phréatique	Relatif aux eaux souterraines.
Recalibrage	Travaux de terrassement destinés à donner à un cours d'eau une section plus importante en le creusant et/ou en l'élargissant.
Rectification	Travaux effectués sur un cours d'eau afin de lui donner artificiellement, un tracé moins sinueux, voire rectiligne.
Réseau hydrographique	Ensemble des cours d'eau circulant dans un bassin versant ou une partie de bassin versant (= aire de capture et de drainage des eaux d'un cours d'eau et de ses affluents).
Réseau Natura 2000	Réseau écologique européen de sites naturels mis en place en application des Directives Habitats et Oiseaux (25 000 sites environ). Son objectif principal est de préserver la biodiversité, d'assurer le maintien des habitats naturels et des espèces d'intérêt communautaire dans un état de conservation favorable, voire leur rétablissement lorsqu'ils sont dégradés, tout en tenant compte des exigences économiques, sociales, culturelles et régionales, dans une logique de développement durable. Cet objectif peut requérir le maintien, voire l'encouragement, d'activités humaines adaptées. Il est composé des Zones de protection Spéciale (ZPS) et des Zones spéciales de conservation (ZSC).
Ripisylve	Formation végétale arborescente « naturelle » installée sur les bord des cours d'eau.
Terrasse	Replat situé sur le versant d'une vallée, généralement constitué par les alluvions d'un cours d'eau et témoin d'un de ses anciens lits.

Zone de Protection Spéciale	Zones constitutives du réseau Natura 2000, délimitées pour la protection des espèces d'oiseaux figurant dans l'arrêté du 16 novembre 2001 modifié et des espèces d'oiseaux migrateurs. Sites de protection et de gestion des espaces importants pour la reproduction, l'alimentation, l'hivernage ou la migration des espèces d'oiseaux sélectionnés par la France au titre de la directive « Oiseaux » dans l'objectif de mettre en place des mesures de protection des oiseaux et de leurs habitats. La désignation des ZPS s'appuie généralement sur les Zones importantes pour la conservation des oiseaux (ZICO), fruit d'une enquête scientifique de terrain validée par les Directions régionales de l'environnement. La désignation des Zones de Protection Spéciale se fait par parution d'un arrêté ministériel au Journal Officiel, puis notification du site à la commission européenne.
Zones Spéciale de Conservation	Zones constitutives du réseau Natura 2000, délimitées pour la protection des habitats naturels et des espèces (hors oiseaux) figurant dans l'arrêté du 16 novembre 2001 en application de la directive "Habitats, faune, flore" où sont appliquées les mesures de conservation nécessaires au maintien ou au rétablissement dans un état favorable des habitats et/ou espèces pour lesquels le site est désigné.

